

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ACTION DE L'ÉTAT
SUR LE DÉVELOPPEMENT DES
COOPÉRATIVES AGRICOLES
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le lundi, 27 mai 1907, à 2 heures 1/2

PAR

ALBERT ROULEAU

INGÉNIEUR-AGRONOME

Président : M. SOUCHON, professeur.

Suffragants : { *M. DESCHAMPS, professeur.*
M. PERREAU, professeur.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1907

HERSE

LE TORAT

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ACTION DE L'ÉTAT
SUR LE DÉVELOPPEMENT DES
COOPÉRATIVES AGRICOLES
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le lundi, 27 mai 1907, à 2 heures 1/2

PAR

ALBERT ROULEAU

INGÉNIEUR-AGRONOME



Président : M. SOUCHON, professeur.

Suffragants : { *M. DESCHAMPS, professeur.*
M. PERREAU, professeur.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

ADRIEN BERGET. — La coopération en viticulture (*Revue de viticulture*, janvier-février 1900).

— La coopération dans la viticulture européenne.

A. COLLIEZ. — Les Associations agricoles de production et de vente.

E. COULET. — Le mouvement syndical et coopératif dans l'agriculture française.

CH. GIDE. — La coopération, conférences de propagande.

— Economie sociale.

GOUTEIX. — Du régime légal des sociétés coopératives en droit français.

M. LECAISNE. — Etude juridique des coopératives de consommation.

J. MÉLINE. — Le retour à la terre.

A. POURIAU. — La crise de la viticulture française.

RIVIÈRE. — Commentaire de la loi de 1867.

DE ROCQUIGNY. — La coopération de production dans l'agriculture.

TIÉFAINE. — Les laiteries coopératives en France.

I. TCHERNOFF. — Le parti républicain sous le second Empire.

LOUIS BLANC.

Associations et sociétés secrètes sous la deuxième République.

Annales du Musée social.

Annuaire de législation étrangère.

Bulletin de la société des Agriculteurs de France.

Bulletin de la société des Viticulteurs de France.

Bulletin de l'Office des renseignements agricoles du Ministère de l'agriculture.

Bulletin de l'Union centrale des Syndicats des Agriculteurs de France.

Journal officiel. Débats parlementaires, Décembre 1905, Janvier 1906, Décembre 1906.

L'Industrie du beurre, organe officiel de l'Association centrale des Laiteries coopératives des Charentes et du Poitou.

Le Progrès agricole et viticole de Montpellier, Janvier et Mars 1907.

Projet de loi autorisant des avances aux sociétés coopératives agricoles, présenté par M. Rouvier, Président du Conseil, ministre des Finances et M. Ruau, ministre de l'Agriculture (Documents parlementaires, chambre des Députés, huitième législature, session de 1905, n° 2426).

Proposition de loi, portant modifications à la loi du 21 Mars 1884 sur les Syndicats professionnels, présentée par M. Millebrand, député (Documents parlementaires, chambre des Députés, huitième législature, session extraordinaire de 1902, n° 322).

Proposition de loi, tendant à la création de Sociétés coopératives, en vue de la conservation, de la transformation et de la vente des produits agricoles, présentée par M. Clémentel, député, et un grand nombre de ses collègues (Chambre des Députés, huitième législature, session de 1903, n° 1119).

Revue de viticulture.

INTRODUCTION

C'est un fait incontesté que l'agriculture, dans le cours du XIX^e siècle, a atteint, dans la plupart des pays, un développement considérable. Le siècle qui vient de s'écouler a eu cet avantage sur ceux qui l'ont précédé, qu'un heureux concours de circonstances a permis le plein développement d'une science de l'agriculture fondée sur l'histoire naturelle et dont l'application a pu soumettre les terres à une culture rationnelle.

La connaissance des principes fondamentaux des lois de la nature et des causes de tous les phénomènes agricoles a conduit à de profondes modifications dans la fumure et le travail du sol, dans le choix et la succession des cultures, dans l'entretien et l'alimentation du bétail. Les travaux de Liebig et de Boussingault sur l'importance des matières minérales dans l'alimentation des plantes ont poussé à l'emploi très étendu des engrais chimiques, et par ce moyen, l'agriculture a pu augmenter la puissance intrinsèque de ses champs et se libérer des lourdes chaînes qui formaient autrefois les conditions naturelles du sol. Dans

ce même ordre d'idées, il faut citer, comme une belle acquisition du XIX^e siècle, au point de vue agricole, la découverte de la propriété que possèdent les légumineuses d'enrichir le sol en fixant l'azote libre de l'air. L'utilisation de cette nouvelle source de fertilité du sol, liée pour toujours aux noms de Schultz-Lupitz et d'Hellriegel, a permis de mettre en valeur et d'amener à une haute productivité des sols sableux et pauvres où on ne rencontrait auparavant aucune végétation.

Ce sont peut-être là les principales parmi les causes déterminantes du développement de l'agriculture au XIX^e siècle ; cependant on ne peut nier qu'il n'y ait eu d'autres facteurs de progrès, et, sans vouloir nous étendre plus longtemps, il nous faut citer le grand développement des moyens de communication qui a soustrait les populations agricoles à leur isolement et l'emploi des machines en agriculture qui a permis, non seulement d'abaisser les dépenses de main-d'œuvre et de traction, mais encore d'élever les rendements dans une notable proportion parce que les terres ont été mieux façonnées, les ensemencements mieux effectués, les cultures mieux entretenues et les récoltes exécutées avec plus de soin (1).

(1) En 1882, 40.000.000 d'appareils.

En 1892, 11.500.000 —

Cette augmentation est encore bien inférieure à la réalité.

« L'agriculture est entrée dans le domaine de l'industrie et a décuplé ses forces ». Cependant, ces progrès n'ont point été réalisés d'un seul coup, ce sont les grandes exploitations agricoles, celles qui avaient des avances suffisantes pour faire toutes les améliorations et dont les chefs instruits et pratiques avaient su les premiers profiter de toutes les leçons de la science, qui en ont tout d'abord tiré profit.

La petite culture, au contraire, est restée longtemps dans un état stationnaire et les petits cultivateurs livrés à eux-mêmes, ignorant l'immense pas en avant qu'avait fait la technique agricole et souvent aussi, il faut bien le dire, rebelles à toute idée de progrès, continuaient à vivre avec les anciens procédés. La loi de 1884 sur les syndicats agricoles avait commencé à remédier à cet état de choses ; sous l'action énergique et méthodique de ces syndicats, les agriculteurs ont pu se procurer des semences contrôlées et des engrais de premier choix, et cela avec des réductions de 50 % sur les prix qu'ils payaient autrefois pour avoir des fournitures de qualité inférieure. Les résultats donnés par cette loi ont certainement été des plus appréciables : mais il ne suffisait point d'encouragements moraux, il fallait encore donner aux petits agriculteurs « le nerf de la guerre », l'argent ou les ressources suffisantes pour se procurer ces semences et ces engrais, et, la récolte faite, leur permettre d'attendre le moment

favorable pour vendre sans avoir besoin de se dépouiller tout de suite, au profit d'acheteurs qui, connaissant la situation des vendeurs, n'offraient que des prix peu ou point rémunérateurs. Il fallait, autrement dit, donner à la petite culture le « fonds de roulement » qui lui manquait pour appliquer les méthodes nouvelles.

Ce nouveau résultat pratique a été recherché par les lois de 1894 et 1899 qui ont organisé en France le crédit mutuel agricole. Ce fonds de roulement est fourni par « l'admirable réseau de nos 1.500 banques mutuelles agricoles, locales ou régionales, qui embrassent maintenant toutes les régions de la France et qui ouvrent leurs guichets à tous ceux qui ont de l'intelligence, du courage et de l'honnêteté (1). »

Il ne faudrait point cependant exagérer les résultats donnés par les deux lois dont nous venons de parler ; il y a encore beaucoup de points du territoire où ne fonctionnent point les caisses locales et nous aurons l'occasion de constater que les agriculteurs n'ont utilisé qu'une assez faible partie des capitaux qui ont été mis par l'Etat à leur disposition. Cela vient d'abord probablement d'un certain esprit de méfiance qui

(1) J. Méline, *Le Retour à la Terre*, p. 117. Il existe actuellement en France 85 caisses régionales, auxquelles l'Etat a avancé 25.707.016 francs.

germe dans l'esprit du paysan français. Un préjugé hostile demeure le plus souvent attaché à l'idée du crédit agricole, on est tenté d'étendre à la vraie et bienfaisante forme de ce dernier la critique que le président Dupin formulait en parlant du crédit territorial : « Le crédit soutient le paysan comme la corde soutient un pendu... » Or, il serait facile de montrer qu'au contraire le crédit agricole est à la fois utile et nécessaire à l'agriculture, mais cela ne rentre point dans le cadre de ce travail.

Quoi qu'il en soit, on peut penser, qu'en poursuivant l'œuvre d'éducation agricole organisée dans les campagnes sous les auspices des professeurs d'agriculture et souvent même des particuliers instruits et altruistes, les paysans n'auront plus ces vaines appréhensions et qu'ils auront recours dans une large mesure au crédit agricole.

Ce point étant acquis, l'agriculture sera en mesure de bien produire, de produire à bon marché et de produire beaucoup, sauf cependant dans quelques cas particuliers où même pour produire il est nécessaire d'avoir de gros capitaux de premier établissement et de pouvoir se les procurer à long terme ; or, ce n'est pas là le rôle des caisses locales de crédit agricole.

Mais, dans l'agriculture, comme dans l'industrie, il ne suffit pas de produire, il faut aussi vendre et bien vendre ses produits, trouver les débouchés et savoir

les conserver. « C'est là le point le plus faible de l'organisation agricole. Nos agriculteurs qui ont fait tant de progrès techniques dans l'ordre de la production sont encore dans l'enfance au point de vue de la vente. La plupart d'entre eux continuent à vendre comme dans les temps primitifs, sans se demander s'il n'y a pas mieux à faire et si le système qu'ils pratiquent n'est pas ruineux pour eux. Les uns portent leurs produits au marché le plus voisin et sont obligés, après avoir perdu un temps considérable, de vendre quand même et à n'importe quel prix, pour ne pas remporter leur marchandise: les autres livrent leurs denrées à des entrepreneurs qui spéculent sur eux et gardent tout le profit de l'opération...

« Le remède à cette organisation si défectueuse est facile à trouver, il est dans l'association, ce puissant régulateur de tous les intérêts. Les associations coopératives seront avec le temps le grand instrument d'émancipation de l'agriculture » (1).

On compte déjà en France beaucoup d'associations rurales (18.000 environ, sans compter les Sociétés d'agriculture et les Comices). Dans ce nombre, ce sont les syndicats professionnels patronaux et ouvriers, les caisses de crédit mutuel agricole, les socié-

(1) J. Méline, *Le Retour à la Terre*, p. 140.

tés de secours mutuels, qui rentrent pour la plus grande part. Peu nombreuses, au contraire, sont les coopératives de production, de vente, de consommation (100), et dans ce dernier nombre, les sociétés de vente qui seraient les plus utiles sont encore les moins nombreuses.

Il est particulièrement fâcheux d'avoir à constater ce défaut d'organisation qui nous a certainement valu d'être évincés à peu près complètement de certains marchés étrangers. Et ainsi, au fonctionnement relativement mauvais de la vente des produits agricoles sur notre marché national, s'ajoute la perte de débouchés à l'extérieur.

Tandis, en effet, qu'en France, les associations agricoles s'ébauchaient péniblement, le développement du mouvement coopératif était très actif dans les pays étrangers. Certains de ces pays, moins bien placés que nous au point de vue de la facilité de production et de la proximité des débouchés, sont arrivés à des résultats absolument imprévus, et cela grâce à l'association. C'est le Danemark, dont la superficie est moins étendue que celle de notre Bretagne et de notre Normandie réunies, le Danemark, beaucoup plus éloigné du marché anglais que ces provinces, qui arrive à y écouler annuellement pour 400 millions des produits de son sol, c'est-à-dire une somme supérieure à celle de la France tout entière. C'est l'Italie dont les

exportations ont augmenté de 50 % en 15 ans, alors que les nôtres diminuaient. C'est la Sibérie qui, grâce à la fabrication coopérative, parvient malgré la distance, à écouler ses beurres sur le marché de Londres et y a conquis une place presque égale à la nôtre.

Sur les deux grands marchés de produits agricoles de nos voisins, le marché anglais et le marché allemand, nous sommes vivement combattus. Sur 515.000 tonnes de légumes et de fruits frais achetés à l'étranger par l'Allemagne en 1901, la France n'en a fourni que 43.600. Sur le marché anglais qui est pour nous un débouché plus considérable, nous sommes menacés. En ce qui concerne la vente du beurre, en particulier, nous avions autrefois la prépondérance et nous sommes aujourd'hui descendus à la troisième place qui nous est vivement disputée par la Russie. Nos ventes de fromages ne montent qu'à 1.140.000 francs : alors que l'Angleterre en importe pour 178 millions. Enfin nous ne livrons que pour 2.610.000 francs de viande abattue, salée ou conservée, alors que les Anglais en achètent pour 978 millions.

Et comme le fait remarquer notre consul à Londres (1), dans de très intéressants rapports, ce n'est pas tant à la concurrence des pays neufs comme les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, le Cap, l'Argen-

(1) M. Périer.

tine, la Sibérie..., qu'il faut attribuer la stagnation ou même le recul de nos exportations sur le marché anglais, c'est à la rivalité des vieux pays d'Europe comme le Danemark, l'Italie, la Belgique, la Hollande qui cependant sont placés dans des conditions économiques identiques aux nôtres, mais qui ont su donner, par le développement des institutions coopératives, l'organisation industrielle et commerciale qui fait défaut à nos agriculteurs (1).

Prenant comme exemple l'Allemagne, il nous est facile de voir, sans parler des sociétés de crédit des types Raiffeisen ou Schultz-Delitsch qui sont très nombreuses, combien le mouvement coopératif agricole a été intense.

En 1899, il y avait 1.040 coopératives agricoles de consommation destinées à procurer aux associés tous les articles de consommation comme les engrais, les aliments du bétail, le charbon, les machines, etc..., en bonne qualité mais cependant à bon marché par l'achat en commun.

Les coopératives de production et de vente (Absatz-gennossenschaften) comprennent des sociétés de nature très diverse ; elles servent au débit des semences, à la vente et à la préparation en commun des fruits, des

(1) Cf. A. Collier, *Les Associations agricoles de production et de vente*.

légumes et des récoltes de toutes sortes ; récemment se sont établies des sociétés d'ensilage pour la vente des céréales, et une grande coopérative pour l'emploi de l'alcool qui englobe la plupart des distilleries de pommes de terre. Il y a aussi des sociétés pour la vente en commun du lait ; il s'en établit de temps en temps d'autres pour tirer parti du bétail et pour la vente directe de la viande (grand marché des animaux maigres de Friedrichsfelde, près de Berlin), cependant ces dernières n'ont pas réussi jusqu'ici à s'implanter d'une manière définitive. Le nombre des coopératives de production et de vente, non compris les sociétés laitières, s'élevait à 724 en 1899, contre 101 en 1890. Il y en avait à cette époque 553 en Prusse, 58 en Bavière, 18 dans l'Oldenbourg, 17 dans la Hesse, 12 en Saxe et 11 en Wurtemberg.

Les sociétés coopératives de laiterie, forme particulière des coopératives de production et de vente, se sont élevées de 639 en 1890 à 1764 en 1899 et on en compterait aujourd'hui 3.500 d'après le rapport présenté par M. Tardy au Congrès des Syndicats agricoles tenu à Arras en 1904.

Les coopératives agricoles allemandes sont réparties dans de grandes Unions dont les deux centres principaux sont à Offenbach et à Neuwied ; c'est là ce qui constitue une des forces de ces institutions ; alors qu'isolées, elles ne pourraient agir d'une façon très

effective, elles deviennent en se réunissant, de véritables puissances donnant de merveilleux résultats (1).

En présence de ces considérations, il est permis de se demander pourquoi la France se trouve en retard sur ses voisins ? On a voulu faire de cela une question de tempérament : le Français, dit-on, et surtout le petit propriétaire français est par trop individualiste ; il n'aime point à faire « connaître ses affaires », il veut arriver seul, par lui-même, sans s'apercevoir qu'il est à la merci des intermédiaires qui l'exploitent. Pendant longtemps d'ailleurs il n'a point souffert de cet état d'âme, car les récoltes étaient assez abondantes et il vendait bien ses produits ; peu lui importait de savoir s'il n'aurait pas pu réaliser des bénéfices plus grands, il se contentait aisément de ceux qu'il faisait. Puis, sont venues les mauvaises années ; par suite d'influences diverses, l'agriculture française a traversé une crise qui n'en est point encore à sa fin et nos agriculteurs ont éprouvé bien des déboires, mais cela sans trop se plaindre et surtout sans en chercher les remèdes. Nous avons déjà dit que le principal remède était dans l'association et nous avons été obligé de constater qu'on n'en avait pas beaucoup usé.

Cela vient, à notre avis, d'un défaut d'éducation ;

(1) *L'agriculture allemande à l'Exposition universelle de Paris* (1900), trad. Couturier.

on n'a pas assez fait connaître dans la classe rurale les bienfaits de cette association. Il est vrai de dire que depuis quelques années on a cherché à rattraper le temps perdu ; c'est ainsi que la loi de 1884 sur les syndicats professionnels s'est occupée, bien incidemment d'ailleurs, des syndicats agricoles ; c'est ainsi que nous avons vu les lois de 1894 et de 1899 organiser des sociétés de crédit mutuel agricole ; et en présence des résultats qu'ont donnés ces différentes lois il est facile de voir combien elles étaient utiles.

En ce qui concerne plus spécialement les coopératives agricoles, on n'avait jusqu'à ces derniers temps, rien fait en leur faveur : en 1896, un projet de loi adopté par la Chambre des députés les organisait juridiquement, mais après plusieurs pérégrinations entre la Chambre et le Sénat, il fut finalement rejeté par ce dernier, à propos de la question de la patente, applicable ou non aux coopératives. Plus récemment, en 1903, nous avons eu le projet Clémentel qui avait pour objet de subventionner largement les coopératives agricoles de production et de vente, au moyen d'un prélèvement sur les sommes mises en réserve pour le crédit agricole. Enfin en 1905, un projet de M. Ruau autorisant l'Etat à faire des avances aux coopératives agricoles, a été voté par la Chambre et adopté par le Sénat après quelques modifications.

Nous aurons l'occasion de revenir sur chacun de

ces projets et les étudier en détail : dès à présent, nous pouvons dire que tous ont eu pour objet de provoquer dans une plus ou moins large mesure une intervention de l'Etat en faveur des associations agricoles. Nous verrons que cette intervention de l'Etat a été poussée très loin dans les pays voisins et c'est peut-être pour cela que les résultats donnés, en France, par les coopératives agricoles, paraissent si médiocres.

Chez nous d'ailleurs, tout le monde n'a pas une confiance sans limite dans l'action bienfaisante des coopératives et, par suite, l'intervention de l'Etat n'apparaît pas à tous bien légitime.

L'application de l'idée sociétaire à l'agriculture était au contraire autrefois très populaire. En 1848, notamment, sous l'influence du fouriérisme, au moment où toutes les idées sociales s'étaient donné libre cours, on rêvait d'une organisation qui permettrait de concilier le capital, le travail et le talent. Les uns, comme les Saint-Simoniens purs, proposaient l'intervention de l'Etat et leurs doctrines poussées jusqu'au bout, sous la plume d'un Pecqueur ou d'un Vidal, annonçaient le collectivisme moderne. Louis Blanc, dans sa célèbre brochure sur *L'Organisation du Travail*, proposait la création des ateliers sociaux qu'il ne faut pas confondre avec les ateliers nationaux, où il préconisait des associations fondées avec le concours de l'Etat, mais capables de fonctionner plus

tard sans aucun appui et destinées par la vertu propre de l'idée coopérative, à prendre une plus grande extension et à absorber même les industries privées. Dans sa pensée, cette organisation sociétaire devait s'appliquer à l'agriculture. C'est là qu'apparaissaient surtout les inconvénients de la petite propriété morcelée, incapable de profiter des perfectionnements industriels, que seuls les grands capitaux pouvaient utiliser. Pour obvier à cet inconvénient, il prêcha l'idée coopérative, groupant les petites propriétés. Louis Blanc accentua ses idées sur ce point, dans les dernières éditions de sa brochure, parue après son séjour en Angleterre, où le courant général avait diminué sa confiance illimitée dans l'intervention de l'Etat et où, d'autre part, il avait pu assister au spectacle de grandes propriétés donnant le maximum de leur rendement, par suite de la puissance des moyens d'action dont disposaient leurs propriétaires.

L'idée coopérative ne nous apparaît plus sous le même aspect et entourée de la même auréole : nous ne lui attribuons plus les mêmes effets et les groupements avancés, les collectivistes, n'attendent pas la transformation de la société de la seule action coopérative. Ils prétendent même que les coopératives ne tendent qu'au développement d'une bourgeoisie ouvrière et ils les ont condamnées dans certains de leurs congrès. De même, les petits commerçants, les voient

d'un très mauvais œil, exagérant, comme nous le verrons plus loin, et redoutant à tort leur concurrence.

Si l'action coopérative ne peut prétendre être le seul moyen de résoudre les questions sociales, elle n'en peut pas moins rendre des services considérables là où la petite propriété domine et où, à de rares exceptions près, les différentes variétés de culture du sol ne sont pas concentrées entre les mains de quelques propriétaires.

Mais, tandis que les premiers théoriciens du mouvement coopératif accordaient leur préférence à la coopérative de production, de nos jours, c'est la coopérative de consommation qui sollicite surtout l'attention. La coopérative de vente elle-même, qui ne joue en apparence que le rôle d'un intermédiaire, occupe une place importante car elle tend à supprimer les intermédiaires inutiles et elle est le complément nécessaire de la coopérative de production.

Nous avons vu, par l'exemple du Danemark, comment les coopératives de production et de vente, agissant simultanément, peuvent développer le commerce d'exportation d'un pays et permettre à ce pays de lutter, même à armes inégales, contre la concurrence étrangère. A ce point de vue, les partisans de l'économie politique nationale qui tiennent au développement simultané de toutes les forces productives de la nation, qui ont souligné à maintes reprises l'importance

de la conservation et même du développement de l'agriculture, acceptent volontiers l'idée de l'encouragement donné aux associations coopératives.

« La coopération a rendu aux cultivateurs, dans le
« domaine économique, d'énormes services ; elle est
« une des influences prédominantes du développement
« de l'agriculture et elle constituera, d'après toutes
« les prévisions, une des manifestations les plus im-
« portantes de la vie agricole. Mais, dès maintenant,
« son importance est considérable : qu'il s'agisse d'ar-
« racher des mains des usuriers les faibles à la re-
« cherche du crédit, en favorisant l'épargne de la
« population agricole et en l'utilisant pour instituer
« des sources saines de crédit ; qu'il faille mettre à
« meilleur compte à la disposition des cultivateurs les
« articles de consommation agricole de meilleure qua-
« lité, en créant des relations commerciales com-
« munes ; qu'il s'agisse de faciliter l'écoulement des
« produits ou de constituer des entreprises communes
« avec tous les avantages des grosses exploitations,
« la coopérative peut faire tout cela en réunissant les
« forces isolées et ainsi sans action ». (1)

Dans une année d'abondance, par exemple, les agri-

(1) D. Traugott Mueller, *l'agriculture de l'Allemagne, son développement pendant le XIX^e siècle et son importance économique à l'heure actuelle.*—V. *l'agriculture allemande à l'Exposition universelle de Paris (1900)*, p. 32 et 33.

culteurs au lieu d'avoir à se débarrasser de l'excès de récolte en peu de temps, pourront conserver leurs produits dans des magasins et entrepôts, pour ne les revendre qu'au cours de la campagne prochaine pendant laquelle ils pourront résister aux prétentions excessives des importateurs étrangers et empêcher, à l'intérieur, une hausse exagérée des prix provoquée par des accapareurs sans scrupules.

En sens inverse, par les renseignements qu'elles peuvent fournir, par l'indication précise du remède proposé, les associations sont à même de lutter avec succès contre certaines crises passagères mais d'une intensité suffisante pour attirer l'attention du législateur. Leur rôle serait très difficile, pour ne pas dire nul, si ces crises, dues à un avilissement très prononcé des prix de vente, n'étaient provoquées que par une production exagérée. On ne conçoit point, en effet, qu'il y ait dans chaque coopérative accord unanime entre les membres pour convenir que chacun ne produira que tant d'hectolitres de vin, par exemple. Nous n'en sommes pas encore, comme dans le régime collectiviste, au moment où la « Société » aura besoin de connaître la somme des besoins et l'importance de la « demande » ; il n'y a point pour remplir ce rôle d'« Office de Statistique » pouvant faire connaître à un autre Office, celui de la « Production agricole », la somme des besoins sociaux en blé, en vin,

en betteraves, en légumes, etc... A plus forte raison n'avons-nous pas encore d' « Office de l'agriculture » qui puisse répartir les commandes entre chaque région, selon leur productivité. En supposant que cette entente soit généralisée, on pourrait faire le raisonnement suivant : il y aura, cette année, tant d'hectolitres de vin récoltés, la consommation sera de tant, et par conséquent on pourra vendre tant l'hecto. De la sorte, toutes les crises seraient évitées, mais cela est parfaitement irréalisable, car il est acquis que chacun cherche à produire le plus possible.

Nous ne pensons point d'ailleurs que les crises agricoles — et nous avons particulièrement en vue la crise que traverse en ce moment la viticulture — soient provoquées uniquement par la surproduction. Sans nier, comme certains, qu'elle n'ait eu aucune influence sur la crise, nous sommes d'accord avec ceux qui sont plus spécialement compétents en la matière pour admettre que les principales causes de la crise sont la fraude (1) et l'absence d'organisation méthodique dans la vente.

(1) Cf. *Bulletin de la Société des Viticulteurs de France*, janv. 1907. Cf. Discours de M. Emmanuel Brousse à la Chambre des députés, du 25 janvier 1907.

Certains faits récents corroborent notre opinion d'une façon indiscutable. Dès le début de la campagne 1903-1904 on put enregistrer un relèvement très prononcé des prix, « La récolte de

Dans ces deux ordres d'idées, les coopératives agricoles sont appelées à rendre d'énormes services.

Au point de vue de la fraude, les groupements de viticulture auraient un double avantage : par leur cohésion et leur solidarité, ils pourraient en'imposer aux fraudeurs qui exerceraient leur industrie dans leur voisinage et qui n'ont rien à craindre actuellement parce qu'ils n'ont devant eux que des individus isolés. Il ne serait pas difficile de citer telle localité où, au

« 1903, nettement déficitaire, n'avait donné pour la France
« entière, que 35 millions d'hectolitres, à peu près la moitié de
« ce qui est indispensable aux consommateurs de tous ordres.
« Les cours s'élevèrent à 25 francs, pour les vins moyens, et
« dépassèrent 30 francs pour les vins à haut degré. La joie et
« l'espérance renaissaient aux vignobles du Midi. Elles furent de
« courte durée, véritable feu de paille que le vent de la fraude,
« soufflant à la fois sur les centres de production et sur les cen-
« tres de consommation, eut tôt fait d'éteindre.

« Favorisés par le dégrèvement des droits sur les sucres et les
« glucoses, les vins fabriqués artificiellement envahirent de toutes
« parts le marché, s'offrirent à des prix toujours plus bas que ceux
« pratiqués pour les vins naturels, et prirent, pour bonne partie,
« leur place dans la consommation.

« A la fin de la campagne de 1903-1904, les cuves des proprié-
« taires méridionaux regorgeaient encore de vins et les cours
« étaient tombés à 10 et 12 francs l'hectolitre.

« D'autre part, le commerce honnête qui, au début de cette
« campagne, s'était largement fourni de vins à haut prix, dut les
« céder à des prix de ruine. Les pertes se chiffèrent par des
« centaines de millions. » A. Gauthier, *Journal*, 27 avril 1907.

su de tous, on fabrique chaque année une énorme quantité de vins avec quelques pièces de vin naturel, beaucoup de sucre, et surtout beaucoup d'eau ; il s'élève bien quelques timides protestations qui sont toujours restées sans écho, soit parce qu'elles ne sont pas encore parvenues aux oreilles de ceux qui auraient pu intervenir utilement, soit parce que les fraudeurs, trop puissants, ont pu par des moyens, qu'il est difficile d'apprécier ici, prévenir des poursuites et continuer par conséquent impunément. Nous pensons qu'il en eût été et qu'il en serait tout autrement, si le plus grand nombre des producteurs de ladite région avaient été groupés en coopérative ; l'initiative d'une collectivité eut été, sans aucun doute, beaucoup plus efficace.

Nous n'en voulons pour preuve que les services rendus par le « syndicat de la défense de la viticulture » en traquant impitoyablement les fraudeurs. Imitant cet exemple, les coopératives pourraient, dans leur sphère d'action, travailler au même but et empêcher la mise en circulation de vins entièrement sophistiqués. Pour cela, il faudrait évidemment reconnaître à ces associations le droit de poursuivre et de se porter partie civile. Malheureusement un arrêt de la cour de Paris vient de dénier au syndicat de la défense de la viticulture le droit d'exercer des poursuites contre

les fraudeurs et de se porter partie civile (1). Il faut espérer que ce jugement ne sera pas simplement confirmé par la Cour de cassation, sans quoi les coopératives risqueraient fort de perdre ainsi, l'une des prérogatives qu'elles peuvent, ce nous semble, à bon droit, revendiquer.

D'autre part, des coopératives viticoles nombreuses, multipliées et reliées entre elles sous les liens d'une Union ou d'une Fédération, constitueraient une véritable force et pourraient, sans aucun doute, obtenir du Gouvernement et du Parlement des lois destinées à poursuivre et à faire disparaître la fraude. Jusqu'à présent on n'a pris que des demi-mesures et les viticulteurs manifestent du mécontentement en constatant que la cause de leur infortune étant de celles que les pouvoirs publics peuvent faire cesser rapidement

(1) Arrêt du 11 janvier 1907. V. *Gazette des Tribunaux* du 13 janvier 1907.

Cependant, l'arrêt de la Cour de Paris n'est nullement, comme on pourrait le croire à première vue, une victoire de la fraude sur l'agriculture et le commerce honnête. Il eut fallu simplement que le « Syndicat national de défense de la viticulture française » fit la preuve d'un préjudice *direct* causé à un de ses membres. Dans la cause, le syndicat a été surtout victime d'une mauvaise position de procédure. Il importe que l'arrêt de la Cour de cassation tranche nettement la question et qu'on ne puisse invoquer un précédent.

ne peut persister que par l'inaction du Gouvernement et du Parlement.

Quant à la vente, il n'est pas douteux que la coopération, en cimentant les efforts épars du producteur, ne soit en mesure de lui permettre de se faire dans de bien meilleures conditions. Les coopératives de vente absorberaient et centraliseraient une grosse part de la production et s'appliqueraient à faire disparaître les excédents et les non-logés ; elles s'efforceraient d'éviter la vente de ces excédents qui viennent chaque année, aussitôt après et quelquefois pendant la récolte, dans les régions vinicoles, chercher à donner des « coups de fusil », comme on dit vulgairement, aux viticulteurs gênés soit par le manque de place, soit par le manque d'argent. Ces prix, ainsi obtenus, ont le grand défaut de créer des sortes de précédents qui servent souvent de base aux cours de toute l'année.

« Ces mêmes coopératives pourraient d'ailleurs avoir
« en vue, non la vente directe aux consommateurs ou
« au commerce des places de consommation, mais
« exclusivement la vente au commerce local, elles se-
« raient pour celui-ci une garantie d'ordre et de sécu-
« rité. Elles formeraient, par leur entente loyale et
« constante avec lui, la nouvelle clef de voûte du mar-
« ché des vins, d'où se trouveraient du même coup éli-
« minés tous ces agents nés d'hier, commissionnaires,
« expéditeurs, etc., qui, travaillant toujours à la

« baisse et en relations directes avec les négociants
« du dehors, nuisent à la fois au commerce local et à
« la propriété. Ainsi conçues et organisées, ces asso-
« ciations apporteraient au marché des éléments de
« stabilité et de fixité ». (1)

On voit que, ce faisant, les coopératives agricoles ne mériteraient point tous les reproches que leur adressent les commerçants en général et dont nous aurons à reparler un peu plus loin.

L'ensemble des mesures prises en vue de l'agriculture ne peut réussir que si, dans le pays lui-même, il y a des organisations prêtes à seconder le gouvernement. Un réseau d'associations coopératives agricoles groupant les petites propriétés, les plus menacées par les nouvelles conditions de la concurrence internationale et même de la production agricole, un pareil réseau, disons-nous, est le mieux placé pour stimuler et éclairer l'action du gouvernement qui, d'ailleurs, ne pourra prendre de grande extension, car les petits propriétaires sont naturellement jaloux de leur liberté et de leur indépendance.

Il est nécessaire, tant pour les petites industries que pour les petites propriétés, qu'il y ait une organisation destinée à les représenter et à les grouper,

(1) Cf. *Journal des viticulteurs et agriculteurs*, janvier 1907, article de M. P. Gervais : A propos de la crise viticole.

pour rendre leur action forte et efficace à l'égard du pouvoir central.

Il y a, à ce point de vue, une différence considérable entre l'organisation sociale en France et en Allemagne, par exemple. Dans ce dernier pays, les gros intérêts se groupent facilement par suite de l'identité de leurs préoccupations et par suite de l'appui qu'ils trouvent auprès du gouvernement qui, de son côté, compte sur eux politiquement ; ainsi, les agrariens savent que le gouvernement les aidera par sa politique douanière et, de leur côté, ils secondent le gouvernement et ses intérêts dynastiques conservateurs. En d'autres termes, les gros intérêts économiques convergent autour des intérêts conservateurs et trouvent auprès d'eux un appui et un cadre tout prêts.

C'est pour cette raison même que le gouvernement trouve facilement à côté de lui, des groupements disposés à lui venir en aide. La politique allemande sous l'influence de Bismark et de Lassalle est allée plus loin ; acceptant certaines revendications démocratiques, elle a facilité la création des groupements en bas, destinés, par exemple, à seconder le fonctionnement des coopératives et des institutions aussi vastes que l'assurance contre les accidents et les maladies. En France, pays plus démocratique, les gros intérêts s'identifient mieux avec les intérêts et les aspirations du gouvernement et du pays. Quant aux petite et

moyenne propriété et industrie, elles n'ont pas eu peut-être toute leur part d'influence par suite de l'inaptitude de la petite bourgeoisie à se grouper. Il faut d'ailleurs ajouter que la loi française, craignant pendant longtemps les réunions et les associations, les soumettant à des restrictions multiples, ne favorisait pas l'esprit corporatif. Les partis avancés ont été attirés surtout par le sort des ouvriers et ont négligé les intérêts de la petite et moyenne industrie appelée d'après eux à disparaître pour faire place à la concentration des intérêts et des capitaux. C'est ce qui explique pourquoi, politiquement, la petite bourgeoisie se range souvent du côté de l'opposition, quelle qu'elle soit. Elle sera moins susceptible de se soumettre à des influences politiques variables, le jour où elle sera sûre de trouver une représentation permanente et solide pour ses intérêts, il faut pour cela que l'esprit d'association soit développé dans son sein. Or, à cette fin, il faut que l'action gouvernementale prenne l'initiative, car les petits propriétaires à horizon borné sont peu portés à se grouper et, d'autre part, la loi a comprimé, pendant longtemps, l'essor de la liberté coopérative. La loi de 1901 a montré que l'Etat ne craint plus l'association, mais il doit aller plus loin et, en présence de tous les avantages que nous avons signalés, soucieux du développement de l'agriculture sous toutes ses formes, il doit intervenir en donnant des encouragements moraux ou pécuniaires, pour

provoquer et seconder les manifestations de l'esprit coopératif.

Nous avons rappelé que, dans l'état actuel de l'agriculture, l'action de l'Etat devait surtout s'exercer en faveur des coopératives de production et de vente. Le développement de ces dernières aura pour effet de supprimer certains intermédiaires et, par le fait même, de provoquer une hausse des prix au profit des producteurs, sans pour cela nuire aux intérêts des consommateurs. Le but ainsi poursuivi n'est point sans avoir soulevé les récriminations de tous les intermédiaires qui se voient menacés et, en particulier, des petits commerçants. Lors de la discussion générale du projet Ruau, à la séance de la Chambre des députés du 11 décembre 1905, un député, M. Fabien Cesbron, a porté à la tribune les doléances du petit commerce. Les coopératives agricoles, dit-il, concurrencent les commerçants, cependant il est entendu qu'au point de vue légal, elles ne font pas de commerce, elles ne sont pas assujetties à la patente, et voici que le projet de loi en discussion va créer en leur faveur un véritable privilège avec l'argent de la Banque de France, c'est-à-dire de l'argent, qui est fourni en partie par les commerçants, et cela au détriment de ces mêmes commerçants.

Le péril ainsi signalé, nous paraît fort exagéré, étant donné surtout que le projet discuté à la Cham-

bre ne s'occupait que des coopératives agricoles et de celles qui ont surtout pour but la production et la vente des produits agricoles. Il est certain que le développement des coopératives de consommation de toutes sortes, remplaçant dans les villes les petits magasins, il est certain, disons-nous, que ce développement causerait beaucoup de tort aux commerçants et aurait même tendance à les faire disparaître. Nous n'avons point à nous demander si cela serait un bien ou un mal, si le règne des petits commerçants n'a été et ne doit être, comme certains l'ont prétendu, qu'un état transitoire destiné à être remplacé, dans l'évolution de nos sociétés, par les grands magasins, les magasins municipaux ou les sociétés de consommation ; nous constatons ici simplement, que dans l'état actuel de notre agriculture, il importe de favoriser le développement des sociétés coopératives agricoles ; or, il est très légitime que l'état s'en préoccupe, sans se laisser intimider par les protestations du petit commerce.

Vis-à-vis de ce dernier, il faut envisager la coopérative de vente sous deux aspects : dans ses rapports avec les commerçants et dans ses relations avec les consommateurs.

Au premier point de vue, les producteurs groupés pourront vendre dans de meilleures conditions et plus cher, puisqu'ils pourront mieux défendre leurs inté-

rêts, en supposant d'ailleurs qu'ils puissent trouver auprès des caisses de crédit agricole, puissamment organisées, les ressources nécessaires pour leur permettre d'attendre le moment favorable pour écouler leurs produits.

Les consommateurs, d'autre part, n'ont rien à y perdre, bien au contraire, ils ne paieront point plus cher qu'aujourd'hui, car il est à considérer que jusqu'à présent, ce sont les producteurs seuls qui ont souffert de l'abaissement des prix, et ils auront la certitude d'avoir des produits de meilleure qualité, puisque, par le fait des coopératives, la responsabilité collective des producteurs sera plus directement engagée.

Ainsi, consommateurs et producteurs retireront de cette combinaison des avantages spéciaux que ne peut leur offrir le petit commerce qui, d'une part, ne s'adresse point directement aux producteurs et qui, d'autre part, ne répond point de la marque de la marchandise, marchandise qu'il vend au moins aussi cher quoiqu'étant d'une moins bonne qualité.

Etant donné ce fait, le gouvernement vient en aide aux associations agricoles qui rendent ainsi des services particuliers à la grande majorité des citoyens, et c'est alors que se font entendre les protestations outrées du petit commerce.

Or, ces protestations, ne sont rien moins que légitimes.

Les associations agricoles vendent-elles meilleur marché parce que l'Etat met à leur disposition des avances ? Ces avances ne servent-elles qu'à parfaire la différence entre le prix de vente des associations coopératives et le prix de vente des petits commerçants ? Evidemment non, il n'y a aucune proportion entre l'avance faite à telle ou telle coopérative et la différence de prix. Toutes les coopératives d'ailleurs n'auront point forcément recours à l'Etat et il est certain que, malgré cela, elles peuvent toutes vendre dans de meilleures conditions que les commerçants.

Ces mêmes commerçants peuvent-ils prétendre que l'augmentation de prix subie par les gros commerçants obligés d'acheter leurs marchandises aux producteurs groupés, tendra à augmenter leurs prix d'achat et par conséquent le prix de la vente au détail ? Non, certes ! la formation d'une association coopérative ne tend pas à élever le prix de la vente au détail, elle ne fait que diminuer la part du profit du gros intermédiaire. Celui-ci sera bien obligé d'accepter ce résultat, sinon les petits commerçants auront la ressource de s'adresser directement aux producteurs, en se groupant eux-mêmes, et ce serait alors la suppression du gros négociant.

Il importe de bien remarquer que le gouvernement n'intervient pas ici avec l'intention arrêtée de suppri-

mer telle ou telle catégorie d'intermédiaires, mais pour protéger une certaine catégorie de propriétaires producteurs, et cette intervention constitue un acte de protection d'autant plus indispensable qu'il s'agit de défendre l'agriculture elle-même, forme de protection d'autant plus efficace qu'en France, dans l'état actuel des choses, c'est la petite et moyenne propriété qui dominant. La question qui se pose est celle de savoir si on veut oui ou non défendre les intérêts d'une classe très nombreuse de propriétaires, défendre les intérêts d'une industrie agricole fortement menacée et dont cependant la conservation et le développement important au plus haut degré pour la prospérité d'un pays, ou si l'on veut, au contraire, protéger une catégorie beaucoup moins nombreuse constituée par les commerçants, petits ou gros, dont l'existence est si peu menacée qu'ils se multiplient tous les jours ?

En résumé, les intérêts des commerçants ne sont pas menacés dans un intérêt de classe, le législateur ne poursuit point une nouvelle distribution de la richesse au détriment du petit commerce. Que les mesures prises en faveur des coopératives agricoles aient une répercussion indirecte sur les commerçants envisagés comme des intermédiaires, cela est possible, mais comme nous l'avons montré, ils sauront eux-mêmes tirer profit de la situation nouvelle que la

loi créera dans un avenir assez lointain, en s'y adaptant et en bénéficiant de l'indépendance future du petit producteur vis-à-vis des gros intermédiaires.

Non seulement les mesures législatives en question ne porteront pas atteinte à une catégorie de propriétaires, mais elles ont précisément pour but de favoriser et surtout de défendre les intérêts d'un très grand nombre de petits propriétaires, nous voulons parler de ceux qui cultivent exclusivement leurs biens et dont le nombre va en augmentant, si on s'en rapporte aux statistiques décennales du Ministère de l'agriculture (1). Ce sont, en effet, ceux-là qui ont besoin des bienfaits de la coopération.

Leurs intérêts sont d'autant plus respectables qu'ils sont intimement liés avec ceux de l'agriculture, qui est d'une importance capitale pour le pays tout entier. Il s'agit, dans l'espèce, de faire intervenir l'Etat, non point dans un intérêt particulier, mais dans l'intérêt général. Etant donnés l'extension de l'Etat de nos jours, l'accroissement de son domaine sur le terrain industriel, il faut bien accepter ces manifestations quand elles se produisent sur le terrain agricole. Puis, l'Etat ne tend pas à remplacer l'action des individus

(1) En 1862 il y en avait 1,812,573 ;

En 1882 — 2,150,596 ;

En 1892 — 2,199,220.

par la sienne propre et exclusive, il supplée à l'insuffisance des initiatives isolées, son rôle est de les grouper, de les éclairer et de les seconder ; ainsi, ayant retrouvé tout leur essor, elles pourront se passer plus tard de la tutelle et des encouragements de l'Etat.

PREMIERE PARTIE

L'Etat et les coopératives jusqu'à nos jours

CHAPITRE PREMIER

L'idée ocoopérative jusqu'au coup d'Etat de 1851.

Dans les années qui suivirent la Révolution de 1830, il se produisit en France deux faits caractéristiques qui furent comme le prélude du grand mouvement coopératif de 1848 : ce fut d'abord le développement considérable des Associations, dites secrètes et en second lieu la multiplication des sociétés en commandite qui se propagea dans le monde capitaliste, parallèlement à la fièvre d'association qui s'était emparée du monde ouvrier ; c'est ce qu'on a appelé la Fièvre des Commandites. Ce développement inusité provoqua des abus et des scandales et le Gouvernement présenta en 1848 un projet de loi, dont le but était de restreindre la création d'actions au porteur. Ce projet resta lettre morte, mais l'effet produit n'en exista pas

moins réellement et le nombre des sociétés diminua rapidement.

Néanmoins, tout cela avait révélé une nouvelle forme de l'éternel antagonisme entre les classes pauvres et les classes riches, le parti populaire prêchait la réforme sociale. Dès 1832, Godefroy Cavaignac déclarait que son parti visait « la répartition égale des charges et des bénéfices de la société, l'établissement complet du règne de l'égalité ». Buchez et le bijoutier Leroux devaient les premiers donner à ces idées une application pratique, le premier avait dressé un plan d'association pour les ouvriers travaillant seuls avec peu d'outillage : « Il préconise le travail en commun avec un chef qui représente l'association : des salaires sont versés comme d'ordinaire, et les bénéfices constituent le capital social qui, appartenant à l'association, est inaliénable et indissoluble comme entité. C'est un véritable bien de mainmorte (1). » En 1834, Leroux ayant eu connaissance des idées de Buchez, lui prête son concours et tous deux fondent la première « Association ouvrière pour les bijoux faux en doré », avec quatre associés et deux cents francs de capital. Dans les statuts, il est proclamé que cette forme d'association est le véritable moyen de guérir les salariés par la suppression des patrons.

(1) M. Cheysson. Son cours à l'Ecole des Mines, 1900-1901. Cité par M. Gouteix.

« Plus de salariés », mais des associés, telle était la formule exprimée par Louis Blanc, dans son ouvrage sur *L'Organisation du Travail*, en 1839. Et, constatant que jusque-là, la mise à profit du principe collectif n'a fait qu'établir des castes et des classes qui seules ont su l'utiliser, il assigne comme modèle aux associations futures, la famille dont le principe est la solidarité des intérêts. Il ne faut donc point greffer la concurrence sur l'association, autrement ce serait remplacer les luttes entre les individus par les luttes entre les sociétés qui ne sont que des associations de capitalistes. Or, remarque Louis Blanc, que ce soit un individu qui lutte contre un individu, ou une association contre une association, c'est toujours la guerre et le règne de la violence. Par conséquent « l'association ne constitue un progrès qu'à la condition d'être universelle ».

Il est à remarquer que Louis Blanc a donné dans son ouvrage une large part à l'association agricole, tandis qu'avant lui et autour de lui, on ne s'occupait presque exclusivement que des associations ouvrières de l'industrie. Il insiste sur les inconvénients de la petite culture, inconciliable avec l'emploi de grands capitaux et l'application des méthodes nouvelles, il revient de nouveau sur cette question dans ses lettres sur l'Angleterre, et, après avoir pesé les inconvénients ou les avantages de la grande et de la petite culture,

il propose, pour obvier à ces inconvénients, l'association destinée à réaliser le droit à la terre, en prenant à chacun des deux systèmes ce qu'il a de bon et en écartant ce qu'il a de mauvais. Arrivé au pouvoir, en 1848, et voulant mettre en pratique les idées qu'il professait, il élaborâ, avec Pecqueur et Vidal, un projet tendant à fonder, dans chaque département, des ateliers agricoles placés sous la direction de l'Etat. Nous n'avons point l'intention d'étudier en détail comment devaient fonctionner ces ateliers et quel devait être leur rôle, nous essaierons seulement de préciser ce que Louis Blanc voulait exiger de l'Etat.

Selon lui, l'association n'est pas obligatoire pour tous les intéressés, elle agit et s'impose par son élasticité, sa vertu propre. L'Etat n'agit que comme un mécanicien qui met en mouvement la machine. Il procure les ressources nécessaires, il dirige l'entreprise au début, mais pour le fonctionnement continuuel de l'œuvre le principe d'association se suffit à lui seul. L'activité individuelle une fois organisée n'a plus besoin de l'intervention permanente de l'Etat. Il y a donc une différence profonde entre la conception de Louis Blanc et la doctrine saint-simonienne. Dans celle-ci, l'Etat, pape de l'industrie, y intervient d'une façon permanente tandis que dans le projet de Louis Blanc « l'intervention n'est en quelque sorte que primordiale ». « Dans la doctrine saint-simonienne, l'action de la

société s'efface entièrement derrière l'action du pouvoir. Dans notre projet, la société reçoit l'impulsion du pouvoir, mais, son impulsion reçue, elle ne reste plus soumise qu'à sa surveillance (1). » L'Etat ne procède pas par voie d'autorité, mais par voie d'acte de gestion.

L'effort que Louis Blanc déploya, en vue de propager le principe coopératif, constitue, peut-être, la partie la plus importante de son œuvre. Mais il ne vit point se réaliser, au cours de son passage au pouvoir, ses idées au point de vue de l'intervention de l'Etat, et après avoir constaté l'impuissance de ses tentatives pour amener ce dernier à prendre directement en main la cause des associations, il essaya de réaliser ses vues sur la société future en faisant appel à la vertu propre de l'association. Il montrait par là qu'il n'avait point en vue l'extension des attributions de l'Etat, mais la transformation des conditions sociales de la vie ; il espérait que l'association envisagée comme force économique et morale d'une puissance illimitée, pourrait opérer cette transformation ; c'est en se fondant sur cet espoir, qu'il essaya de créer les premières associations.

Ces dernières trouvèrent d'ailleurs une grande bienveillance auprès du gouvernement qui leur donna des

(1) Organisation du Travail.

encouragements moraux en passant avec elles des marchés qui contribuèrent à les rendre prospères. La première qu'il faut citer, c'est l'association des ouvriers tailleurs de Clichy. On utilisa, en faveur de cette association, la prison de Clichy, devenue libre après l'abolition par le gouvernement de la contrainte par corps. Louis Blanc transforma la prison en atelier, et fonda une association d'ouvriers en la chargeant de la confection des uniformes de la garde nationale ; il obtint pour la société naissante, la commande de cent mille tuniques. Deux conditions suffisaient pour être admis dans cette société : il fallait d'abord qu'on pût matériellement employer des travailleurs additionnels et il fallait, en second lieu, que le candidat eût une moralité et des connaissances techniques suffisantes. La distribution des salaires et la répartition des bénéfices se faisaient sur un pied d'égalité absolue, un fonds spécial était fourni pour les œuvres d'assistance et, sur le montant des bénéfices, on réservait une certaine part, destinée à la constitution d'un capital collectif pouvant servir à l'établissement de nouvelles sociétés coopératives. L'association ainsi fondée put subsister après la résiliation du contrat passé avec l'Etat ; reconstituée sur de nouvelles bases et établie faubourg Saint-Denis, elle arriva à une certaine prospérité.

Nous pouvons encore citer l'association des sel-

liers, à l'établissement de laquelle contribua la Commission du Luxembourg, en lui faisant adjuger une partie des selles qui se confectionnaient dans l'établissement militaire de Saumur. La formation de l'association des fileurs est due aussi à l'initiative de Louis Blanc. Il obtint du maire de Paris, après de laborieux pourparlers, qu'il la chargeât de la confection de cent mille épaulettes et, pour lui procurer l'argent nécessaire à son fonctionnement, il la mit en rapport avec l'association des passementiers qui formèrent une société en commandite et il leur procura, du Comptoir d'escompte, un prêt de 120.000 francs.

Grâce à la contagion de l'exemple, et sous l'influence de l'idée d'association universelle qui s'était répandue un peu partout, sous l'influence aussi et l'exemple des sociétés commerciales, de très nombreuses associations ouvrières se formèrent, au lendemain de la révolution de 1848. De février 1848 à décembre 1849, il ne s'en forma pas moins de cent cinquante (1).

Ce développement des associations ouvrières n'était point dû exclusivement à la vertu même de l'idée d'association. Certains auteurs, au contraire, prétendent qu'il fut tout à fait spontané et qu'il fût la conséquence du règne de la liberté inauguré par la Révo-

(1) Voir *Mon. Univ*, 4 décembre 1849.

lution. D'autres n'attribuent cet essor qu'aux encouragements que prodigua aux sociétés coopératives de production le gouvernement républicain.

Nous pensons qu'il faut faire la part de l'un et de l'autre, cependant nous sommes obligé de constater que le mouvement se ralentissait, lorsque le concours de l'Etat devenait de moins en moins actif, la Commission du Luxembourg n'ayant plus de budget à sa disposition, à cause de l'affluence des demandes. Mais l'impulsion se poursuivait toujours. Sur la proposition du citoyen Alcan, et après une intervention de Cavaignac dans l'Assemblée Constituante, un projet de décret, discuté le 4 juillet 1848, ne réunit que des approbations, et le lendemain 5 juillet, était promulgué le décret qui mettait à la disposition du gouvernement un crédit de trois millions à distribuer, sous forme de prêts, aux associations d'ouvriers ou aux associations d'ouvriers et de patrons (art. 1^{er}). Ce fut la loi du 15 juillet 1848 qui fixa le taux de l'intérêt auquel ces prêts devaient être faits. L'article 4 du même décret contenait une disposition spéciale aux associations de production : « les contestations entre les membres de ces associations qui profiteront du crédit, seront portées devant les conseils de prud'hommes ».

Quoi qu'il en soit, nombreuses furent les sociétés qui demandèrent à profiter du crédit prévu par le

décret du 5 juillet, et, le 15 novembre, le ministre du commerce indiquait, qu'en moins de cinq mois, le gouvernement avait reçu des demandes de quatre cent quarante sociétés.

Une loi, promulguée le 18 novembre, accordait à ces sociétés un autre privilège, au point de vue fiscal. Aux termes de l'article 1^{er} : « Les actes à passer pour la constitution des associations ouvrières encouragées, en exécution de la loi du 5 juillet 1848, ainsi que ceux constatant les prêts faits par l'Etat à ces associations, seront enregistrés gratis.

« En cas de constitution d'hypothèques, il ne sera payé d'autres frais d'inscription que le salaire revenant au conservateur ».

Ce régime de faveur et ces encouragements ne devaient d'ailleurs pas durer longtemps. Plusieurs représentants du peuple avaient montré, en novembre 1848, les graves inconvénients que pouvaient entraîner un régime de faveur pour les associations ouvrières et, lorsque le gouvernement demanda à l'assemblée législative l'autorisation d'employer le reliquat du crédit, prévu dans le décret du 5 juillet, il rencontra de l'opposition. Le rapporteur, méconnaissant peut-être l'utilité des associations ouvrières et alléguant que ces associations étaient impossibles entre ouvriers agricoles, parvint à convaincre l'assemblée

et la proposition du ministre fut rejetée par 399 voix contre 188.

D'après ce vote, le décret du 5 juillet, la loi du 18 novembre devenaient lettres mortes et les associations ouvrières retombaient sous le régime du droit commun.

L'Etat avait accueilli soixante demandes et réparti 2.777.457 francs. Quelques associations avaient reçu jusqu'à 250.000 francs. Aucune de ces avances faites ne fut restituée et les résultats obtenus avec ces fonds ne furent pas très appréciables ; cela venait d'un manque de méthode dans l'attribution des fonds et surtout de l'absence d'une organisation permettant de contrôler leur emploi.

Le mouvement coopératif subsista jusqu'au coup d'Etat : En 1849, un membre du Parlement anglais, de retour de Paris, pouvait dire à ses auditeurs : « Les plus intelligents parmi les ouvriers ne s'occupaient que de former des associations nouvelles, déployant dans cette entreprise un zèle au-dessus de tout éloge et une disposition au dévouement que le principe de la coopération fraternelle est seul capable d'enfanter ».

CHAPITRE II

Le régime juridique des sociétés coopératives jusqu'à la loi de 1867.

*Ses inconvénients. — Les coopératives et l'opinion
vers 1867.*

Le mouvement coopératif qui avait été, nous l'avons vu, très marqué dans les années qui avaient suivi 1848, ne s'était guère propagé que dans les milieux ouvriers. Les agriculteurs, patrons et ouvriers, y étaient restés étrangers. Cela tenait à ce que ils n'avaient probablement pas aperçu les avantages qu'ils pouvaient retirer de telles associations et à ce que, en second lieu, à supposer qu'ils eussent voulu former des coopératives agricoles, ils devaient trouver toutes sortes d'obstacles pour leur organisation. Ces obstacles existaient d'ailleurs pour les associations ouvrières quoique moins grands, et c'est peut-être ce qui a empêché ces sociétés d'arriver à une prospérité durable.

Les sociétés qui avaient voulu se constituer légalement, avaient été obligées de choisir une des formes qui existaient alors, société anonyme, société à responsabilité limitée, société en commandite par

actions, et toutes présentaient des inconvénients. Etant donnés le but et le rôle des sociétés coopératives et la qualité des membres qui devaient en faire partie, il était de leur essence d'être variables quant au montant de leur capital et au nombre des sociétaires; d'autre part, si elles adoptaient le mode de formation par actions, il était difficile à leurs membres de souscrire pour une somme dont le minimum était fixé et qui dépassait souvent de beaucoup leurs moyens.

La société anonyme, telle qu'elle était organisée avant 1867, ne constituait point un régime favorable à la formation d'associations coopératives. Une telle société ne pouvait se former que par acte public, c'est-à-dire par acte notarié, elle ne pouvait exister qu'avec l'autorisation du gouvernement et avec une approbation pour l'acte qui le constituait, approbation qui devait être donnée pour les règlements d'administration publique. Le Conseil d'Etat se refusait, d'une façon absolue, à admettre les demandes en réduction de capital, il invoquait cette raison que le capital social est le gage de tiers et qu'il n'appartient pas aux actionnaires de diminuer ce gage, dans leur propre intérêt, pour se mettre à l'abri des éventualités. Quant aux demandes d'augmentation de capital, le Conseil d'Etat ne les écartait pas systématiquement, mais il ne les accueillait qu'avec beaucoup de circonspection.

La responsabilité du gouvernement était engagée ici d'une façon toute particulière : il y avait un appel social à faire au public et l'autorisation du gouvernement pouvait être considérée comme une garantie dans la manière dont les affaires sociales avaient été conduites antérieurement.

Cela pouvait à la rigueur se comprendre pour les sociétés qui constituaient de vastes entreprises commerciales. Ceux qui s'engageaient dans de telles sociétés pouvaient et devaient calculer le capital qui était nécessaire au succès de l'affaire, et ils devaient ou avoir entre les mains les fonds qu'ils s'obligeaient à verser ou, en tout cas, être sûrs de les avoir au moment où les versements devenaient exigibles. La loi de 1867 devait maintenir ces sociétés anonymes dégagées de la formalité de l'autorisation et affranchies de toute surveillance administrative. Dans tous les cas, le régime dont nous venons de parler, ne pouvait convenir aux sociétés coopératives, car ce n'est ni l'objet de la société, ni la possession actuelle des fonds, qui peuvent servir à déterminer la somme à laquelle s'élèvera le capital social. D'autre part, les milieux dans lesquels se formaient ces sociétés, c'est-à-dire les milieux ouvriers et socialistes, étaient peu enclins à se prêter aux formalités d'autorisation et au contrôle du pouvoir.

La forme des sociétés à responsabilité limitée n'était guère non plus à la portée de ceux qui avaient le dessein de former des coopératives. Une société de cette nature ne pouvait se fonder qu'à la condition que les sociétaires pussent souscrire des actions de 100 francs au minimum ; or, c'était là une somme beaucoup trop forte pour de petites bourses. D'autre part, la constitution de la société nécessitait des dépenses onéreuses, et il fallait se soumettre à des conditions de publicité compliquées et coûteuses. L'administration était enfin soumise à certaines règles à peu près irréalisables pour des sociétaires de condition très moyenne qu'on devait presque exclusivement trouver dans les associations coopératives. C'est ainsi qu'il était stipulé, par exemple, que les administrateurs d'une société à responsabilité limitée devaient être propriétaires du vingtième du capital social.

On pourrait faire le même reproche à la société en commandite par actions ; celle-ci nécessitait en outre la présence d'un gérant ou commandité, or, il était admis qu'il était très difficile pratiquement de trouver un bon gérant et on se défiait beaucoup d'un personnage qui, en présence d'ouvriers associés ou d'agriculteurs, aurait pu être tenté de tirer profit de leur inexpérience. La commandite simple et la société en nom collectif présentaient encore un très grave incon-

vénient, leur existence était subordonnée à la présence de chacun des associés. Ceux-ci ne pouvaient se retirer ou transmettre leur part sociale, sans provoquer la dissolution de la société ; c'était contraire au principe même des coopératives qui, comme nous l'avons indiqué, doivent avoir, pour répondre à leur but, une composition et un capital essentiellement variables.

Pour échapper à tous ces inconvénients, on avait proposé différentes combinaisons pour la formation d'associations coopératives ouvrières, et il va sans dire, que ces organisations auraient pu être applicables aux coopératives agricoles. Voici, par exemple, ce que dit M. Laurent en parlant d'une société particulière :

« Une société en voie de formation a ainsi tourné
« la difficulté légale ; les sociétaires sont divisés en
« deux catégories : les associés proprement dits et les
« clients participants. Les associés constituent seuls
« la société et sont seuls responsables. Les clients
« participants font un versement égal à celui des
« associés, et ont dans la répartition des bénéfices
« une part égale ; mais ils ne participent en rien
« à l'administration et ils sont affranchis de toute res-
« ponsabilité ; leur versement sera surtout affecté,
« comme le serait celui des commanditaires, à garan-

« tir vis-à-vis des tiers, l'exécution des engagements
« de la société (1) ».

Sous le régime de la législation en vigueur après 1856 et 1863, il y avait donc toutes sortes d'entraves légales qui s'opposaient au développement des coopératives dans le domaine industriel et agricole. La loi de 1867 allait les supprimer en partie.

Avant d'examiner cette loi dans ce qu'elle a d'intéressant pour la question qui nous occupe, et avant de montrer, en particulier, en quoi elle constitue une intervention de l'Etat en faveur des sociétés coopératives, il est nécessaire de voir comment l'idée de l'intervention de l'Etat en faveur du mouvement coopératif était envisagée à cette époque par l'opinion publique.

Les esprits étaient, avant la loi de 1867, peu fixés sur l'utilité de l'intervention de l'Etat dans les relations économiques de la société. Les républicains notamment, en partie grâce à l'influence de Proudhon ou par une simple réaction contre les idées de 1848, n'admettaient pas volontiers l'intervention de l'Etat qu'ils confondaient avec le pouvoir personnel. Etendre les attributions de l'Etat, c'était pour eux multiplier

(1) Cf. Emile Laurent, *Le paupérisme et les Associations de prévoyance*, 2^e édit., 1865, t. II, p. 495 et suiv.

les manifestations du pouvoir personnel et dictatorial (1).

Plus spécialement, au point de vue de la politique ouvrière, les républicains, pour la plupart, redoutaient la démagogie impériale, la coquetterie de l'administration qui laissait entendre que le régime personnel, même sans la liberté, pourrait faire des réformes sociales en faveur des ouvriers.

Aussi, lors de la discussion de la loi sur les coalitions, en 1864, contrairement au rapport d'E. Ollivier, qui avait déjà commencé son évolution vers l'Empire,

(1) Le langage d'Eugène Pelletan à propos du rôle de l'Etat, en matière d'enseignement, était, à cet égard, très caractéristique :

« Je crois que notre ami Pascal Duprat nous a appelés les partisans de la liberté à outrance ; il n'a pas dit assez ; nous sommes les partisans de la liberté à corps perdu, à la vie, à la mort. La liberté, toute la liberté, rien que la liberté ! Nous n'en aurons jamais trop, la réalité en rabattrait toujours assez. Et quant à moi, je les connais ces demi-libertés, ces libertés sages, ces libertés réglées ; le pavé de Paris en est jonché, je n'en veux plus... Vous voulez l'intervention de l'Etat pour échapper à l'influence du clergé et de l'Eglise ; croyez-vous que ce soit toujours le bon moyen ? Mon Dieu, vous ignorez une chose, c'est que l'Etat et le clergé sont deux frères ennemis qui ne demandent pas mieux que de s'embrasser et qui, en présence d'un adversaire qui arrive, font la paix au grand détriment de la liberté. »

Voir *Annales de l'Association internationale*, p. 329-331, 1863.

Cité par I. Tchernoff, *Le Parti républicain sous le second Empire*.

le groupe républicain parlementaire, par l'organe de Jules Simon, auteur de la *Politique Radicale*, demandait le droit commun. Il en fut de même à propos de la discussion du projet de loi relatif aux sociétés coopératives. Et ici, la tendance républicaine était d'autant plus marquée, que la coopérative semblait être le meilleur moyen pour résoudre la question sociale, sans l'intervention toujours redoutée de l'Etat.

Une brochure, parue en 1863, sous le titre : « Des sociétés de coopération et de leur constitution légale », et dont les auteurs appartenaient à tous les partis de l'opposition, concluait au régime du droit commun en faveur des sociétés, sans aucune autorisation des pouvoirs publics. En même temps, la brochure signalait les entraves opposées par nos lois au développement des associations dont elle s'occupait spécialement. Ces entraves étaient d'autant plus apparentes qu'on s'occupait activement des coopératives en général, et qu'on avait sous les yeux les progrès faits par ces groupements, soit en Angleterre, soit en Allemagne où on signalait les succès obtenus par les sociétés de crédit organisées par Schultze-Delitsch.

« On juge encore, disait la brochure, les associations ouvrières par le souvenir qu'ont laissé les tentatives prématurées de février. Il y aurait plus de justice à les apprécier d'après les faits qui se sont

« passés dans les douze dernières années, en Angle-
« terre, en Allemagne, en France ».

Les auteurs ne s'étaient pas seulement bornés à signaler les faits qui s'opposaient au développement des sociétés coopératives, ils avaient esquissé un projet de loi qui définissait, en lui donnant une existence légale, un type nouveau de société qui devait prendre place à côté des formes anciennes. En terminant par un pressant appel au gouvernement, ils eurent certainement une influence sur la détermination prise par celui-ci de présenter au Parlement un projet de loi sur les Sociétés.

Parallèlement à ce mouvement des partis de l'opposition en faveur des sociétés coopératives, le gouvernement cherchait également à s'attirer les bonnes grâces des ouvriers par des créations placées sous le patronage impérial. Au début de l'année 1866, fut fondée la caisse des sociétés coopératives, au capital d'un million, dont 500.000 francs souscrits par l'empereur. Quelques sociétés regurent des subventions ou des prêts et on cite celle des Tisseurs lyonnais, comme ayant reçu du prince impérial une somme de 300.000 francs (1).

Naturellement, ces tentatives du gouvernement

(1) V. I Tchernoff, *Le Parti républicain sous le second Empire*, page 433.

furent dénoncées par le parti républicain qui s'efforçait, dans des publications comme l' « Association », la « Réforme », la « Coopération », ou les « Almanachs de la Coopération », d'orienter le mouvement dans un sens démocratique.

Il ne s'agissait pas, comme en 1849, de prêter aux associations coopératives un concours matériel. Les coopérateurs, loin de les réclamer les repoussaient en principe. On ne pouvait pas néanmoins, ne pas saluer les brillantes perspectives que promettait le mouvement coopératif et on ne pouvait pas non plus, ne pas lui venir en aide et faciliter son développement, en le débarrassant de toutes les entraves légales qui le paralysaient. Il était question, d'ailleurs, à ce moment-là, de modifier l'ensemble de la législation concernant les sociétés ; un projet dans ce sens fut présenté au Corps législatif, le 28 mars 1865, et c'est ce projet, modifié à maintes reprises, comme nous allons le voir en ce qui concerne spécialement les sociétés de coopération, qui devint la loi du 24 juillet 1867, sur les sociétés.

CHAPITRE III

La loi de 1867.

Dans un discours prononcé en 1883, à la première réunion de la Commission extra-parlementaire des Associations ouvrières, Waldeck-Rousseau disait « qu'en 1867, on avait moins cherché à faire une loi sur les sociétés ouvrières qu'à entraver la marche des sociétés ouvrières puissantes et que ce n'était pas sans un grand esprit de défiance qu'on avait abordé les dispositions relatives à ces associations ».

Cette affirmation nous paraît être une inexactitude. Nous avons déjà vu à quels mobiles obéissait le gouvernement en présentant un projet qui répondait, à quelques modifications près, aux vœux formulés par les auteurs de la brochure de 1863. Dans l'exposé des motifs, le rapporteur, M. Duvergier, indique combien l'empereur avait à cœur de détruire « les obstacles qui s'opposaient à la création des sociétés destinées à améliorer la condition des classes ouvrières ». Il n'y avait d'ailleurs point que les ouvriers qui eussent intérêt à voir adopter le projet, cependant c'était eux, presque exclusivement, que l'on voulait favoriser, on

ne parlait point des sociétés coopératives appliquées à l'agriculture, et on pensait au contraire que ces sociétés ne pouvaient présenter qu'une utilité très discutable pour les agriculteurs. On peut s'apercevoir aujourd'hui combien ces opinions étaient erronées, lorsqu'on voit un grand nombre de sociétés coopératives agricoles faire reposer leurs statuts sur la loi de 1867. Le projet présenté au Corps législatif et adopté par lui devait donc étendre ses bienfaits bien au-delà des classes industrielles, et c'est à ce titre, que nous devons l'examiner, et le signaler comme une manifestation de l'action de l'Etat en faveur des coopératives agricoles.

Pour arriver à son but, le gouvernement pouvait prendre deux voies un peu différentes : ou bien, — et alors il ne faisait que s'inspirer de la brochure de 1863 — il pouvait organiser une forme toute nouvelle de sociétés, en donnant un cadre spécial et nouveau aux sociétés coopératives, en déterminant à l'avance leurs conditions d'existence, les formalités de leur constitution et de leur administration. Avec ce système, toute société pour être coopérative aurait dû revêtir les formes prescrites, et celle-là seulement aurait pu profiter des avantages donnés par la loi.

Le gouvernement pouvait encore, sans imposer une forme déterminée, se borner à délivrer les coopératives des entraves légales qui les gênaient « en leur

laissant la liberté de choisir, selon leur objet ou leur goût, la forme qui leur conviendrait le mieux ».

Cette seconde méthode était plus libérale que la première, elle présentait « l'avantage de placer les nouvelles sociétés sous l'empire du droit commun, tout en leur donnant cependant une liberté plus étendue qu'aux autres, lorsque cette extension leur est nécessaire et peut être accordée sans inconvénient (1) ».

Ce fut cette seconde méthode qui l'emporta, mais son adoption entraînait une conséquence nécessaire. Puisqu'il était question d'accorder des avantages à certaines sociétés, il fallait encore savoir celles qui devaient en profiter, et il devenait nécessaire de donner une définition précise de la société coopérative, mais assez large, pour qu'elle n'écartât pas certaines associations qui auraient pu en demander le bénéfice. Le premier projet du gouvernement ne donnait point cependant cette définition, il se bornait dans l'article 51 à indiquer, dans une énumération que l'on pouvait croire limitative, les sociétés que leur objet rendait coopératives. Il y était dit :

ART. 51. — Les sociétés de coopération sont celles qui ont pour objet :

(1) Exposé des motifs. V. Rivière, *Commentaire de la loi de 1867*, p. 474.

Soit d'acheter pour les vendre aux associés, des choses nécessaires aux besoins de la vie ou aux travaux de leur industrie ;

Soit d'ouvrir aux associés des crédits et de leur faire des prêts ;

Soit d'établir pour les associés des ateliers de travail en commun et d'en vendre les produits, soit collectivement, soit individuellement.

Ce fut la rédaction de cet article qui souleva de nombreuses protestations : c'est une loi, disait-on, dont la sphère d'application est beaucoup trop étroite et qui ne répondra pas à son but. Le projet devait donc se heurter dès le début à toutes sortes de difficultés, qui entraînèrent d'assez profondes modifications dans le texte définitivement adopté.

Quoi qu'il en soit, ce premier projet constituait de très grands avantages pour les sociétés de coopération dont s'occupait le titre IV. Il adoptait la mobilité du personnel et du capital, ce qui était de toute nécessité pour ces sociétés nouvelles et on le dispensait de publier les modifications résultant de ces variations (art. 52 et 58). Il n'y avait plus pour les actions ou coupons d'actions ce minimum obligatoire qui était auparavant de cent francs, désormais il appartenait aux statuts de fixer ce minimum (art. 53). Enfin la souscription du capital et le versement du quart pou-

vaient être constatés par une déclaration sous seing privé du gérant ou des fondateurs.

La modicité du capital initial et la faculté de diminuer encore ce capital, au cours de l'existence de la société, présentaient quelques dangers pour les tiers ; aussi, et pour assurer à ces derniers un minimum de garanties, obligeait-on les statuts de chaque société à fixer « un chiffre au-dessous duquel le capital ne pouvait descendre (art. 52), et décidait-on que les associés, quittant la société, resteraient responsables, dans les termes des statuts, des engagements qu'ils avaient contractés, pendant qu'ils étaient encore sociétaires (art. 54) ». Enfin, les derniers articles imposaient, sous peine de nullité, certaines mesures de publicité.

En résumé, on voit que le projet répondait assez bien aux desiderata formulés en 1863. L'innovation la plus importante était certainement celle qui rendait possible la variabilité du capital et du personnel, c'était celle qui répondait le mieux à l'idée que l'on avait de la société coopérative. L'article 51, en apportant à l'application de la loi une limitation salutaire, en déterminant par leurs objets, les sociétés qui pourraient en profiter, faisait disparaître les craintes que l'on aurait pu avoir de voir se reproduire les excès, qui avaient suivi la promulgation des lois de 1848 et 1856.

Cependant, un mouvement d'opinion se produisit

contre ce premier projet ; on n'acceptait pas l'énumération de l'article 51 en faisant valoir, ainsi que nous l'avons déjà dit, qu'elle paraissait limitative et que, par conséquent, on allait entraver le développement des sociétés que l'on voulait précisément favoriser. De nombreuses brochures furent publiées, qui signalaient les inconvénients d'une réglementation trop étroite. Presque toutes insistaient sur l'insuffisance de l'article 51 ; l'une d'elles, « comparant l'action au porteur à la monnaie, constatant qu'avec un endos en blanc l'action nominative circulait avec une égale facilité, reconnaissait au législateur le droit de fixer, comme pour la monnaie, les conditions dans lesquelles les actions pouvaient être émises et négociées. A cela devait se borner son intervention. Pour tout le reste, une liberté absolue devait être laissée aux contractants. Ceux-ci devenaient leur propre législateur, et leur liberté n'avait d'autre limite que celle dérivant des principes généraux, fondés sur le droit naturel et qui sont la première loi, dans toute législation civilisée (1). »

En présence de toutes ces critiques, le gouvernement pensa qu'il y avait lieu d'apporter quelques modifications au projet, mais auparavant il crut utile de

(1) Gouteix, *Du Régime légal des Sociétés coopératives en droit français*, p. 89. Thèse pour le Doctorat, Paris, 1901.

faire procéder à une vaste enquête sur les sociétés de coopération, enquête dans laquelle devaient « être appelés tous ceux dont les lumières et l'expérience pouvaient être consultées avec fruit ». C'est ainsi que la commission chargée de recueillir les dépositions s'attacha à provoquer les observations des fondateurs de sociétés coopératives et celles des ouvriers membres ou gérants de ces associations.

Le projet remanié fut présenté au Corps législatif le 18 avril 1866, le nouveau titre IV contenait les *dispositions particulières aux sociétés de coopération*.

Le gouvernement pensait que la base sur laquelle reposait le premier projet de loi pouvait être élargie, mais, malgré les objections qu'il avait suscitées, le principe consistant à déterminer le caractère des sociétés coopératives par leur objet, fut conservé. On maintenait donc l'article 51, en ajoutant deux paragraphes, l'un concernant les sociétés dont le but était de construire des maisons pour les associés, et l'autre ayant en vue celles qui s'occupaient de faire en commun des travaux en exécution de traités ou de marchés. L'article 52 maintenait naturellement les dispositions éventuelles à la mobilité des personnes et du capital, mais, dans l'exposé des motifs, le rapporteur insistait sur cette idée que ces dispositions ne s'étendaient point à toutes les sociétés. « Le

projet n'a pas eu en vue, il n'a pas eu pour but d'autoriser toutes les sociétés à se constituer avec un capital variable ; il n'a entendu concéder cette faculté qu'aux seules sociétés de consommation de crédit mutuel ou de production en commun, et cela par l'excellente raison que cette faculté a été réclamée pour elles seulement. »

« Si une société devait être considérée comme société de consommation par cela seul qu'on aurait inséré dans ses statuts la clause que le capital sera variable, les plus vastes entreprises, les plus hardies combinaisons pourraient adopter ce régime. En supposant qu'on puisse un jour entrer dans cette voie, on ne croit pas devoir, quant à présent, tenter l'expérience (1). »

Le nouveau projet comportait encore quelques modifications : c'est ainsi qu'il réduisait au dixième, au lieu du quart, le versement à effectuer sur chaque action. D'autre part, les assemblées générales avaient le droit d'exclure un associé de la société, et enfin, les administrateurs n'avaient pas besoin de posséder le vingtième du capital social, comme dans les sociétés anonymes ordinaires, les statuts devaient déterminer le nombre d'actions dont chaque administrateur devait être propriétaire ; enfin, des moyens plus simples et

(1) Rivière, Exposé des motifs, p. 501, *op. cit.*

plus économiques pouvaient être employés pour donner aux statuts toute la publicité nécessaire.

Une disposition expresse de l'article 51 du nouveau projet permettait, dans les sociétés de consommation, de vendre aux tiers comme associés. C'était là une innovation que l'auteur de l'exposé des motifs essayait de justifier en ces termes : « On a dit avec raison que la vente aux tiers s'écarte du régime purement coopératif. Mais on a reconnu qu'elle contribuerait puissamment à la prospérité de ces sociétés, quelques déposants ont même allégué qu'elle était pour elles une condition d'existence... »

Nous voyons que le nouveau projet avait tenu compte des réclamations qui s'étaient produites au cours de l'enquête, et qu'il avait élargi le cercle dans lequel pouvaient se mouvoir les sociétés coopératives. Il y avait même en leur faveur une apparence d'exception et de privilège que la commission ne devait pas tolérer. En ce qui concerne la vente aux tiers, le rapporteur, M. Mathieu, reconnaissait bien que chacun en France s'accordait à dire que sans cette stipulation les sociétés de consommation étaient presque impossibles. « Mais alors, disait-il, quelle concurrence ne feraient-elles pas au commerce ordinaire, à la vente au détail ; et comment, sans injustice et sans privilège, refuser les facilités qu'on leur accorde à des sociétés créées uniquement pour acheter et revendre à des

tiers (1). » La nomenclature de l'article 51, malgré les modifications qu'elle avait reçues, était loin d'être complète. « A supposer que cet article énonçât tous les objets auxquels, dans l'état actuel des faits économiques, avaient tenté de s'appliquer les associations ouvrières, qui pouvait affirmer qu'au lendemain de la promulgation de la loi leur activité ne serait pas attirée vers un autre but ?... N'est-il pas préférable de poser des règles auxquelles puissent se plier les faits de demain, aussi bien que ceux d'aujourd'hui, des règles générales qui, n'excluant aucun des objets possibles de l'activité civile, commerciale, industrielle, constitueront une loi de *droit commun*, c'est-à-dire un instrument dont tous les citoyens indistinctement pourront se servir (2). » La tendance de la commission était donc que les dispositions spéciales du projet devaient être faites, non en vue de personnes ou d'objets limités, mais en vue de la généralité des personnes et des choses. Elle allait seulement s'efforcer de donner des garanties nécessaires contre le retour possible de scandales qui, antérieurement à la loi de 1856, avaient jeté un grand discrédit sur la société en commandite. Ce sont ces considérations qui déterminèrent la commission à proposer plusieurs modifications au projet de loi.

(1) Rivière, Premier rapport, p. 604.

(2) Rivière, Premier rapport, p. 604.

Tandis que, dans le second projet du gouvernement, le mot « coopération » avait été maintenu parce que, disait le rapporteur, il caractérisait assez exactement les associations auxquelles il s'appliquait, le titre III adopté par la commission était intitulé : « *Dispositions particulières aux sociétés à capital variable.* » L'article 51, qui avait prêté à de graves objections, ne figurait plus dans la nouvelle rédaction, et désormais « toute société pouvait stipuler que son capital social serait susceptible d'augmentation par des versements successifs, faits par les associés ou l'admission d'associés nouveaux, et de diminution, par la reprise totale ou partielle des apports effectués » (art. 58). C'était donc la consécration du principe de la variabilité du personnel et du capital, avec dispense de publier chacune des modifications, c'était un grand avantage accordé pour la constitution des sociétés coopératives, mais cet avantage ne leur était pas propre, il était commun à toutes les sociétés, quelle que fut la forme juridique qu'elles avaient adoptée.

Ce sont là les dispositions qui constituent la partie générale de la loi. Cette loi a donné lieu à des discussions juridiques dans le détail desquelles nous n'avons pas à entrer. Il nous suffit de constater qu'à partir de 1867 les sociétés coopératives se sont formées avec beaucoup plus de facilités ; nous aurons à voir si l'action de l'Etat en faveur des coopératives agricoles ne devait pas s'accroître davantage et de quelle façon ?

CHAPITRE IV

De la situation juridique des coopératives agricoles après la loi de 1867.

La loi de 1867 avait donné aux coopératives certaines facilités pour se constituer et fonctionner, mais elle ne peut être considérée comme la charte de ces sociétés, et à plus forte raison ne peut-on pas dire que le titre III est exclusivement réservé aux sociétés de coopération. D'après les paroles mêmes du rapporteur, la commission n'avait voulu que poser des règles générales « constituant une loi de droit commun, c'est-à-dire un instrument dont tous les citoyens, indistinctement, pourraient se servir. » D'autres, en sens inverse, ont prétendu que les prescriptions du titre III étaient « obligatoires pour les sociétés coopératives ». Dans son étude sur *l'Organisation juridique des sociétés de consommation*, M. Gouteix donne l'opinion de plusieurs personnes qui ont accepté cette idée et que nous allons citer après lui.

« Dans l'enquête dirigée par la commission extra-parlementaire des associations ouvrières, en 1883, le secrétaire de la commission, M. Barberet, chef de

bureau au ministère de l'Intérieur, a affirmé à maintes reprises, aux coopérateurs surpris qu'une société de production qui n'avait pas adopté la forme de société à capital variable n'était pas constituée sous la forme coopérative. »

Le conseil municipal de Paris refusa un prêt à une association ouvrière, fondée en 1848, sous le prétexte qu'elle était en nom collectif et que, pour avoir le caractère de société coopérative, elle aurait dû se conformer aux dispositions du titre III de la loi de 1867.

Cette même opinion est généralement acceptée dans les milieux socialistes.

Au Congrès de la coopération socialiste, dans un rapport très documenté, il est dit « que les sociétés coopératives de consommation sont régies par la loi de juillet 1867, modifiée par la loi d'août 1893... », et cette affirmation, dit M. Gouteix, ne souleva pas la moindre protestation.

Enfin, M. Lauzel, dans le *Manuel du Coopérateur socialiste*, professe cette idée que les sociétés coopératives, pour se constituer légalement, dans l'état actuel de la législation française, doivent prendre la forme que la loi appelle « société anonyme à capital variable ». « Les règles qui définissent cette forme de société, ajoute-t-il, sont contenues dans la loi du 24 juillet 1867, sur les sociétés, et dans celle du 1^{er} juillet 1893, qui la modifie. Nous en donnons les dispositions

que les coopératives ont intérêt à connaître, afin de s'y conformer et *d'éviter ainsi que la société puisse être déclarée nulle et de nul effet.* »

Il est à remarquer que toutes ces affirmations proviennent de personnes étrangères aux choses du droit et qu'elles sont absolument contraires au texte même de la loi ; l'examen que nous avons fait de ce texte, dans le chapitre précédent, montre suffisamment combien elles sont erronées.

Tout en reconnaissant donc que certaines dispositions de la loi de 1867 ont été rédigées dans le dessein de favoriser les coopératives, nous dirons qu'elles ne leur sont pas imposées. Par suite, ces sociétés sont placées sous le régime du droit commun, elles sont donc civiles ou commerciales suivant la nature de leurs opérations ou le mode de leur constitution. En ce qui concerne les coopératives agricoles, elles sont pour la plupart des sociétés civiles quant à leur objet. Définissant l'acte de commerce, l'article 632 du Code de commerce donne comme étant de cette nature « tout achat de denrées et de marchandises, pour les revendre soit en nature, soit après les avoir travaillées et mises en œuvre, ou même pour en louer simplement l'ouvrage ». Il semblerait donc que les actes faits par les associations agricoles doivent être soumis à cet article, mais l'article 638 vient les soustraire au droit commun en spécifiant qu'un cultivateur ou vigneron

n'est point considéré comme faisant acte de commerce lorsqu'il vend les denrées provenant de sa propriété ou de son cru. Et pour bien montrer que l'agriculteur qui vend sa récolte ne doit pas être assimilé à un commerçant, l'article 17 de la loi du 15 juillet 1880 prescrit qu'il ne doit point être assujéti à la patente.

Or, peut-on dire que la nature de l'acte accompli par une coopérative, dont le rôle se borne à vendre les récoltes de ses membres ou à acheter pour eux des matières premières, est modifiée par ce fait seul qu'il y a groupement, réunion d'agriculteurs ? Nous ne le pensons pas. Pourquoi dix ou vingt individus groupés ne pourraient-ils pas faire ce qui est permis à un seul ? « Le simple fait de l'association ne peut changer la nature de l'acte pour lequel on s'associe (1). » Toute la difficulté vient de ce qu'on a voulu voir dans chaque coopérative une société ; or, d'après l'article 1832 du Code civil, « la société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, en vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter. » C'est sur ce mot « bénéfice » que se sont élevées de grandes discussions. Puisqu'il y a bénéfice, disent les uns, l'acte est commercial ; on peut alors dire qu'il y a réellement spéculation ; la coopérative, répondent les autres, ne fait point de béné-

(1) A. Colriez, *op. cit* , p. 88.

fices au sens propre du mot, on peut plutôt la considérer comme une association « à ne pas perdre », suivant une expression de M. Lecaisne (1). Le but d'une coopérative de consommation sera alors de procurer à ses membres des matières premières à des prix aussi favorables que possible, et la coopérative de production et de vente aura sa raison d'être parce qu'elle pourra obtenir des prix plus élevés que ceux auxquels chacun des membres de la coopérative aurait pu prétendre, s'il n'y avait pas eu de groupement. On ne peut voir là un but de spéculation et il n'y a point d'assimilation possible avec le commerçant dont le seul rôle consiste à acheter pour revendre, et dont la condition d'existence est le bénéfice qu'il a en vue.

Nous avons insisté sur cette idée que les coopératives ne doivent fonctionner que pour leurs membres. Il est bien certain, en effet, que si elles achètent à des tiers pour revendre à des tiers elles prennent un caractère commercial. En fait, il existe bien des coopératives de cette sorte, mais il n'est point dans notre intention de soutenir qu'elles doivent échapper aux prescriptions qui intéressent les sociétés de commerce. D'ailleurs, nous n'avons point à nous occuper de ces sociétés, car ce n'est point en leur faveur que nous

(2) M. Lecaisne, *Etude juridique des coopératives de consommation*, p. 4 et suiv. Thèse pour le Doctorat, Paris, 1898.

sommes heureux de constater une intervention de l'Etat ou que nous aurons à demander une intervention plus large de l'Etat. Tous les projets de loi que nous envisagerons dans la seconde partie ou la loi du 29 décembre 1906, portent des restrictions, et il est bien entendu que les sommes avancées par l'Etat ne peuvent aller qu'aux seules coopératives agricoles qui travaillent dans l'intérêt de leurs membres.

Puisqu'il n'y a pas de forme particulière imposée aux coopératives, il nous reste à voir comment elles vont se présenter à nous et quelles sont les formes qu'elles ont prises ? Nous pouvons, avec M. Lecaisne, dire que les coopératives en ont adopté de différentes, imitées généralement des sociétés, répondant aux besoins particuliers de chacune, et variant suivant que ces sociétés ont plus ou moins besoin de faire appel au crédit.

Jusqu'en 1893, toutes les coopératives agricoles, étant donnés l'objet et l'essence de leurs opérations, étaient des sociétés civiles ; il importait peu qu'elles prissent une forme commerciale, qu'elles se constituassent avec ou sans actions. Si elles se bornaient à faire des opérations avec leurs membres seuls, la nature de ces opérations était civile et elles conservaient le caractère civil. La loi du 1^{er} avril 1893 décida que, « quel que soit leur objet, les sociétés en commandite ou anonymes qui seront constituées dans les for-

mes du code de commerce ou de la présente loi seront commerciales et soumises aux lois ou usages du commerce ». Donc, toutes les sociétés qui, depuis cette époque, se forment par actions, sont, quoique leur objet reste civil, soumises aux règles des sociétés de commerce et elles doivent se former conformément aux règles de 1867 et de 1893. Quant aux sociétés de cette nature, formées avant 1893, elles sont restées civiles, le Sénat ayant refusé de donner à la loi un effet rétroactif.

Beaucoup de coopératives agricoles, celles en particulier qui ont le plus besoin de capitaux, ont pris une forme commerciale, presque toutes ont pris la forme de sociétés anonymes par actions. On peut dire que ce sont des sociétés civiles à forme commerciale, et ce sont les plus multipliées et aussi les plus puissantes ; il y a très peu de sociétés en nom collectif ou en participation.

Depuis que la jurisprudence a reconnu les sociétés purement civiles, comme susceptibles d'avoir la personnalité juridique, les agriculteurs avaient tout intérêt, quand il ne leur était pas nécessaire de réunir un capital trop considérable pour les frais de premier établissement, à adopter la forme civile qui présente pour eux certains avantages appréciables. La société civile n'est pas justiciable des tribunaux de commerce, elle ne peut être déclarée en faillite, ses frais de constitu-

tion sont moins élevés que ceux d'une société commerciale, et enfin ses membres ne prennent pas le caractère de commerçants.

Le seul désavantage qu'ils puissent avoir concerne la responsabilité envers les tiers. « Ils ne sont pas tenus, en effet, solidairement des dettes sociales, mais ils sont obligés envers les créanciers avec lesquels ils ont contracté chacun pour une somme et part égales, encore que la part de l'un d'eux fût moindre si l'acte n'a pas spécialement restreint l'obligation de celui-ci sur le pied de cette dernière part. Toutefois, il peut être stipulé que la responsabilité est limitée aux mises, et cette clause, toujours valable entre les associés, est opposable aux tiers, si elle est portée à leur connaissance par l'acte même d'engagement (1). »

La plupart des coopératives agricoles, reconnaissant ces avantages, ont adopté la forme civile. Presque toutes les laiteries coopératives l'ont prise. L'article qui proclame la fondation de telle société est ordinairement ainsi libellé : « Il est formé entre les soussignés, habitant les communes de... et voisines, et ceux qui seront ultérieurement admis, une société civile de production qui prendra le titre de : Laiterie coopéra-

(1) A. Colliez, *Les Associations agricoles de production et de vente*, p. 89.

tive de... (1) » Généralement, il n'y a pas d'actions, mais seulement des parts égales, nominatives, donnant droit à un intérêt et ne pouvant être cédées que moyennant certaines conditions. Les sociétaires fournissent eux-mêmes les fonds nécessaires ou, plus souvent, il est contracté un ou plusieurs emprunts pour l'achat de terrains, constructions, matériel et accessoires nécessaires à l'installation de la société. Tous les sociétaires sont responsables de ces emprunts au prorata des droits acquis, c'est-à-dire des fournitures de lait faites par eux à la laiterie ; les membres du conseil d'administration ne sont tenus que pour leur part de sociétaires, et en cas d'insolvabilité de plusieurs sociétaires, leurs parts dans les dettes seront réparties entre tous les autres au prorata des droits acquis (2).

Les 2.500 fruitières que nous comptons en France, les sociétés fondées pour le battage et le concassage des récoltes, les sociétés de panification et beaucoup d'autres sociétés de production ou de consommation qui n'exigent qu'un capital modeste ou qui peuvent exister sans capital ont aussi pris la forme civile (3).

Il y avait d'ailleurs un intérêt pratique à déterminer

(1) Extrait des statuts de la coopérative de Corps (Vendée), art. 4.

(2) *Ibid.*, art. 14.

(3) V. *infra* la note concernant les Sociétés formées dans les Landes entre propriétaires-forestiers.

pour les coopératives agricoles, et en particulier pour les laiteries, si ces sociétés étaient ou non des sociétés à capital variable auxquelles serait applicable la loi de 1867. La Cour de Poitiers, dans un arrêt du 27 janvier 1896, leur avait reconnu ce caractère, mais sans qu'aucun pourvoi n'eût été formé sur la partie de la décision relative à ce chef, la Cour de Cassation, confirmant sur ce point la jurisprudence déjà ancienne de la Cour de Besançon relative aux associations fromagères, a condamné la théorie de la Cour d'Appel de Poitiers en déclarant qu'il s'agissait, en ce qui concerne nos coopératives, de sociétés dont le caractère du capital variable n'était pas établi (1).

Cela ne veut point dire que les sociétés coopératives ne puissent pas stipuler, quand elles ont le caractère civil, la variabilité du personnel et du capital. L'extension du titre III de la loi de 1867 aux sociétés civiles est presque unanimement enseignée, et cela est conforme aux décisions de la jurisprudence. D'ailleurs on ne saurait admettre que le principal avantage accordé par la loi aux coopératives pût leur être refusé, même si elles veulent prendre la forme civile, ce serait contraire à l'esprit de la loi.

Sociétés civiles ou sociétés civiles à forme commerciale, telles sont donc les deux grandes divisions dans

(1) Sirey, 1896, 1, 213.

lesquelles on peut classer nos coopératives agricoles ; mais, en fait, beaucoup d'organes qui fonctionnent comme des coopératives portent simplement le nom de Syndicats agricoles et sont soumis à la loi de 1884. Il n'était point cependant dans l'esprit de cette loi de reconnaître aux syndicats le droit d'acheter pour revendre à leurs membres et, à plus forte raison, ne voulait-elle point leur permettre de transformer directement et de vendre les produits agricoles des affiliés. La jurisprudence, devant l'intérêt que devait y trouver l'agriculture, a passé outre, et elle a reconnu, sur le premier point, la capacité des syndicats. On a beaucoup reproché aux syndicats de faire ainsi des opérations illégales et de « constituer entre leurs membres de véritables sociétés coopératives, sans accomplir aucune des formalités exigées par la législation pour la constitution desdites sociétés (1) ». Il est juste de constater que beaucoup de syndicats fonctionnant ainsi ont constitué, à côté d'eux, des sociétés coopératives distinctes, dont le rôle est précisément de s'occuper du côté matériel, tandis que le syndicat proprement dit se réservait la défense des intérêts professionnels, selon le texte de la loi de 1884. Il n'en est pas moins vrai que cette pratique ne s'est pas généralisée

(1) Coulet, *Le mouvement syndical et coopératif dans l'agriculture française*. Thèse pour le Doctorat, Montpellier, 1896.

et qu'il y a encore aujourd'hui beaucoup de syndicats-coopératives dont on peut dire que les opérations sont illégales; cependant ils les font sur une grande échelle et ils rendent des services considérables à l'agriculture.

En résumé, nous sommes actuellement en présence de coopératives dont l'existence juridique n'est pas nettement définie et de syndicats qui usurpent le rôle des premières, en bénéficiant d'une loi spéciale et qui se livrent à des actes dont on peut contester la légalité. Il est donc permis de se demander s'il ne conviendrait pas, ou bien de réformer la loi sur les syndicats professionnels agricoles, pour leur donner une personnalité plus étendue et la capacité commerciale, ou bien s'il n'eût pas mieux valu confectionner une loi coopérative, en nous réservant de voir si cette loi devrait s'appliquer à toutes les sociétés particulières répondant à ce nom, ou si, pour certaines d'entre elles, nettement déterminées, on ne pourrait pas se contenter du droit commun.

Ayant ainsi examiné ce que l'Etat a fait au point de vue réglementaire, nous allons, dans le chapitre suivant, rappeler ce qu'il a fait au point de vue pécuniaire.

CHAPITRE V

L'intervention pécuniaire de l'Etat en faveur des coopératives agricoles.

Faisant abstraction des formes juridiques que peuvent revêtir les coopératives, on est obligé de constater que le fonctionnement de certaines d'entre elles est impossible si elles n'ont pas à leur disposition un assez gros capital de premier établissement. Nous avons particulièrement en vue, parmi les coopératives agricoles, celles qui s'occupent de la transformation des produits de leurs membres et qui ont besoin, à cet effet, d'un matériel assez considérable, ou encore celles qui doivent subordonner l'utilité de leurs efforts à l'existence de magasins ou entrepôts, soit qu'il s'agisse de magasins à blé, de celliers ou de caves coopératives.

Où trouveront-elles ce capital ?

Elles peuvent s'adresser à des capitalistes qui prêteront leur argent à un assez gros intérêt, suivant les chances de réussite qu'ils escompteront pour l'entreprise. Mais ces sommes ne sont pas toujours faciles à trouver, car évidemment, au moment où elle emprunte,

la coopérative n'a encore rien pour donner une garantie immédiate. Tous les membres peuvent, il est vrai, s'engager solidairement jusqu'à concurrence de la somme empruntée, mais alors il faut remplir des formalités hypothécaires, et il est à présumer que beaucoup ne voudront pas s'engager, à moins qu'on ne soit en présence de fervents coopérateurs, sûrs du succès futur de leur œuvre. Il n'en est pas moins vrai que ce système n'est pas fait pour donner beaucoup de résultats et, si les agriculteurs sont ainsi livrés à leurs propres moyens, n'est-ce pas paralyser à l'avance le développement des coopératives agricoles ? On peut nous objecter, et nous reconnaissons volontiers, que certaines coopératives ont pu se former et fonctionner très convenablement et cela en ayant recours aux moyens ordinaires pour se procurer de l'argent. Nous pourrions alors répondre que ces associations se trouvaient dans certaines conditions particulières, soit qu'elles aient pu profiter d'un état de choses existant avant leur fondation, comme certaines coopératives résinières des Landes, qui ont pu louer dans de bonnes conditions les usines des commerçants qu'elles remplaçaient et qui ont pu se former sans capital (1), soit

(1) La Société coopérative qui groupe une grande partie des propriétaires forestiers de Biscarrosse (Landes) a été formée sans capital social. Ce capital est inutile puisque la société occupe les locaux des anciens fabricants et qu'elle n'a besoin d'acheter aucun

que, comme nous le disions tout à l'heure, elles aient trouvé parmi leurs membres des capitalistes qui ont consenti à faire des prêts assez avantageux pour elles. Cela n'infirme en rien notre opinion que les coopératives agricoles ne peuvent se multiplier d'une façon utile, surtout pour la petite propriété, si on ne leur donne de grandes facilités pour se procurer des capitaux et si l'Etat ne leur vient en aide à ce point de vue.

Jusqu'à ces derniers temps, l'aide financière de l'Etat en faveur des coopératives agricoles n'avait pas été

produit en dehors du bois et des menus objets nécessaires à la marche de ces usines. La Société se borne à transformer les résines apportées par les adhérents et à vendre les produits fabriqués dont une partie (l'essence de térébenthine) est réalisable immédiatement ce qui permet de payer les frais généraux et la moitié du produit net qui revient aux résiniers.

Si la nécessité de construire une usine vient à se produire à Biscarrosse, le capital nécessaire (50 ou 60.000 francs) sera constitué au moyen d'une retenue de 5 à 6 francs sur chacune des 10.000 barriques de résine apportées par les adhérents qui auront alors autant de parts dans l'usine qu'ils auront apporté de barriques. Les statuts ne seront pas modifiés et la société conservera son caractère civil.

D'autres coopératives qui ont le même objet ont pris la forme de sociétés anonymes à capital variable : telle la Société coopérative des propriétaires forestiers d'Arès (Gironde), constituée en 1905 avec un capital social de 1.000 francs, en 40 actions de 25 francs chacune.

(Renseignements fournis par M. A. Fabre, président du Conseil d'administration de la Société coopérative de Biscarrosse).

prévue ou ne l'avait été qu'indirectement et de façon telle qu'elle n'était pas efficace.

La convention passée par l'Etat, le 31 octobre 1896, avec la Banque de France et approuvée par la loi du 17 novembre 1897, en vue du renouvellement de son privilège, mettait à la disposition du Trésor, à titre d'avances sans intérêts, une somme de 40 millions, à laquelle venait s'ajouter une redevance annuelle entrant définitivement dans les caisses de l'Etat, et qui ne pouvait être inférieure à 2 millions de francs. Ces sommes étaient destinées à l'organisation du crédit agricole, et la loi du 31 mars 1899 les a mises à la disposition du ministre de l'agriculture, pour être attribuées, dans des conditions déterminées, aux caisses régionales de crédit agricole mutuel.

Il semblait donc que les coopératives avaient un moyen bien simple de se procurer les fonds qui leur étaient nécessaires, il leur suffisait de s'adresser aux caisses régionales. On avait même pensé, après le Congrès de Versailles, qu'il allait être ainsi possible de construire des magasins à céréales assez importants. Malheureusement un double obstacle allait s'opposer à cette solution.

L'article 2 de la loi du 31 mars 1899 fixe d'une manière limitative les attributions des caisses régionales. Voici comment il est conçu :

« Les caisses régionales ont pour but de faciliter les

opérations concernant l'industrie agricole effectuées par les membres des sociétés locales de crédit agricole mutuel de leur circonscription et garanties par ces sociétés.

A cet effet, elles escomptent les effets souscrits par les membres des sociétés locales et endossés par ces sociétés.

Elles peuvent faire à ces sociétés les avances nécessaires pour la constitution de leur fonds de roulement.

Toutes autres opérations leur sont interdites. »

Une modification à ce texte eut donc été nécessaire pour rendre possibles, ou au moins régulières, les avances aux sociétés coopératives. Ces dernières ont bien pu faire avec les caisses régionales certaines opérations financières, mais elles ne pouvaient aucunement consister en prêts de longue durée, absolument nécessaires pour la construction de magasins, d'entrepôts ou l'achat d'un matériel important, et c'était là un grand obstacle.

« Les caisses régionales ont été instituées essentiellement pour faire, par l'intermédiaire des caisses locales, des prêts à court terme, sous forme d'avances ou d'escompte ; la durée de cinq ans, établie pour le remboursement des avances de l'Etat, ne leur permet pas, malgré les renouvellements possibles, de consentir des avances en vue de la construction d'un maga-

sin, car ces avances seraient nécessairement à longue échéance (1). »

Sans méconnaître l'heureuse influence de la loi de 1899, et tout en estimant que l'Etat français, justement préoccupé du développement de l'agriculture, n'a point négligé en sa faveur les secours pécuniaires ou la question de l'enseignement agricole, nous pouvons dire qu'en ce qui concerne spécialement les coopératives agricoles il est jusqu'à nos jours resté assez indifférent. Il lui eût été cependant facile d'obtenir du Parlement, soit un remaniement de la loi de 1899, pour « modifier le caractère et étendre la compétence des caisses régionales, soit des dispositions nouvelles qui, supprimant l'intermédiaire, auraient mis directement en rapport les coopératives et l'Etat ». Il a été récemment remédié à cet état de chose fâcheux ; nous verrons quelle a été la solution adoptée et dans quel sens la réforme a été faite.

(1) Proposition Clémentel-Ruau, déposée à la Chambre le 10 juin 1903, 8^e législature, n° 1119, p. 65.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Législation comparée.

Avant d'aborder l'étude des diverses propositions de loi qui ont eu spécialement pour but de favoriser les coopératives agricoles, en leur donnant une existence juridique bien déterminée, en créant pour elles des conditions particulières vis-à-vis des administrations publiques, ou en leur accordant des subventions gratuites ou contre intérêts, il est nécessaire de voir quelle a été vis-à-vis de ces institutions l'attitude des différents Etats. Nous n'avons cependant point l'intention, étant donnés le cadre de ce travail et son objet, d'étudier la question en détail, mais il importe de bien souligner combien les gouvernements ont souci de développer leur agriculture et combien par rapport à eux la France se trouve en retard.

» Il n'est guère d'Etats, dit M. Ruau, qui ne consi-

dèrent aujourd'hui comme un devoir essentiel, imposé par l'évolution économique du dernier quart de siècle, d'intervenir d'une façon plus ou moins directe en vue de favoriser la création et le développement des sociétés coopératives.

« Les uns se sont bornés à propager les principes de la coopération et à en surveiller l'application; d'autres ont accordé aux sociétés coopératives, ou à certaines catégories d'entre elles, des immunités fiscales; plusieurs leur ont fait une condition privilégiée dans les marchés de fournitures conclus avec les administrations publiques. Enfin, un certain nombre d'Etats ont poussé plus loin l'intervention, en fournissant aux coopératives une partie des capitaux dont elles ont besoin, allant même jusqu'à entreprendre la construction et l'aménagement de locaux nécessaires à leur fonctionnement (1). »

Le mode ou l'étendue de l'intervention réglementaire ou pécuniaire de l'Etat sont subordonnés aux mœurs politiques et gouvernementales et à l'organisation administrative. Ainsi, par exemple, dans un pays comme l'Allemagne, où le socialisme d'Etat a fait de grands progrès, où l'idée interventionniste est en

(1) Projet de loi de MM. Rouvier et Ruau autorisant des avances aux sociétés coopératives agricoles. Exposé des motifs, annexe, p. 51.

faveur, on encourage les sociétés coopératives par les procédés les plus divers. Déjà, après 1870, avec la réserve, plus tard alimentée par d'autres ressources que lui avait fournie la contribution de guerre dont la France vaincue avait été frappée, le gouvernement allemand avait prodigué des subventions pécuniaires à ses industries naissantes.

La manufacture ne fut pas la seule à profiter de ces largesses gouvernementales ; le problème agraire était très vivace dans ce pays, et le gouvernement, qui ne reculait pas devant des subventions indirectes accordées à des compagnies houillères sous forme de prix majorés, pour le charbon consommé par les chemins de fer de l'Etat, n'hésita pas non plus à construire des entrepôts le long de ces chemins de fer pour y accumuler les céréales qu'il pourrait d'ailleurs utiliser en temps de guerre (1).

La structure propre de la société allemande a fait d'ailleurs que toutes les industries s'y groupent facilement et spontanément en associations avec des cadres prêts pour fonder des sociétés qui seront appelées à bénéficier des subventions gouvernementales. Ces différentes sociétés se fédèrent facilement pour constituer des unions plus ou moins puissantes, intermédiaires désignées d'avance entre l'association locale qui

(1) V. *infra*, p. 101.

se trouve à la base du système ou les associations régionales, groupements secondaires, et le gouvernement avec lequel elles se trouvent directement en rapport. L'Etat, d'ailleurs, qui est à la fois propriétaire des chemins de fer, entrepreneur de nombreux travaux, souvent préoccupé des nécessités urgentes de la mobilisation, impérialiste, navigateur, prodiguant partout de larges subventions, trouvera le moyen de faire converger le système des associations coopératives vers le but final qu'il s'assigne. Dans ce pays, l'association coopérative n'aura pas le caractère démocratique que nous lui voyons en France, mais elle n'en jouera pas moins un rôle économique des plus efficaces.

Dans un pays comme le Danemark, où la propriété est déjà suffisamment morcelée, où l'élément rural sent assez sa solidarité pour ne pas avoir besoin de groupements artificiels pour régulariser ou organiser le marché national, l'association coopérative tendra surtout vers la conquête du marché extérieur, l'intervention de l'Etat sera orientée dans ce sens et aura un caractère tout différent.

Ailleurs, comme en France, où la propriété est morcelée, où l'esprit quelque peu étroit qui règne dans la plupart des campagnes a empêché jusqu'à présent la multiplication des coopératives, où l'intermédiaire a beau jeu par suite de l'éparpillement des petits pro-

ducteurs, le gouvernement aura à intervenir pour « provoquer » la formation d'associations coopératives tendant à procurer de grands avantages aux agriculteurs.

Parmi ces différents modes, plus ou moins appropriés au régime spécial du pays, on distingue naturellement deux grandes catégories : les interventions réglementaires, impliquant une législation spéciale, créant un type de sociétés à part pour favoriser la constitution et le fonctionnement des coopératives, et l'aide financière de l'Etat, s'exerçant directement ou indirectement.

Bien entendu, ces deux modes d'intervention peuvent se présenter ensemble, s'entr'aider réciproquement pour concourir au même but ; parfois chacun d'eux n'est que le signe précurseur de l'autre, plus hardi et plus efficace, que le législateur se décide à employer, après une première et timide expérience (1).

(1) Nous n'avons pas cru devoir consacrer un paragraphe spécial aux encouragements moraux, qui se manifestent sous forme de conférences de propagande, distribution de brochures, orientation de l'enseignement agricole, etc... Ils précèdent les deux autres puisqu'ils ont pour but de répandre dans la masse l'idée coopérative, mais ils ne peuvent suffire et ils présupposent, pour la suite, la réglementation ou l'aide financière. Certains pays se sont bornés à ces sortes d'encouragements. Le Ministre de l'Agriculture suédois, par exemple, s'est contenté, jusqu'à ces temps derniers, de la publication d'un manuel à l'usage des coopéra-

I. — INTERVENTION RÉGLEMENTAIRE DES ÉTATS.

Peu nombreux sont les États qui ont, jusqu'ici, fixé d'une manière complète, dans leurs textes législatifs, les « frontières du monde corporatif ». Beaucoup ne l'ont fait que d'une façon fragmentaire et, dans ce nombre, se trouve la France. Tout le monde est d'accord sur l'importance bienfaisante des coopératives agricoles, mais les législations n'en ont pas fourni en général, jusqu'à présent, de définitions bien précises, et on n'a point donné non plus à ces sociétés un cadre déterminé dans lequel elles devraient se mouvoir suivant des règles spéciales.

L'Allemagne est dotée, depuis le 1^{er} mai 1889, d'une loi coopérative modifiée par une autre loi du 12 août 1896 ; l'Autriche possède, depuis le 9 avril 1873, une loi analogue, modifiée le 11 août 1903, et dont une loi de 1901, sur les associations professionnelles agricoles, a considérablement élargi le champ d'application. Le Luxembourg, en mars 1900, la Finlande, en 1901, le Japon, en 1900, ont aussi donné un régime juridique à la coopération agricole. La Hongrie s'est

tives agricoles. (Cf. Exposé des motifs du projet de loi autorisant des avances aux Sociétés coopératives agricoles présenté par MM. Rouvier et Ruau à la Chambre des Députés, session de 1905, n^o 2426, Annexe).

engagée dans la même voie, en 1898, et on considérait dans ce pays qu'une loi spéciale était nécessaire. Voici comment s'exprime, sur ce sujet, M. le comte Mailath, dans un rapport présenté au 6^e Congrès de l'Alliance coopérative internationale, tenu à Budapest, en 1904 :

« Ce fut seulement en 1875, qu'on apprit, par la première loi sur les associations, les particularités qui distinguent la coopérative de la société par actions. Mais cette loi elle-même était extrêmement défectueuse, elle ne limitait ni le nombre des parts sociales que chacun pouvait acquérir, ni le taux d'intérêt du capital. Dans ces conditions, plus d'une coopérative dégénéra en société par actions. On ne savait pas encore ce que c'était qu'une coopérative, et l'on manquait de guide, en sorte que des gens qui avaient des idées contraires à cet égard furent chargés de les diriger, et il en résulta des liquidations et des faillites. En même temps, des usuriers profitaient de la loi sur les associations et de la bonne réputation des coopératives et fondaient des associations qui n'étaient en réalité que des moyens d'usure.

« Depuis la loi de 1898, pour fonder une association il faut l'autorisation du gouvernement, ou d'une grande société d'agriculture, ou d'une chambre de commerce. La loi limite aussi le champ d'action d'une association coopérative déterminée, principalement à sa propre commune. Elle interdit de payer plus de

5 % d'intérêt pour le capital, et édicte des dispositions sur la responsabilité des membres qui va maintenant, en général, jusqu'au quintuple ou au décuple de la part sociale (1). »

La loi allemande de 1889 ne fait pas de distinction entre les coopératives agricoles et les associations urbaines. Comme le projet du gouvernement français de 1867, elle ne donne point une définition générale des sociétés coopératives, elle se borne, dans l'article premier, à donner une énumération des sociétés auxquelles elle prétend s'appliquer. Voici comment est conçu cet article :

« Les droits d'une association inscrite (*eingetragene genossenschaft*) seront acquis, dans la mesure prévue par la présente loi, aux sociétés comptant un nombre d'adhérents illimité, qui ont pour but la satisfaction des intérêts industriels et économiques de leurs membres, notamment :

- 1° Aux sociétés de prêt et de crédit ;
- 2° Aux sociétés pour l'approvisionnement des matières premières ;
- 3° Aux sociétés pour la vente en commun des produits agricoles ou industriels (vente, magasins) ;
- 4° Aux sociétés pour la production et la vente d'ob-

(1) Compte rendu du 6^e Congrès de l'alliance coopérative internationale, édition française. Cité par M. Ruau, *op. cit.*, p. 52.

jets au profit de la société (associations coopératives de production) ;

5° Aux sociétés pour l'achat en gros en commun et la vente au détail d'objets nécessaires à la vie et à l'économie domestique (associations coopératives de consommation) ;

6° Aux sociétés pour l'acquisition et l'usage, au profit de la société, d'objets servant à l'exploitation agricole et industrielle ;

7° Aux sociétés pour la construction d'habitations (1). »

Il est à remarquer que cette nomenclature n'est pas limitative, comme c'était le cas de l'article 51 du projet de 1867.

Cette loi remplace celle de 1868, qui avait été en vigueur jusque-là. Sa principale innovation, au point de vue de la constitution de la société, est de remplacer la responsabilité solidaire des membres, qui existait sous le régime de 1868, par un des trois modes suivants :

1° Association inscrite à responsabilité illimitée ;

2° Association inscrite avec obligation illimitée de versements supplémentaires ;

3° Association inscrite à responsabilité limitée.

Le système qui permettait ainsi de donner aux asso-

(1) Cf. *Annuaire de législation étrangère*, 1889, p. 467 et suiv.

ciations coopératives la forme d'une société à responsabilité limitée, permet de créer une caisse centrale pour remplir ce but, qui consiste à servir d'intermédiaire et de moyen de concentration à un certain nombre d'associations qui désirent se grouper.

Cependant, la loi du 12 août 1896 est venue modifier certains articles de la loi du 1^{er} mai 1889, pour réprimer, en particulier, des abus qui s'étaient produits. L'article 8 de l'ancienne loi stipulait que les associations de consommation ne pouvaient vendre qu'aux associés ou à leurs représentants. Dans la nouvelle loi, cet article a été ainsi modifié :

« Les sociétés de consommation ne doivent, dans le cours régulier de leurs opérations, vendre de marchandises qu'à leurs membres ou aux représentants de ceux-ci. Cette interdiction ne s'applique pas aux sociétés de consommation de produits agricoles qui, sans tenir boutique ouverte, s'occupent de commerce de marchandises destinées par leur nature exclusivement aux exploitations agricoles, et en tant qu'il s'agit de ces marchandises. »

A ce point de vue, il est très intéressant de constater que le législateur allemand a fait une exception en faveur de l'agriculture en élargissant la capacité de ces sociétés, ce qui démontre sa préoccupation constante d'aider au développement continu de cette branche de la richesse nationale.

Nous n'insisterons pas davantage sur la structure de la loi coopérative allemande, nous aurons d'ailleurs occasion d'y revenir quand nous étudierons les divers projets français qui se proposaient le même but et qui n'ont pu aboutir ; pour la même raison, il nous suffit d'avoir cité les pays qui ont imité sur ce point l'exemple de l'Allemagne sans entrer dans plus de détails.

II. — AIDE FINANCIÈRE DE L'ETAT.

Ce mode d'intervention est celui sur lequel nous nous étendrons le plus longuement, car il marque la tendance actuelle de l'Etat français et, d'autre part, il est depuis longtemps en honneur dans de nombreux pays d'Europe, qui, probablement pour ce fait, possèdent des coopératives très nombreuses et puissamment organisées.

L'intervention financière de l'Etat peut se manifester de diverses façons et d'une manière directe ou indirecte. Un gouvernement peut, par exemple, construire à ses frais des magasins et entrepôts et les mettre à la disposition des coopératives, soit gratuitement ou contre le paiement d'une indemnité annuelle ; il peut donner des subventions sans exiger de remboursement, ou faire des avances gratuites ou avec intérêts et instituer, pour ce dernier mode, le crédit à

long terme ; indirectement, il vient en aide aux associations agricoles, en leur accordant certaines immunités fiscales ou en leur achetant, sans avoir recours à des intermédiaires, les fournitures dont peuvent avoir besoin les différentes administrations publiques.

1° ALLEMAGNE.

a) *Prusse*. — Le système prussien mérite d'être mis à part, car il est le seul à avoir fait usage d'un procédé particulier pour la construction des magasins à céréales ou *kornhäuser*.

Une loi du 3 juin 1896 consacra un fonds de trois millions de marks pour la construction de magasins à céréales ; les sociétés agricoles, quoi qu'on eût dit, s'empressèrent de bénéficier de cette loi, et le capital de fondation fut porté, par une seconde loi du 8 juin 1897, à cinq millions de marks.

Les magasins sont construits, après entente avec la société qui doit les utiliser, le long des voies ferrées, qui, en Prusse, appartiennent pour la plupart à l'Etat. S'il n'y a pas de terrain suffisant dans les dépendances des gares, ou quand l'emplacement propice se trouve le long d'une voie de chemin de fer privé, l'Etat fait l'avance des fonds nécessaires à l'acquisition du terrain. Ces *kornhäuser* présentent généralement une

importance d'autant plus grande qu'ils se trouvent sur un point stratégique plus important. Ils peuvent être en effet d'une grande utilité, en temps de guerre, pour faire parvenir rapidement des vivres sur le théâtre des opérations et, dans ce cas, le gouvernement trouverait comme un dédommagement aux avances qu'il a faites. Ce mode d'intervention était sans doute tout indiqué en Prusse, où l'exploitation de chemins de fer constitue un service d'Etat, et où, en temps de paix, des tarifs particuliers de transport peuvent être appliqués aux marchandises provenant de ces magasins à céréales. On a souvent dit qu'en France une pareille institution se heurterait à toutes sortes de difficultés. C'est peut-être là une exagération, car il est probable que, même dans notre pays, le gouvernement pourrait obtenir des compagnies des tarifs spéciaux et, comme en temps de guerre, les chemins de fer sont pour ainsi dire *étatisés*, l'utilité des magasins serait très effective.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement de la Prusse conserve la propriété de ces constructions et il loue à la société coopérative l'usage de ces magasins. La durée du bail est plus ou moins longue, cependant comme les sociétés avaient invoqué au début, leur défaut d'expérience et les aléas de l'entreprise, elles ont obtenu des contrats pour des périodes ne dépass-

sant pas cinq années (1). La redevance est variable, tantôt elle est fixée, pour les cinq années, à 8 % du capital, avec un complément éventuel de 3 % pris sur les 3/4 des bénéfices réalisés, tantôt elle est fixée d'une façon définitive à 11 % du capital, avec paiement par annuités variables et dont la moyenne est de 2,25 %. La société a vis-à-vis de l'Etat toutes les obligations d'un usufruitier envers le propriétaire.

Les trois quarts des *kornhäuser* prussiens ont été ainsi construits aux frais de l'Etat et en 1902 il avait été dépensé dans ce but une somme dépassant 4 millions de marks.

Remarquons qu'il n'y a point ici l'intermédiaire d'une caisse régionale entre l'Etat et les coopératives; l'intervention financière de l'Etat est, dans chaque cas particulier, assez importante pour justifier une étude spéciale et des rapports entre l'administration et les sociétés coopératives. Au contraire, pour les crédits distribués par la caisse centrale coopérative, créée par la loi du 31 juillet 1895, les avances ne sont pas faites directement aux coopératives mais aux unions de ces sociétés ou aux caisses centrales, pourvu qu'elles aient la personnalité civile. Cette caisse centrale a commencé à fonctionner le 1^{er} octobre 1905,

(1) Au moment de l'expiration des premiers contrats, ces magasins ont été pour la plupart reloués pour des périodes variant entre 1 an et 30 ans.

avec un capital d'exploitation de 5 millions de marks, porté à 20 millions, puis à 80 millions, par deux lois des 8 juin 1896 et 20 avril 1898. Les unions ou caisses centrales sont à peu près analogues à nos caisses régionales de crédit agricole, mais il résulte de notre loi de 1899, que celles-ci ne peuvent avoir comme affiliées des sociétés coopératives, contrairement à ce qui a lieu pour les organes correspondants, en Prusse.

Le gouvernement est encore intervenu pécuniairement en faveur des coopératives de laiterie, au moyen de subventions annuelles prises sur le budget de l'élevage, ou sur le budget extraordinaire de l'agriculture. Ces subventions ont surtout été prodiguées dans le Schleswig-Holstein ; ceci n'a rien qui puisse nous étonner car c'est essentiellement un pays d'élevage possédant une des meilleures races laitières et l'exemple du Danemark devait naturellement y précipiter la formation des laiteries coopératives.

Les capitaux fournis par l'Etat à ces sociétés particulières sont relativement peu importants car les intéressés pouvaient escompter des chances de réussite presque certaines et il leur était facile par conséquent de se procurer les fonds nécessaires. Il en est tout autrement pour tout ce qui concerne les améliorations agricoles telles que la mise en valeur des terrains tourbeux des environs de Brême, la formation de polders sur la côte de Schleswig-Holstein, l'endigue-

ment de certains fleuves de la Prusse Orientale ou la régularisation des cours d'eau. Il y avait, en 1899, en Prusse, près de 3.000 sociétés coopératives s'occupant de ces sortes de travaux et l'Etat a fourni au total de 1876 à 1900 36 % des sommes dépensées.

Nous devons enfin citer deux lois prussiennes de 1896 et 1898 qui ont mis à la disposition des autorités administratives des provinces polonaises un capital de 200 millions de marks ; la destination de cet argent avait, il est vrai, un tout autre but que celui de favoriser les coopératives, mais en fait, la Commission de Posen a fondé d'août 1886 à 1902 plus de cent sociétés coopératives agricoles et une grande partie des sommes votées leur a été accordée.

b) *Bavière*. — La Bavière est essentiellement un pays agricole, aussi le gouvernement a-t-il considéré le développement des coopératives comme un des articles essentiels de son programme. Voici comment, en 1900, le ministre de l'agriculture justifiait, dans un ouvrage sur la coopération en Bavière, l'intervention de l'Etat :

« Il faut se réjouir hautement du développement de l'idée coopérative. Indépendamment de ses avantages matériels, une vie coopérative très intense exerce une influence favorable, qu'on ne saurait méconnaître, sur le caractère de ceux qui y prennent part... Celui

qui pense et qui sent coopérativement, compte, en première ligne, sur l'aide de lui-même et de ses associés; mais il va de soi que l'impulsion et la protection qu'il est en droit d'attendre de la part de l'Etat, ne doit pas lui manquer...

« ...Le gouvernement royal considère, comme par le passé, l'encouragement poussé aussi loin que possible, de la coopération agricole, comme un de ses devoirs les plus importants et les plus urgents. Il espère pouvoir compter, dans cette voie, sur la collaboration étroite de toutes les institutions créées pour le développement agricole du pays, et sur celle des hommes désintéressés, qui poursuivent méthodiquement le développement de l'idée coopérative » (1).

Le gouvernement bavarois a contribué, en 1894, par une subvention de 4.000 marks, à la création de l'Union centrale bavaroise des associations de crédit agricole, et il lui a alloué des subventions annuelles fort importantes : 25.000 marks de 1894 à 1897 ; 29.000 de 1898 à 1903 ; 34.000 en 1900.

La caisse centrale a reçu en 1894 une avance *sans intérêts* de 100.000 marks, portée à 200.000 marks en 1898 ; l'Etat lui a en outre avancé 3.900.000 marks au taux de 5 %. La caisse peut économiser les inté-

(1) *Der stand des landwirtschaftlichen Genossenschaftswesens in Bayern*. V. Ruau, Exposé des motifs, Annexes, p. 66.

rêts, en remboursant à tout moment à l'Etat les sommes dont elle n'a pas besoin et les reprendre ensuite (1).

En ce qui concerne les sociétés coopératives pour la vente des céréales, le gouvernement leur accorde des subventions et des avances sans intérêts, qui s'élèvent en moyenne, les premières à 11 % et les secondes à 50 % des frais d'établissement des magasins. De plus, l'Etat cède gratuitement le terrain nécessaire à l'établissement du magasin, il en est le plus souvent propriétaire, puisque les magasins sont ordinairement construits le long d'une voie ferrée ou d'un canal.

Une loi du 1^{er} juillet 1894 a institué le système des prêts culturaux, nécessaires dans certaines régions arides de la Basse-Bavière pour exécuter des travaux d'améliorations agricoles. De 1886 à 1900, il a été ainsi prêté 4 millions de marks environ, moyennant un intérêt annuel minimum de 5,50 %, le prêt étant amorti en 28 ans.

Enfin, le gouvernement bavarois a donné pour encouragements généraux à la coopération, une somme de 320.000 marks de 1897 à 1902, sans y comprendre une autre somme de 10.000 marks avancée par les comités locaux d'agriculture, qui sont eux-mêmes subventionnés par l'Etat.

(1) Cf. Ruau, Exposé des motifs, Annexes.

c) *Autres Etats de l'empire allemand.* — Nous pourrions ainsi passer en revue tous les autres Etats allemands en faisant les mêmes constatations. Le grand duché de Bade, le royaume de Wurtemberg, la Saxe voient leurs associations agricoles dans une grande prospérité, grâce aux avances et subventions gouvernementales.

C'est en 1896 que le Parlement saxon a voté en faveur de la coopération un premier fonds de 2 millions de marks, aujourd'hui porté à 5 millions. Dans cette somme, 3 millions sont spécialement réservés pour les coopératives agricoles. Les fonds, et c'est à ce point de vue que nous insistons quelque peu, en ce qui concerne la Saxe, sont distribués par la Caisse nationale créée le 3 avril 1897.

« La caisse fait aux sociétés coopératives deux sortes de prêts bien distincts : avances de premier établissement et avances pour fonds de roulement.

Les avances de premier établissement (*Darlehen auf feste Anlagen*) sont allouées en vue de dépenses déterminées, ayant un caractère d'installation et dont le profit doit se répartir sur plusieurs années. Elles sont accordées, par exemple, aux sociétés coopératives qui veulent construire un entrepôt, une laiterie, un magasin à céréales, exploiter une machine à battre, entreprendre des travaux d'irrigation. Chaque de-

mande fait l'objet d'une avance spéciale de l'Etat. La société désireuse d'emprunter, doit s'adresser à la caisse centrale coopérative avec laquelle elle est seule en relations, et celle-ci transmet la demande à la direction de l'agriculture qui peut exiger un rapport spécial. Si le prêt est accordé, l'argent est versé par l'Etat à la caisse nationale qui en est responsable vis-à-vis de lui. Les sociétés-coopératives paient $2\frac{1}{2}\%$ d'intérêt, sur lesquels la moitié est conservée par la caisse nationale, tant pour ses frais d'administration que pour sa garantie. En outre, les sociétés paient un taux d'amortissement variable, calculé de manière à éteindre la dette en dix ans, pour les sociétés de battage de récoltes, et en vingt-huit ans environ pour les sociétés de vente des céréales : le taux d'amortissement nécessaire à cet effet est fixé pour ces dernières à 2,5 %.

« Les sommes ainsi avancées sont souvent fort élevées ; par exemple, le magasin à céréales de Löbau a reçu 80.000 marks avec un capital versé de 42.700 marks et une responsabilité de 127.000 marks.

Les avances faites pour fonds de roulement (*Vorschussweise darlehen*) sont accordées à chaque société coopérative jusqu'à concurrence de 6.000 marks ; elles sont remboursables en cinq ans.

Les avances aux coopératives agricoles atteignaient

au milieu de l'année 1904, une somme de 2.500.000 marks (1) ».

2° AUTRICHE.

Le mouvement coopératif a commencé en Autriche, vers 1890, et dès le début l'Etat autrichien donna des encouragements financiers pris sur les chapitres généraux du budget de l'agriculture. Un crédit spécial de 200.000 couronnes fut ouvert en faveur de la coopération agricole en 1899, et il a atteint 281.000 couronnes en 1903, et 456.000 en 1904.

Le « Conseil d'agriculture » nommé en 1898 par le ministère, s'est occupé de tracer tout un programme concernant la coopération, voici quelles étaient les conclusions de ce conseil :

1° Education coopérative systématisée, commençant à la base, c'est-à-dire à la paroisse, où des instituteurs nommés par l'Etat enseigneront la coopération, et se poursuivant jusqu'au sommet dans les universités ;

2° Groupement des associations agricoles et application centrale à l' « Union générale des sociétés coopératives agricoles », placée à la tête du mouvement ;

3° Pas de banque centrale, comme en Prusse, mais

(1) Cf. Ruau, Exposé des motifs, Annexes, p. 24-26.

avances à des banques régionales. L'Etat doit fournir 10 millions de couronnes et les divers pays de la monarchie autant (1).

Une loi de juin 1901, a créé des associations pour l'étude et la défense des intérêts professionnels et, spécialement, des sociétés coopératives se conformant à la loi de 1873 modifiée en 1903. En outre, dans chaque province, le ministère a provoqué la création de comités chargés d'examiner les projets d'établissement de magasins à céréales.

Le gouvernement s'occupe des sociétés une par une et il leur accorde des « subventions gratuites »¹ ou des « avances remboursables », cependant il ne donne jamais l'argent nécessaire pour édifier complètement les établissements de production. Généralement, quand la coopérative a réuni 30 % de la mise de fonds, l'Etat fournit 40 % et le restant est demandé au crédit; l'allocation gouvernementale est proportionnelle le plus souvent à celle de la province où se trouve l'établissement à édifier.

Les sociétés qui reçoivent des avances remboursables, contractent vis-à-vis de l'Etat une obligation hypothécaire et elles remboursent par annuité du dixième à partir de la dixième année (2).

(1) Rapport du Docteur Stephan Licht, membre du Conseil d'agriculture.

(2) Voici la formule de cette obligation hypothécaire :

Toutes les coopératives ne sont pas aidées au même titre ; les sociétés pour la vente des céréales, les caves coopératives et les laiteries coopératives reçoivent des subventions et des avances gratuites. Les distilleries coopératives obtiennent des avances à 4 % l'an, rem-

« La société coopérative de... entièrement constituée, enregistrée, à responsabilité (limitée ou illimitée), reconnaît, par ces présentes, avoir reçu, en argent comptant, sous l'autorisation du Ministre impérial et royal de l'Agriculture, de la caisse impériale et royale de... à... une avance sans intérêts de... couronnes (en toutes lettres) dont la société se reconnaît débitrice envers le Trésor public.

« En confirmant au Ministre de l'Agriculture la réception du capital ci-dessus, la société s'oblige à rembourser cette avance à raison de... couronnes, chaque année (en versements annuels de..., commençant le...) au Trésor public, à la caisse impériale et royale de...

« Pour sûreté de cette avance, la société constitue en gage foncier pour... couronnes le n°... de la parcelle n°... (à côté de la parcelle n°... du livre foncier de la circonscription cadastrale de...) et consent qu'en conséquence de cette constitution de gage, une hypothèque pour sûreté d'un capital de... soit inscrite au livre foncier au profit du Trésor public.

« La société s'oblige à tenir assurés contre l'incendie, à une Compagnie autorisée, les biens hypothéqués pour sûreté de la dite créance.

« La société s'oblige en outre à supporter les frais du présent acte et toutes les dépenses de timbre et d'expéditions nécessaires pour les quittances du capital et des intérêts, ainsi que les frais de port, et enfin, éventuellement, tous les frais de justice, d'exécution, de représentation, d'intervention de vente et de séjour,

boursables dès la première année. Les minoteries coopératives ne sont aidées que contre engagement formel de ne faire aucune opération d'achat, de vente ou de mouture avec des personnes étrangères à la société.

Le Ministère de la guerre a remplacé, dans une large mesure, les adjudications par des achats directs; pour des raisons évidentes, il achète de préférence aux coopératives. En 1900, l'Union de la Basse-Autriche a vendu à elle seule, au Ministère de la guerre 565 wagons de produits, et en 1901, 1440.

En Bohême, les encouragements ne sont pas moins effectifs et ils vont à toutes les coopératives, mais pour en profiter, les coopératives de consommation doivent se borner à acheter des objets nécessaires aux besoins professionnels agricoles, à l'exclusion des articles de consommation générale.

3° HONGRIE.

La récente loi XIV de 1904, a mis à la disposition du ministère de l'agriculture la somme de 12 millions

nécessités par la liquidation, qui pourraient résulter de la non exécution des engagements pris par la société.

« Le tribunal de... connaîtra, en première instance, de toutes les difficultés pouvant résulter de la présente convention.

« En foi de quoi, nous avons signé, au nom de la société à... le... »

de couronnes pour la mise en valeur des produits coopératifs (1).

La plus ancienne société coopérative pour l'utilisation de la laiterie a été constituée en 1883, avec l'appui du ministère de l'agriculture; ce même ministère subventionne toutes celles qui se forment et il les favorise d'autre part en leur facilitant l'exportation de leurs produits.

La Hongrie a su apprécier la grande utilité qui dérive de l'organisation collective de la vente des céréales, comme moyen pour régulariser la production et réfréner les abus du marché, par la méthode suivie par les kornhäuser d'Allemagne. Les greniers coopératifs hongrois ont été subventionnés par le gouvernement qui, depuis 1900, a contribué à la formation du capital nécessaire à leur installation, il donnait d'abord 4.000 couronnes, il octroie de 8.000 à 10.000 couronnes par coopérative. La subvention est même plus élevée pour les greniers centraux que

(1) Voici comment sont distribués ces 12 millions de couronnes : en faveur des caves coopératives, 2 millions de couronnes ; en faveur des laiteries, 2 millions de couronnes ; en faveur des greniers coopératifs, 2 millions de couronnes ; en faveur des coopératives pour la mise en valeur du lin et du chanvre, 4 millions de couronnes ; en faveur d'autres coopératives, 2 millions de couronnes. (V. *Bulletin mensuel de l'Office de renseignements agricoles*, novembre 1906, p. 1184).

construisent en commun plusieurs coopératives, pour opérer sur une large échelle et acquérir les avantages qui là aussi résultent de la centralisation.

Un projet de loi récent a été préparé, sur le modèle ou presque de la loi XXIII de 1898, sur les coopératives de crédit ; il concerne les sociétés pour l'exploitation des greniers coopératifs. Dans le titre I^{er}, il est accordé certaines facilités aux coopératives de ce genre, et le titre II organise une Centrale des magasins coopératifs qui fonctionnerait tout d'abord grâce à l'aide prépondérante de l'Etat, et qui resterait toujours sous sa surveillance officielle.

L'intervention de l'Etat se manifesterait, en partie, par un concours pécuniaire (souscription des actions de fondation de la Centrale, jusqu'à concurrence de 1 million ; émission d'obligations spéciales, avance de 2 millions, sans intérêt pendant les dix premières années et avec un intérêt de 3 % pendant les dix années suivantes), ou par la concession de privilèges (dispense des taxes pesant sur les entreprises et sociétés obligées à publier leurs compte rendus ; dispense du timbre ; cession à bas prix de loyer, des magasins des chemins de fer aux coopératives en question, et là où il n'y en a pas, cession gratuite d'une superficie correspondante ; obligation pour les chemins de fer privés de donner la préférence aux coopératives).

Le gouvernement accorde encore des subventions

aux coopératives pour la vente des œufs et il pousse à la fondation de coopératives de consommation.

L'administration militaire hongroise achète directement aux coopératives les produits agricoles dont elle a besoin, notamment le seigle et l'avoine.

4° ITALIE.

Le gouvernement est intervenu en faveur des coopératives en créant pour elles un régime particulier, pour les fournitures de denrées à l'administration. Ces fournitures sont faites ordinairement par adjudications sur soumissions, mais une loi de mai 1904 permet aux administrations publiques de passer des contrats de fournitures, de gré à gré, sans limitation de prix, avec les sociétés coopératives, ouvrières ou agricoles. Celles-ci sont dispensées de caution et, dans les adjudications au rabais, elles peuvent faire une double soumission, indiquant le rabais maximum et le rabais minimum qu'elles sont disposées à faire.

Pour éviter que de fausses coopératives puissent prétendre à ce privilège, la loi a pris certaines précautions : l'intérêt à attribuer au capital social ne doit pas dépasser 5 % et toutes les sociétés désirant profiter de la loi de 1904, doivent être inscrites, après enquête, sur un registre tenu à la préfecture. Ces restrictions étaient nécessaires puisqu'il n'y a pas, en Italie, de loi coopérative.

5° DANEMARK.

De nombreux privilèges sont accordés, dans ce pays, aux sociétés coopératives, notamment des exemptions d'impôts et des dispenses de timbre et d'enregistrement. De plus, la loi du 26 mars 1898 a créé des associations de prêts agricoles, sous condition qu'elles réuniraient cinquante agriculteurs possédant au moins 500 têtes de gros bétail et domiciliés dans le même district. Les prêts, qui ne peuvent excéder une certaine somme, sont faits au taux de 4 % et sont remboursables en neuf mois. L'Etat a fait une avance de 7 millions de francs aux sociétés de crédit.

Dans tous les pays d'Europe où l'intervention législative ou gouvernementale s'est exercée dans le sens indiqué, la coopération a pris un développement d'une grande importance.

Au Danemark, le mouvement coopératif semble avoir commencé par la création, en 1866, de la première des sociétés pour l'acquisition à bon marché des objets de consommation, ces sociétés sont aujourd'hui au nombre de 900 et comptent plus de 140.000 membres. Nous avons déjà parlé de la prospérité des coopératives de laiterie ou de beurrerie, nous n'y reviendrons pas, mais il est cependant important de

signaler que presque toutes les beurreries danoises sont réunies en une *Association des laiteries danoises pour donner une marque au beurre danois*. Cette société a pour but de protéger, par un contrôle attentif, le commerce d'exportation. Il faut encore citer les abattoirs coopératifs, comprenant près de 70.000 membres et les sociétés coopératives pour l'exportation des œufs et grâce auxquelles le chiffre d'affaires est passé de 1.700.000 francs en 1880, à près de 30.000.000 de francs actuellement.

On trouve, en Allemagne, de très nombreuses associations coopératives de laiterie, d'aviculture et de vente des œufs, d'achat de matières premières (engrais, semences, nourriture pour le bétail), de travaux agricoles, des associations d'élevage, de vignerons pour la fabrication et la vente des vins en commun ; des associations pour la production des fruits et la préparation des conserves, l'abattage des animaux, la vente des betteraves aux fabriques de sucre et aux distilleries, le séchage de la chicorée. Nous ne parlons pas des sociétés qui ont organisé la vente en commun des céréales, car nous avons eu occasion de les signaler à plusieurs reprises, en nous occupant des kornhäuser.

En 1902, on comptait en Allemagne : 16.097 sociétés coopératives agricoles en comprenant dans ce chiffre les sociétés de crédit qui étaient au nombre de

de 11.120 (1). Depuis cette époque le mouvement n'a fait que s'accroître.

La plupart des sociétés allemandes font partie d'organisations fédératives dont les plus importantes sont la fédération impériale de Darmstadt et l'Union centrale de Neuwied. Ces unions groupent indistinctement toutes les organisations poursuivant un but d'utilité générale agricole, et chaque année, dans des congrès, on étudie les moyens de perfectionner et de compléter l'organisation coopérative de l'agriculture. Grâce à l'Union de Darmstadt, par exemple, on a discuté dès 1903 au congrès des coopératives agricoles de Bonn, la situation des coopératives de vignerons dans leurs rapports avec les commerçants en vins et on a agité la question préliminaire d'une entente entre les deux parties. L'accord assujettissait les coopératives à quelques restrictions sur la vente au détail et imposait aux commerçants l'obligation de donner la préférence aux coopératives pour leurs achats. Quoiqu'on ne puisse pas encore juger avec assez de certitude quels pourraient être les résultats de cette entente, on peut constater que les rapports entre les coopératives adhérentes et la classe des commerçants vont en s'améliorant de plus en plus.

Le mouvement d'association agricole n'a pas été

(1) Cf. Projet Ruau, Exposé des motifs, Annexes, p. 40.

moins rapide en Autriche. Il existe dans chacun des pays de la couronne autrichienne une ou plusieurs unions de sociétés coopératives groupées le plus souvent par nationalités, et « pour lesquelles la représentation des intérêts professionnels se double du désir d'étendre l'influence de la race qu'elles représentent ». La plupart de ces Unions sont elles-mêmes fédérées en une Union centrale des sociétés coopératives agricoles d'Autriche, créée en 1878, et qui représentait au 31 décembre 1901, 2.043 sociétés locales.

Les magasins à blé n'ont pénétré en Hongrie qu'en 1900 ; il s'en fonda trois cette année-là et, en 1904, on en trouve 29 ; les laiteries coopératives n'étaient qu'au nombre de 34 en 1897, avec 2.767 sociétaires, en 1903 leur chiffre s'élève à 515 avec 50.450 sociétaires et 94.664 vaches. Actuellement, il y a plus de 1.800 associations agricoles affiliées à une coopérative centrale : l'Association coopérative des agriculteurs hongrois, qui est l'organisation la plus puissante et la plus élevée, celle qui anime et rend fécond le mouvement coopératif (1).

Ainsi, dans la plupart des pays d'Europe, le mouvement coopératif a été très sensible dans ces der-

(1) Nous ne pouvons donner ici de détails sur cette association, mais on peut les trouver dans le *Bulletin mensuel du Ministère de l'Agriculture* de novembre 1906, p. 1388 et suiv.

nières années et il est à remarquer qu'il a été d'autant plus accentué, dans certains, que les gouvernements l'ont facilité dans une large mesure. Il est probable que l'on n'aurait point construit de magasins à céréales en Allemagne, en Autriche et en Hongrie, si l'Etat n'était pas intervenu pour fournir gratuitement ou avancer des capitaux aux associations agricoles. Les résultats produits, à ce point de vue particulier des kornhäuser, ont d'ailleurs été excellents, c'est ce qui ressort des rapports émanant des unions centrales. Voici par exemple, un extrait du rapport général de l'Union de Neuwied pour 1901 : « Les résultats généraux des opérations de vente des céréales, pendant l'année écoulée, présentent des succès dont on peut se réjouir. Nos succursales ont vendu l'an dernier plus de 1.400.000 centners. Au point de vue financier, les résultats ne sont pas moins satisfaisants, et nous espérons voir arriver bientôt le moment où de nouveaux fonds seront établis par l'Etat pour continuer la construction des magasins à céréales ; c'est, en effet, comme on l'a fait souvent observer, seulement lorsqu'ils constitueront un réseau complet, que les kornhäuser pourront produire tous leurs effets (1). »

(1) Proposition Clémentel-Ruau, Exposé des motifs, p 59, *op. cit.*

CHAPITRE II

Mouvement de réforme en France

I. — ETAT ACTUEL DES COOPÉRATIVES AGRICOLES EN FRANCE.

Il ne serait pas exact d'affirmer que le mouvement coopératif a été jusqu'ici, dans notre pays, sans importance ; nombreuses, au contraire, sont les associations rurales qui ont voulu faire de la coopération, et sans parler des 300 syndicats professionnels agricoles, dont certains fonctionnent comme de véritables coopératives, notre agriculture compte plus de 2.000 coopératives proprement dites, selon M. de Rocquigny (1).

Seules cependant, les coopératives de laiterie ont obtenu des résultats appréciables, dans la région de l'Ouest. Elles réalisent bien des associations dans lesquelles on s'occupe collectivement de la transformation du lait en beurre et de la vente de ce produit, évi-

(1) Cf. *Annales Musée social*, Etat des associations rurales en France, à la fin de 1905. (Numéro de janvier 1906).

tant ainsi de passer par de nombreux intermédiaires, et obtenant des prix véritablement rémunérateurs. On compte actuellement plus de 110 sociétés (1) groupées en une Fédération qui porte le nom d'*Association centrale des laiteries coopératives des Charentes et du Poitou* (2). D'après les statuts, cette Association a pour

(1) Quelques-unes de ces coopératives de laiterie sont de formation récente, mais voici quels sont les chiffres donnés à l'Assemblée générale du Syndicat des Laiteries des Charentes et du Poitou, en juin 1906.

Laiteries syndiquées 107, avec 55.810 propriétaires; 139.296 vaches, qui ont fourni, en 1905, 200.843.000 litres de lait qui ont donné, 9.431 588 kilos de beurre, soit un rendement de 21 litres 3 au kg.

(2) En dehors du Poitou et des Charentes, on trouve encore en France le groupe des coopératives laitières du Nord et de la Thiérache et quelques autres sociétés de même nature disséminées dans les divers départements.

Les normands ont été longtemps réfractaires à la coopération; cependant, ayant reconnu les immenses progrès réalisés dans la région de l'Ouest au point de vue de la vente et de l'exportation du beurre ils se sont décidés à imiter leurs devanciers. En 1905, une laiterie coopérative a été formée à Isigny et dans une période de huit semaines, du 27 décembre 1905 au 20 février 1906, il y a été apporté 526.753 litres de lait. Le produit net de la vente du beurre et du lait écrémé a laissé un bénéfice de 28 758 fr. 23 qui a été distribué aux coopérateurs proportionnellement à la matière grasse produite par leur lait, soit à raison de 1.3435 par kilogramme de matière grasse.

Ces chiffres nous montrent que ce premier essai a eu un plein succès et depuis, plusieurs autres laiteries coopératives ont été

but de rechercher les intérêts généraux des sociétés adhérentes afin de les aider dans leur développement et de leur faciliter les relations industrielles et commerciales tant en France qu'à l'étranger, en recueillant et mettant à leur disposition tous les renseignements qui pourront leur être utiles ; elle ne s'occupe point directement de la vente, et chaque société particulière conserve son autonomie, mais en créant entre les faibles des liens de solidarité, elle joue vis-à-vis d'elles un rôle analogue à celui d'une coopérative vis-à-vis de ses sociétaires.

La viticulture paraît se prêter médiocrement à la production collective, il est à remarquer, au contraire, que les petites exploitations obtiennent à ce point de vue de meilleurs résultats que les grands vignobles. Cela provient, en partie, de ce que les petits propriétaires n'ont qu'une main-d'œuvre très restreinte, qu'ils peuvent étroitement guider et surveiller, en y joignant eux-mêmes leurs propres efforts. Il n'en est plus de même quand il s'agit de la vinification ou transformation de la matière première, surtout depuis qu'elle a tendance à se faire d'une façon presque scientifique. Il est nécessaire pour cela d'avoir une culture suffisante et, d'autre part, elle nécessite des instruments

formées en Normandie ; il est probable que le mouvement ne fera que s'accroître.

coûteux et perfectionnés qui ne sont pas à la portée des petits propriétaires. On peut donc prévoir qu'un jour viendra où le petit viticulteur ne s'occupera plus de vinification et où il vendra la matière première à des commerçants ou industriels dont le seul rôle sera de faire le vin. A part dans la Champagne, où la fabrication est concentrée entre les mains de quelques gros fabricants, et où l'évolution en ce sens est presque complète, il n'y a point dans les autres régions viticoles de tentative de ce genre. On peut bien signaler, chaque année, en Bourgogne, dans le Bordelais ou le Midi, des ventes assez importantes de vendange fraîche, mais sa transformation n'a pas lieu sur place, les achats sont faits par des négociants étrangers qui feront chez eux la vinification.

Quoi qu'il en soit, et si ce mode de vente vient à se généraliser, il sera nécessaire aux propriétaires de s'unir pour éviter d'être à la merci des acheteurs de raisins frais qui pourraient s'entendre pour déprimer les prix, profitant de cette circonstance que le raisin mûr doit être vendangé et qu'une fois cueilli il ne peut se conserver sans altération grave.

L'association aura donc pour effet de parer à l'avisement des prix, en cas de vente de la matière première, ou bien elle permettra aux petits propriétaires de faire une vinification coopérative. À ce point de vue, ils seront aussi bien placés que des commerçants

pour grouper les qualités de raisins et tirer de leurs produits le meilleur parti possible.

Jusqu'à présent, on ne compte en France qu'un nombre très restreint de coopératives de vinification et encore n'ont-elles qu'une très minime importance, tandis qu'en Italie, et surtout en Allemagne, la production collective du vin est très répandue et donne de bons résultats. Notre infériorité tient à ce que de nombreuses difficultés s'opposent au succès de telles coopératives; une des principales est qu'il est très difficile d'évaluer à la satisfaction générale les produits livrés à l'association par les adhérents, principalement dans les régions où la qualité du raisin est essentiellement variable grâce à des sous-sols différents ou à des cultures plus ou moins bien comprises. Il n'en serait pas de même, au moins pour le second point, si la production était collective, mais nous avons vu que cela n'est guère possible. Une autre raison qui doit empêcher la propagation des associations de vinification c'est que le coût de l'installation nécessaire pour opérer en commun est très élevé et il est souvent difficile de trouver les capitaux suffisants.

Pour remédier à la crise viticole, on a tenté d'organiser aussi la vente collective. C'était là le moyen d'empêcher le fléchissement des cours par une trop grande affluence d'offres, faites au dernier moment, d'éviter les spéculations qui sont le fait des grands

propriétaires ou des commerçants possédant de gros capitaux. Mais les tentatives faites en France par les viticulteurs ont été très modestes ; on ne peut point cependant tirer une conclusion car elles sont très récentes. Il est presque certain qu'elles ne pourront jamais se généraliser, car elles rencontreront les mêmes obstacles que nous avons signalés pour les sociétés de vinification, et leur succès peut être très fortement mis en doute, pour les régions qui produisent des vins de marque. On a fait, dans le Languedoc, depuis 1900, de nombreuses tentatives pour donner un essor à la vente directe. On peut citer le syndicat des viticulteurs de l'Hérault, le groupement viticole du Bas-Languedoc, le syndicat de Bages-Roussillon, enfin le syndicat central des viticulteurs de l'Aude pour la vente du vin. Le groupement le plus important sera sans aucun doute celui qui est encore actuellement en voie de formation et qui porte le nom d'*Association mutuelle de producteurs de vins naturels du Midi*, il englobe tous les départements producteurs du sud de la France (Hérault, Aude, Pyrénées-Orientales, Gard, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, et il doit s'étendre même jusqu'en Algérie).

Cette association doit avoir pour objet de régulariser le cours des vins et des alcools du Midi et de le maintenir, dans la mesure des lois et des forces économiques, à des prix rémunérateurs.

« Elle constitue une coopérative de vente au commerce honnête, groupant tous les producteurs en un syndicat puissant, doublé d'un concours financier suffisant, mettant le crédit à la portée de tous les propriétaires. De cette façon les vendeurs se présenteront unis devant l'acheteur, au lieu de se livrer à lui comme aujourd'hui, désarmés et pressés par les besoins d'argent, offrant leurs récoltes à des prix toujours plus bas et de famine, à la merci des courtiers et de quelques négociants spéculateurs à la baisse, qui, par leurs agissements, ruinent la propriété et paralysent le commerce honnête, également acculé à la faillite (1) ».

A côté de ces groupements qui ont spécialement pour but la vente directe des produits agricoles, les viticulteurs se sont préoccupés de former d'autres coopératives tendant à leur procurer des matières premières à des prix permettant de diminuer leurs frais généraux. Ce dernier point de vue est surtout important au moment où il est très difficile de vendre les récoltes et où on doit rechercher, en conséquence, le

(1) L'*Action viticole*, 17 juin 1906. L'association des Producteurs du Midi devait commencer ses opérations à la récolte dernière, mais il manquait encore à ce moment là quelques adhésions — (10 millions hectos au lieu de 12).

Pour avoir un aperçu de son organisation, v. *Action viticole*, 17 juin 1906.

minimum de dépenses. Comme exemple, nous pouvons citer la *Coopérative agricole girondine*, société anonyme au capital variable de 25.000 francs, soumise aux lois des 24 juillet 1867 et 1^{er} avril 1893.

La société a pour objet, ainsi qu'il est dit à l'article 2 des statuts :

1° L'achat aux meilleures conditions de toutes denrées, matières et machines employées dans l'agriculture, ou produits par l'agriculture ;

2° Leur revente après ou avant mise en valeur par les soins de la société.

Quoique cet article ait une portée très générale, il est incontestable que le but principal poursuivi, c'est de fournir dans de meilleures conditions aux viticulteurs les bois merrains dont l'achat grève annuellement les budgets des exploitations viticoles dans les proportions que chacun sait.

La constitution de la *Coopérative agricole girondine* fut décidée dans une réunion préparatoire tenue à Bordeaux, le 6 août 1906. La première assemblée a étudié les voies et moyens pour arriver par les procédés les plus rapides à des résultats qui, sans donner au début le maximum de rendement, étaient susceptibles de fournir une économie certaine sur les achats de merrains et pouvaient servir à établir un point de départ pratique.

Parmi ces moyens il en est un qui consiste dans le

groupement de commandes importantes pour faire bénéficier les membres de l'association du maximum des réductions possibles, d'où nécessité par conséquent d'avoir un fonds de roulement assez considérable. Or, le capital de 25.000 francs était absolument insuffisant. Voici comment, dans l'exposé du fonctionnement de la société, on expliquait la possibilité de faire de grosses affaires avec ce petit capital :

« Il est bien entendu que la Coopérative, ne devant pas être une société financière, n'aura jamais un sou en caisse. La Caisse régionale de Crédit agricole mutuel de la Gironde, dont le capital atteint au 1^{er} août 1906 la somme de 914.000 francs, sera le banquier de la Coopérative et sera chargée de faire pour elle toutes recettes et tous paiements.

... L'administration de la Coopérative concentrera tous ses efforts à faire des achats avantageux pour le compte des sociétaires.

... Le capital de 25.000 francs, chiffre infime en lui-même, représentera en réalité 125.000 francs par le jeu du Crédit agricole (1).

Ces 125.000 francs pouvant être employés environ trois fois par an, on voit de suite qu'avec 25.000 fr. seulement on pourra faire 375.000 francs d'achats

(1) En vertu de l'article 3 de la loi du 31 mars 1899 stipulant que le montant des avances faites aux caisses régionales ne pourra excéder le quadruple du montant du capital versé en espèces.

sans être aucunement à charge à la Caisse régionale.

... La majoration du prix de vente sur le prix d'achat devra être minime. Nous l'évaluons pour l'instant à 5 %. Dans ces conditions, si le syndicat des merrains maintient ses prix à la hausse, on peut compter sur une économie de 15 % environ, mais nous aimons mieux ne laisser espérer que 10 %.

Si le syndicat, pour provoquer un avortement, fait la baisse, qui s'en plaindra ? Ce ne sera pas la viticulture assurément. »

En ce qui concerne la vente en commun des céréales, il y a en France, ainsi qu'on l'a signalé au Congrès de 1900, 4 millions de vendeurs pour 4.000 acheteurs, ce qui constitue une condition très fâcheuse pour la vente. D'autre part, les producteurs de blé essayent de vendre dès que la récolte est faite, et c'est là un défaut beaucoup plus accentué que chez les autres agriculteurs. Il en résulte que les prix de vente du blé descendent parfois au-dessous du prix de revient et, comme les acheteurs sont plus nombreux, la route est ouverte à toutes sortes de spéculations.

On ne peut guère songer à grouper en une seule association des centaines de mille d'adhérents, mais on pourrait certainement former des coopératives régionales, ayant une influence suffisante pour exercer une action sur les prix. Si, de plus, elles étaient reliées entre elles par l'existence d'une association

centrale, elles éviteraient certainement de se faire une concurrence fâcheuse et leur action n'en serait que plus efficace.

La création de magasins coopératifs n'est pas indispensable, mais elle serait évidemment très précieuse. Il en résulterait des avantages techniques et commerciaux très importants.

Dans l'ordre technique, ces magasins posséderaient des appareils de nettoyage et de séchage qui manquent souvent chez les petits propriétaires ou qui ne fonctionnent chez eux qu'imparfaitement. En supposant même qu'ils soient très bien pourvus, ils trouveraient une économie de main-d'œuvre en portant le blé au magasin ; là, en effet, on opérerait sur de grandes masses et les frais de manutention seraient forcément diminués. La conservation du blé serait aussi plus profitable, il y aurait beaucoup moins de déchets et le magasin coopératif pourrait faire les opérations de mélange des diverses qualités de céréales, opérations faites jusqu'à présent par les négociants qui y trouvent de gros bénéfices.

Dans l'ordre commercial, l'intermédiaire serait en partie supprimé, le consommateur et le producteur pourraient entrer en contact direct, et, en second lieu, la vente par grosses quantités, aux administrations publiques, serait de beaucoup facilitée, surtout si on suppose les magasins construits près des grandes

lignes de chemins de fer. Enfin, les agriculteurs n'en seraient plus réduits, comme il arrive souvent, à vendre sitôt la récolte et à n'importe quel prix, puisqu'on pourrait leur faire quelques avances sur le blé déposé par eux dans l'entrepôt coopératif.

Malgré tous ces avantages, les tentatives faites pour organiser la vente en commun du blé ne sont en France ni bien nombreuses ni bien importantes. Il n'y a pas lieu de s'en étonner, quand on songe que la construction de magasins coopératifs exige de grosses sommes. Les kornhäuser prussiens ont coûté un prix moyen de 165.000 fr., et ceux de Saxe 85.000 fr. Or, si on ne peut, comme en Allemagne, compter sur l'aide pécuniaire de l'Etat, il n'est pas facile de réunir un capital suffisant, étant donné que l'entreprise ne peut par elle-même que difficilement le rémunérer.

En résumé, les associations agricoles françaises se sont peu appliquées, jusqu'ici, à vendre directement leurs produits. Nous avons vu que dans les pays voisins, en Allemagne notamment, ces mêmes associations avaient suivi depuis longtemps, avec l'appui de l'Etat, une voie opposée et qu'elles en avaient retiré grand profit.

Il était donc naturel que le gouvernement français fût frappé de cette situation. Aussi, depuis quelques années, il a été présenté au Parlement plusieurs projets de loi ayant pour but de favoriser le développe-

ment des coopératives agricoles. L'un de ces projets est devenu la loi du 30 décembre 1906, que nous étudierons dans un chapitre spécial.

Préalablement, nous examinerons les différents projets qui ont préparé, par des voies diverses, la solution définitivement adoptée.

II. — LES PROJETS ANTÉRIEURS A 1905 (1).

Le 14 novembre 1899, MM. Millerand, ministre du commerce, et Waldeck-Rousseau, président du Conseil, présentèrent au Parlement un projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 1884, sur les syndicats professionnels. La législature ayant pris fin avant que ce projet pût venir en discussion, M. Mille-

(1) Nous devons signaler le projet de loi sur les coopératives déposé le 15 juillet 1888, à la Chambre, par M. Floquet. Ballotté pendant huit ans entre la Chambre et le Sénat, après avoir été l'objet de plusieurs rapports de MM. Doumer et Lourties, il échoua finalement devant la haute assemblée en 1896, sur la question de la patente, et il n'a pas été repris depuis. Le projet devait constituer un code de la coopération et les sociétés coopératives, pour prendre également ce titre, devaient rentrer dans le cadre qui était exactement tracé pour elles. Partant de l'idée que la loi de 1867 avait obligé les coopératives à prendre la forme à capital variable, l'auteur consacrait un titre spécial aux sociétés à capital fixe et il indiquait que c'était là une nouvelle forme que pouvaient prendre les coopératives. Nous avons vu que la loi de 1867 n'était pas aussi restrictive.

rand déposa sur le bureau de la Chambre, le 14 octobre 1902, une proposition de loi qui reproduisait les dispositions de l'ancien projet et qui a été modifiée dans quelques-unes de ses parties par la Commission du travail de la Chambre, après un rapport très documenté de M. Barthou.

Le texte définitif constitue une refonte presque complète de la loi de 1884. S'il était adopté par le Parlement, les syndicats seraient ouverts désormais aux anciens ouvriers, aux membres des professions libérales, aux ouvriers et aux employés de l'Etat. Les unions de syndicats auraient les mêmes droits que les syndicats eux-mêmes ; leur capacité, assez restreinte actuellement, serait très étendue, et enfin, au point de vue des sanctions, les articles 414, 415, 426 du Code pénal seraient abrogés ; le fait pour les patrons de porter ombrage aux libertés syndicales, pour les ouvriers d'entraver la liberté du travail entraînerait une responsabilité civile et donnerait lieu à des dommages-intérêts.

Seules, les dispositions qui ont trait à la capacité commerciale présentent pour nous de l'intérêt. Nous avons indiqué précédemment que les syndicats se livraient couramment, dans l'intérêt de leurs membres, à des actes de commerce, quoique aucun texte de la loi de 1884 ne leur donnât ce droit. En fait, la jurisprudence leur a reconnu cette prérogative, mais

cela n'empêche que ces actes sont absolument illégaux. L'adoption du projet Millerand mettrait fin à cette situation ; désormais, les syndicats pourraient faire des opérations commerciales, mais pas par eux-mêmes, pas directement, ils formeraient à côté d'eux une société qui aurait les mêmes adhérents, dont ils possèderaient souvent tout le capital, mais qui serait cependant distincte. « Si le syndicat fait des actes de
« commerce, s'il se livre à des entreprises, s'il obtient
« et exploite des concessions, ne s'agirait-il que de
« main-d'œuvre, sans aucune fourniture de matériaux,
« alors, à la vérité, une société se juxtapose au syndi-
« cat. C'est ce qui existe d'ailleurs pour les caisses de
« secours mutuels et de retraites, constituées par les
« syndicats. Celui-ci fournit un personnel tout trouvé,
« uni déjà par des relations de communauté profes-
« sionnelle ; mais il n'y a pas moins, de façon plus ou
« moins explicite, société distincte. Alors chaque inté-
« ressé doit avoir sa part de bénéfice et sa part d'actif.
« Il appartiendra aux statuts de les régler, comme
« aussi les conditions auxquelles les membres sor-
« tants du syndicat, et par suite de la société, verront
« liquider leurs droits suivant leur part contributive
« et le temps passé par eux dans l'association (1). »

L'article 6 du projet facilite la constitution des socié-

(1) Exposé des motifs, p 2 et 3.

tés commerciales syndicales à responsabilité limitée, en édictant certaines dispositions dont pourront bénéficier les membres d'un syndicat de plus de sept membres. Un tel groupement, personne civile, pourra être propriétaire de la totalité des actions ; chaque adhérent n'aura plus besoin, comme sous le régime des lois de 1867 et de 1893, de souscrire une obligation et d'en verser le dixième. Comme conséquence, les syndiqués pourront être administrateurs sans être individuellement porteurs de parts ou actionnaires, et l'assemblée générale sera formée de mandataires désignés par le syndicat, chaque mandataire possédant une voix. On sait qu'au contraire, dans une société commerciale ordinaire, un membre de l'assemblée générale peut avoir jusqu'à dix voix.

Cette disposition a pour but d'empêcher la prépondérance de certains intérêts exclusifs.

Les prescriptions relatives au dépôt et à la publication des statuts sont maintenues ; il importe en effet de sauvegarder l'intérêt des tiers qui doivent être facilement avertis de la composition initiale de la société et de ses modifications ultérieures.

La réforme proposée par M. Millerand n'est point spéciale aux associations agricoles, elle doit s'appliquer à tous les groupements professionnels.

Une seconde proposition de loi, adoptant aussi le principe d'une société étroitement dépendante du syn-

dicat, tout en restant distincte, a été déposée le 30 juin 1903. Elle était signée de M. Clémentel, député, et d'un grand nombre de ses collègues, et elle tendait à *la création de sociétés coopératives en vue de la conservation, de la transformation et de la vente des produits agricoles*. En apparence, cette proposition paraissait avoir un caractère de spécialité bien déterminé.

On ne pouvait en faire un grief à l'auteur, car les différents types d'associations coopératives agricoles n'ont pas la même importance économique, les services qu'elles peuvent rendre, au point de vue du commerce extérieur ou de la prospérité de l'agriculture nationale, diffèrent avec leur caractère. Et puisqu'un article du projet organisait en faveur des coopératives une intervention directe de l'Etat il était juste d'imposer à celles qui la réclameraient une forme particulière présentant de sérieuses garanties.

Donc, tandis que la proposition Millerand élargissait la capacité professionnelle des syndicats, telle que l'avait réglée la loi de 1884, en les rapprochant du droit commun par une extension de leurs attributions allant jusqu'à leur permettre de revêtir le caractère d'une société par actions, M. Clémentel, au contraire, semblait partir de la loi de 1867, régime de droit commun, pour aboutir à une réglementation plus étroite de certaines coopératives agricoles.

Le premier voyait surtout le développement spontané de l'activité des syndicats qui se sentent à l'étroit dans les cadres de la loi de 1884, à cause du principe de spécialité qu'elle établit, et il cherchait à les débarrasser de certaines entraves qui ne peuvent que gêner leur essor ; le second envisageait la situation actuelle des associations rurales qui ne peuvent porter un remède efficace à la crise agricole sans l'aide de l'Etat, et il cherchait à établir pour elles un régime spécial. Mais si le secours de l'Etat devient nécessaire, encore faut-il savoir quels en seront les bénéficiaires, et il est naturel que les coopératives agricoles, qui seules pourront en profiter, soient juridiquement organisées, nettement individualisées.

Dans l'exposé des motifs (1), M. Clémentel indiquait bien que son intention était de préciser la nature des sociétés auxquelles devront être réservées les subventions officielles, et cette précision était absolument nécessaire. Aussi, les dix premiers articles de la proposition étaient consacrés à la définition légale des sociétés coopératives. « Ils visent avant tout à faire des coopératives sous le contrôle des syndicats, des œuvres de bonne volonté dans lesquelles les bénéfices accordés au capital seront strictement limités. A la publicité souvent illusoire des sociétés financières, la

(1) Proposition Clémentel, Exposé des motifs, p. 68 et 69.

loi proposée substitue une publicité effective dont elle charge les professeurs départementaux d'agriculture et l'Office des renseignements agricoles. Par l'organisation de l'inspection, elle engage les sociétés à se constituer en unions qui assumeront ce service. Elle assure, par des sanctions pénales, la protection légale du titre de coopérative et accorde le droit de poursuite aux associations agricoles pour réprimer les usurpations. Au point de vue fiscal, elle ne crée aucune faveur pour les coopératives agricoles, qui peuvent parfaitement s'accommoder du régime de droit commun (1) ».

Toutes ces dispositions pouvaient se comprendre, ainsi que nous l'avons déjà dit, pour les coopératives qui réclament des secours de l'Etat, mais nous ne pouvons accepter l'opinion que M. Clémentel manifestait peu après en disant : « Libre à d'autres de créer des sociétés sous d'autres formes, mais ces sociétés n'auront droit alors ni au titre de coopératives agricoles, ni aux avances de l'Etat. » Le but qui nous semblait poursuivi au début est en effet complètement changé. Au lieu de s'appliquer à certaines sociétés coopératives agricoles, la première partie de la proposition, la partie juridique, prenait une portée générale et essayait de définir légalement toutes les coopératives,

(1) Exposé des motifs, p. 67.

refusant même ce titre aux sociétés qui ne se soumettront pas à la lettre aux formalités prescrites. Ce qu'on pouvait admettre quand il s'agissait de groupements qui demandent des avances à l'Etat, devient par trop exclusif quand on l'applique à la généralité.

Pourquoi, en effet, obliger les agriculteurs qui voudront former une coopérative à faire partie d'un syndicat ? On conçoit très-bien, par exemple, qu'il se forme une laiterie coopérative sans que les adhérents soient syndiqués. Sans doute, si cette obligation était imposée à tous les coopérateurs, on verrait peut-être moins de sociétés commerciales usurper un titre auquel elles n'ont pas droit. Mais il existe bien d'autres moyens moins gênants parce qu'ils n'exigent pas de formalités inutiles, pour empêcher ces usurpations. On pourrait, par exemple, obliger tous les membres d'une coopérative agricole à justifier qu'ils sont bien propriétaires ou producteurs et, en tout cas, il y aurait toujours la ressource d'avoir recours à l'article 10 de la proposition à caractère plus général pour poursuivre pénalement toute société qui usurperait le titre de coopérative agricole.

On a encore reproché à M. Clémentel l'article 2 qui stipulait que le capital d'une société coopérative agricole ne pouvait être formé par des souscriptions d'actions et qui obligeait au versement intégral des parts

sociales. « Ce sont là, dit M. Colliez (1), des règles restrictives gênantes, et cependant les coopératives auront toujours assez de mal à réunir le capital qui leur est nécessaire. »

L'exposé des motifs répondait d'avance à cette objection. « Dans une société coopérative, y était-il dit, on associe moins des capitaux que des bonnes volontés. C'est dire que le premier venu ne saurait y avoir accès sous la seule condition d'un versement à effectuer. En conséquence, l'émission d'actions doit être complètement exclue. » Quant à l'exigence du versement intégral du montant des parts, on ne voit pas en quoi cette règle pouvait être gênante, puisque les fondateurs pouvaient fixer cette part à un taux aussi bas que possible ; en tout cas, elle présentait l'avantage « d'écarter les apparences trompeuses sur l'avoir net de la société ».

Les sociétés prévues dans la proposition Clémentel étaient soumises aux lois et aux usages du commerce, sauf en ce qui concerne la publicité. Afin d'éviter que celle-ci soit souvent illusoire, l'article 3 organisait un système dans lequel le rôle important était donné au professeur départemental d'agriculture. C'est à ce dernier qu'étaient adressés les statuts avec la liste

(1) A. Colliez, *Les associations agricoles de production et de vente*, p. 102.

complète des administrateurs ou directeurs et des sociétaires. De plus, chaque année, il devait connaître la liste des adhérents nouveaux ou des membres démissionnaires et le tableau des recettes et des dépenses ainsi que des opérations effectuées dans l'année précédente ; tous ces renseignements devaient être publiés dans la presse locale et adressés à l'Office des renseignements agricoles du Ministère de l'Agriculture.

« Or, il est permis de se demander si la constitution des sociétés que l'on veut favoriser ne sera pas
« rendue par ces prescriptions singulièrement plus
« difficiles, beaucoup de personnes répugnant à toute
« cette publicité faite dans les journaux locaux ; et,
« d'autre part, si leur fonctionnement ne sera pas
« gêné par la publication annuelle de leurs opérations... »

« De plus, les « opérations sociales et les comptes
« des sociétés coopératives agricoles doivent être vérifiées, au moins une fois tous les ans, par des inspecteurs qui ont les pouvoirs les plus étendus pour
« l'accomplissement de leur mission. Quelle sera la
« sanction de cet examen ? Le projet ne nous le dit
« pas, mais nous aurions pourtant besoin d'être rassurés (1). »

(1) A. Colliez, *op. cit.*, p. 102 et 103.

D'autre part, le rôle donné aux professeurs d'agriculture dans la vie des coopératives agricoles pouvait inspirer certaines inquiétudes. Elles auraient été absolument injustifiées, car on ne peut point mettre en doute l'indépendance des membres du corps de l'enseignement agricole, surtout pour ce qui concerne les choses exclusivement agricoles, mais il faut compter avec les susceptibilités de certaines gens, et il vaut peut-être mieux, du moins quant à la généralité des sociétés, s'en tenir à des prescriptions moins étroites.

En résumé, les dix premiers articles du projet ne pouvaient constituer la charte de toutes les coopératives agricoles. Ils avaient été conçus à un point de vue trop spécial et ils ne semblaient pas pouvoir être adoptés sans avoir été amendés très sérieusement. Au contraire, si on ne les considérait que comme s'appliquant aux sociétés qui demandaient à bénéficier de l'aide financière de l'Etat prévue à l'article 11, on pouvait alors les justifier, ou tout au moins il était difficile de les combattre. Il est naturel, en effet, que l'Etat faisant des avances, ait la certitude qu'elles ne manqueront pas le but qu'il s'est proposé d'atteindre ; or, c'est ce qui pourrait arriver s'il ne s'entourait pas de garanties suffisantes. Il faut avouer cependant qu'il y avait peut-être dans le projet Clémentel excès de précautions. Quoique poursuivant le même but, nous verrons que la loi du 29 décembre 1906 a procédé tout autrement.

Quant au projet Millerand, qui vise spécialement les syndicats industriels, il serait difficile d'en étendre sans réserve l'application aux associations agricoles coopératives.

La loi de 1884 n'a pas assez réglementé les unions entre des syndicats exerçant des professions similaires, or, il s'agit de prévenir les coalitions possibles.

Si, le projet est adopté, ne peut-on pas prévoir des inconvénients graves provenant de la fédération sans limites et sans réglementation de la part du législateur, des associations coopératives ayant pour but et objet la vente des produits agricoles ? N'aura-t-on pas à craindre des accaparements possibles entre des associations de la même région et surtout des associations rayonnant sur tout le territoire, qui monopoliseraient le rôle des intermédiaires, alors qu'un de leurs principaux objets est de tendre à leur suppression ? Autant de questions qui ne sont pas effleurées dans le projet de 1902.

Etant donné son objet, il ne devait point s'occuper du côté matériel et procurer aux coopératives agricoles l'aide financière de l'Etat. C'est cependant ce point de vue qui est pour elles le plus intéressant, et c'est à cela que tendait finalement la proposition Clémentel.

L'article 11 de la loi proposée établissait un fonds de 5 millions à avancer aux coopératives agricoles.

Cette somme devait être prise sur le fonds de dotation du crédit agricole constitué par l'avance de 40 millions et les redevances annuelles consenties à l'Etat par la Banque de France lors du renouvellement de son privilège ; il n'y avait pour l'Etat aucune dépense nouvelle. Il est évident que ces 5 millions étaient bien insuffisants pour couvrir la France d'un réseau complet de magasins agricoles, séchoirs, greniers, celliers, etc., alors que pour les seuls magasins à céréales 200 millions suffiraient à peine, d'après M. Cheysson. C'était là un premier essai qu'on aurait dû juger par ses résultats et renouveler le cas échéant.

Il importait, en prévision de nombreuses demandes de fonds qui n'auraient pas manqué de se produire après l'adoption du projet, de prendre certaines mesures pour assurer une distribution équitable des avances. C'est ainsi que la répartition devait être faite par la commission spéciale prévue par l'article 4 de la loi du 31 mars 1899. En raison de l'extension de ses attributions, « il devait être adjoint à cette commission trois membres représentant les associations ou sociétés organisées en vue de la vente collective des produits agricoles » (art. 11) (1). Les pouvoirs de la commission, quant à l'importance des crédits qui pouvaient être affectés à chaque catégorie de sociétés coo-

(1) Exposé des motifs, p. 94.

pératives n'étaient pas limités et elle était juge sans appel de l'opportunité des avances.

Cependant, il était manifeste que M. Clémentel, frappé du développement des kornhäuser allemands et de leurs heureux résultats, voulait surtout favoriser en France la construction des magasins à céréales et déférer à un vœu du Congrès de Versailles de 1900, réclamant « que les modifications nécessaires soient
« apportées à la législation pour que les caisses régio-
« nales de crédit agricole établies en exécution de la
« loi du 31 mars 1899, puissent avancer aux sociétés
« coopératives et aux caisses locales les fonds néces-
« saires pour établir ces greniers et ces magasins à
« céréales » (1).

Aussi estimait-il qu'il y avait lieu de réserver, dès le début, une part importante des 5 millions aux sociétés coopératives pour la vente des céréales « dont la création est particulièrement urgente et qui sont moins faciles à constituer que les autres avec les seules ressources des agriculteurs ».

Les sommes allouées ne constituaient point des subventions mais des avances sans intérêts, et, pour bien marquer qu'elles devaient un jour être remboursées, le projet donnait à l'Etat, à l'exemple du système autrichien (2), une garantie hypothécaire. Mais en vue

(1) Voir *supra*, p. 64.

(2) Voir Compte rendu du congrès de la vente du blé.

de diminuer autant que possible les formalités et les frais, l'hypothèque devait être inscrite directement par le conservateur au vu du reçu des avances et radiée sur le vu du remboursement effectué (art. 11).

Les prêts devaient être nécessairement de longue durée, la commission devait en fixer le terme et ils étaient renouvelables. L'organisation du crédit à long terme constituait une heureuse innovation ; nous savons en effet que sous le régime de la loi du 31 mars 1899 les caisses régionales ne pouvaient qu'escompter les effets souscrits par les membres des sociétés locales et endossés par ces sociétés ou faire les avances nécessaires pour la constitution d'un fonds de roulement et les remboursements devaient s'opérer à brève échéance. Avec ce système, il était donc impossible aux coopératives d'emprunter des sommes qu'elles n'auraient pu rembourser que dans un délai très éloigné.

Puisque l'Etat ne mettait à la disposition des agriculteurs qu'une somme relativement faible de 5 millions, il fallait en régler la distribution et éviter, par exemple, de favoriser certaines coopératives qui auraient demandé de grosses sommes au détriment de certaines autres ; il était de toute nécessité aussi de combiner les effets de l'initiative privée et de l'intervention de l'Etat. Aussi le projet décidait-il que les avances ne pourraient dépasser le quadruple du capi-

tal versé ou le double de la responsabilité souscrite lorsqu'elle aurait été expressément fixée. La commission de répartition avait ainsi une règle pour déterminer la somme que telle ou telle société pouvait recevoir et échapper à l'arbitraire et au favoritisme.

A côté de l'appui financier qui seul devait être réglé par un texte de loi précis, M. Clémentel montrait dans son exposé des motifs comment l'Etat pouvait encore intervenir utilement pour favoriser le développement des coopératives agricoles. L'Etat doit se souvenir qu'il est le plus gros consommateur pour l'armée, la marine et beaucoup d'administrations publiques : à ce titre il peut traiter avec les coopératives pour les fournitures dont il a besoin et qu'elles seront à même de lui procurer. La Prusse et la Bavière sont allées très loin dans la voie des achats directs et, dans ce dernier pays, les achats de première main ont atteint, en 1898-1899, la proportion de 100 % pour le blé, 68 % pour le seigle, 65 % pour l'avoine, 87 % pour le foin, 88 % pour la paille.

En France, on a cherché depuis quelques années à attirer les cultivateurs aux adjudications de l'administration militaire, mais on n'a guère fait usage, jusqu'ici, de la faculté des achats directs. Le seul obstacle à ces achats est le décret du 18 novembre 1882, relatif aux adjudications publiques et aux marchés passés au nom de l'Etat. L'article 18 impose les adjudications

« avec concurrence et publicité » pour les fournitures supérieures à 20.000 francs. L'administration, en violant ce texte, pouvait donc craindre des objections au Parlement ; il faut espérer au contraire que celui-ci favoriserait les relations directes avec les producteurs. « Nous demandons, disait l'exposé des motifs, que le décret de 1882 reçoive les modifications nécessaires pour que l'Etat puisse, sans aucune espèce de limitation, traiter directement avec les coopératives agricoles, soit pour la fourniture des approvisionnements courants, soit pour l'entretien des approvisionnements de réserve (1).

En se généralisant, l'usage des achats directs donnerait une importance plus grande encore aux magasins coopératifs, en permettant de réunir dans un même lieu de grandes quantités de denrées et en rendant les livraisons plus faciles, d'autant plus qu'il est à souhaiter que les compagnies de chemins de fer viennent contribuer à l'établissement de ces mêmes magasins par la construction de voies de raccordement et des tarifs spéciaux. Il appartient au Ministère des Travaux publics d'encourager et même de provoquer leur initiative dans ce sens.

Les deux propositions de loi Millerand et Clémentel

(1) Exposé des motifs, p. 96.

n'ont pas été discutées au Parlement. Dans les milieux industriels ou agricoles on s'est fortement occupé de la situation nouvelle qui serait faite aux associations par leur adoption, et les objections qui ont été soulevées constituent la seule raison de leur insuccès.

Les discussions n'ont d'ailleurs porté que sur la partie juridique. C'était le seul point de comparaison possible.

Le projet Millerand, tel que nous l'avons examiné, a été l'objet d'attaques violentes qui sont venues surtout du parti socialiste et du parti des catholiques sociaux. Sans entrer dans le détail des discussions, on peut ranger les objections qui ont été produites en deux groupes, les unes faites dans l'intérêt des syndiqués, qui, disait-on, ne devaient point « poursuivre les intérêts matériels », les autres dans celui des tiers. On a fait observer, à ce dernier point de vue, que permettre aux syndicats de faire du commerce c'est leur donner un moyen d'éluder les règles du droit commun concernant les sociétés commerciales.

Toutes ces critiques émanaient de syndicats professionnels ouvriers et, si on comprend leur hésitation en présence du changement que l'on se proposait d'introduire dans leur régime organique, on voit aisément qu'il n'en pouvait être de même en ce qui concerne les syndicats agricoles.

« Les membres de ces derniers, dit M. Colliez (1),
« sont en effet, en très grande majorité, des proprié-
« taires, et non des salariés, puis pour eux il ne s'agit
« pas, en leur accordant la capacité commerciale, de
« créer une fonction nouvelle, d'innover, mais sim-
« plement de réglementer ce qui existe déjà, de rendre
« légal ce qui est fait plus ou moins en marge de la
« loi. On ne peut se demander, en ce qui les con-
« cerne, si, en leur permettant les actes de commerce,
« on ne va pas les entraîner dans des aventures ; ces
« risques ils les ont déjà courus, ces dangers ils en
« ont triomphé. »

Pour le même auteur, l'adoption de la proposition Millerand donnerait une vive impulsion au mouvement coopératif. « En prévoyant et en organisant la création des sociétés syndicales de commerce, le législateur attire tout spécialement l'attention des syndicats sur cet ordre d'idées. Il les oriente, il les aiguille dans la voie commerciale (2). »

Tel était bien l'avis de l'Union centrale des syndicats des agriculteurs de France, lorsqu'en 1899, sur le rapport favorable de M. Boullaire, elle adopta un vœu en faveur de la proposition Waldeck-Rousseau-

(1) A. Colliez, *Les associations agricoles de production et de vente*, p. 112.

(2) *Ibid.*, p. 113.

Millerand. Mais l'année suivante, presque sans débat, le Comité de législation et du contentieux de l'Union du Sud-Est émettait le vœu qu'il était préférable de rester dans le statu quo.

« Ceci permet aux adversaires du projet de dire que les syndicats agricoles lui sont en majorité opposés. C'est contre cette affirmation qu'il faut que les associations agricoles réagissent vigoureusement, en émettant des vœux favorables à l'adoption de la réforme et en invitant les amis qu'elles comptent au Parlement à les soutenir (1) ».

La question d'organisation juridique mise à part, il n'en restait pas moins que la seconde partie du projet Clémentel, organisant pour les coopératives agricoles l'aide financière de l'Etat, ne donnait lieu dans son principe à aucune objection. Malheureusement, elle était inséparable de la première, conçue à un point de vue trop étroit (2). Il était donc désirable que cette proposition fut reprise et remaniée, c'est ce qui a fait l'objet d'un projet de loi présenté par MM. Ruau et Rouvier, le 21 avril 1905, et qui, quelque peu modifié, est devenu le texte de la loi du 29 décembre 1906. L'étude des discussions auxquelles ce projet a donné lieu est le meilleur commentaire du texte législatif en question.

(1) Colliez., *op. cit.*, p. 113.

(2) V. *supra*, p. 144 et suiv.

CHAPITRE III

Loi du 29 décembre 1906 (1)

La proposition Clémentel, allégée de tout ce qui se rapportait à l'organisation, au fonctionnement et à la réglementation des sociétés coopératives, fut reprise sous forme d'amendement au moment de la discussion de la loi de finances de l'exercice 1904. Cet amendement, déposé par MM. Clémentel et Ruau, prévoyait l'attribution d'avances sans intérêts aux sociétés coopératives agricoles en vue de la construction et de l'aménagement de greniers, celliers ou magasins. Momentanément retirée, à la demande de la Commission du budget, qui désirait ne pas retarder le vote du budget, la motion fut reprise l'année suivante, sous forme d'un nouvel amendement à la loi de finances. Ce dernier projet avait une portée plus grande encore que le précédent et il proposait d'autoriser le ministre de l'agriculture à consentir des avances aux sociétés

(1) Les règlements d'administration publique prévus par la loi ne sont pas encore publiés.

coopératives pour subvenir à leurs frais de premier établissement.

Il donna lieu à d'assez longues discussions qui n'aboutirent point immédiatement, mais elles suffirent à montrer combien le Parlement était disposé à encourager l'agriculture, par des moyens qui avaient produit, à l'étranger, les plus heureux résultats. Aussi le gouvernement crût-il devoir déposer un projet de loi spécial « portant tous les développements nécessaires pour donner aux Chambres l'occasion de discuter à fond cette question et de prendre une décision que rendait nécessaire la situation de l'agriculture ». Ce projet fut déposé sur le bureau de la Chambre le 21 avril 1905, par MM. Rouvier, ministre des finances et Ruau, ministre de l'agriculture.

Renvoyé à la Commission de l'agriculture et quelque peu modifié, il a été discuté à la Chambre des députés en décembre 1905 et janvier 1906, non sans avoir subi encore quelques modifications. Le Sénat ayant adopté en décembre 1906 le texte de la Chambre, à peu de chose près, le projet revint au Palais Bourbon pour constituer enfin la loi du 29 décembre 1906.

Les lois des 5 novembre 1894 et 31 mars 1899, en créant les sociétés de crédit agricole, en organisant les banques régionales et en donnant des encouragements à ces dernières, par des mesures finan-

cières appropriées, ne se sont attachées qu'à faciliter l'organisation du prêt individuel et à court terme. Cette dernière expression est d'ailleurs tout à fait relative. Il n'est pas question du crédit très restreint qu'on accorde pour le paiement des effets commerciaux et qui est généralement de quelques jours. L'article 3 de la loi de 1899 prévoit que les avances aux caisses régionales ne peuvent être faites pour une durée de plus de cinq ans. On peut considérer que c'est là un délai très long mais qui est nécessaire pour les opérations de crédit agricole. Le même texte ajoute que ces avances pourront être renouvelées ; il est donc possible par des renouvellements successifs de prêter, soit à des individus, soit même à des groupements agricoles pour un temps assez long. En fait, plusieurs coopératives ont pu ainsi obtenir des caisses régionales qui ont bien voulu s'y prêter, des sommes fort importantes, à une échéance, pour ainsi dire, indéterminée. Outre que ces opérations étaient faites en marge de la loi, elles n'ont pas donné les résultats qu'on en attendait. Les avances très importantes ont été souvent faites sans s'entourer des garanties nécessaires et les remboursements n'ont pas toujours été effectués ; d'autre part, les bénéficiaires de ces avances, qui devaient, dans la pensée du législateur, être des agriculteurs, agissant dans un but agricole, se livraient à des actes de commerce

plus ou moins déguisés et usaient par là d'un crédit et de facilités auxquels ils ne pouvaient prétendre légalement.

Pour toutes ces raisons, il importait de remanier la loi de 1899 et de lui donner plus d'extension. Il était d'ailleurs de toute nécessité pour l'agriculture d'organiser le crédit à long terme ; la prospérité de cette dernière est subordonnée au problème de la production ou la vente en commun de produits agricoles. S'en étant très bien rendu compte, les agriculteurs se sont efforcés, dans ces dernières années, de créer des groupements pour faciliter toutes les opérations que nécessite l'exploitation rationnelle du sol, depuis la production jusqu'à la vente des produits (1).

Mais encore fallait-il que ces associations pussent agir efficacement ; or, si la bonne volonté ne leur faisait point défaut, leur développement était souvent entravé par les obstacles qu'elles rencontraient pour se procurer les ressources indispensables à leur fonctionnement. Elles ne pouvaient, en effet, que très difficilement recourir au crédit pour se procurer les sommes nécessaires à l'édification ou à l'aménagement de bâtiments parfois importants, pourvus d'un matériel spécial, dont l'ensemble représente un capital de premier établissement qui peut être considérable.

(1) V. *supra*, Introduction

Le projet de M. Ruau avait pour but de mettre fin à cette situation, en organisant immédiatement le crédit à long terme et en l'assurant à l'aide de moyens financiers n'imposant aucune charge nouvelle au Trésor. Cela était facile, puisqu'il suffisait que le gouvernement fût autorisé à prélever sur le fonds de redevances annuelles de la Banque de France, définitivement acquis à l'agriculture, des avances spéciales qui seraient remises aux caisses régionales et destinées aux sociétés coopératives. C'était donc faire du crédit agricole « collectif » et à long terme, puisqu'il était prévu que le remboursement devait s'effectuer dans un délai maximum de 25 ans (art. 1).

Pour bien marquer que le gouvernement n'accordait point de subventions, mais simplement des avances essentiellement remboursables, il était stipulé un intérêt de 1 % l'an ; il va sans dire que, dans l'esprit de l'article 1^{er}, le remboursement pouvait être fait par anticipation et même qu'il pouvait avoir lieu par annuités.

Les avances prévues par le projet n'étaient point faites directement par l'Etat aux coopératives intéressées, contrairement à ce qui paraissait pouvoir se produire, en vertu du projet Clémentel, il y avait là un intermédiaire nécessaire qui garantissait vis-à-vis de l'Etat les engagements pris envers lui-même par les sociétés coopératives agricoles. Cet intermédiaire

était représenté par les caisses régionales. Or, nous savons que l'article 2 de la loi de 1899 indiquait limitativement quels étaient leurs pouvoirs. Une disposition devenait nécessaire et l'article 2 du projet indiquait quelles étaient les opérations qu'elles pouvaient effectuer à l'occasion de leur nouveau rôle.

Responsables vis-à-vis de l'Etat et tenues de payer à ce dernier 1 % sur les avances qu'elles avaient reçues, les caisses régionales touchaient elles-mêmes un intérêt payé par les sociétés coopératives et fixé à 2 % ; 1 % leur était réservé et le surplus devait être versé dans les caisses du Trésor, pour y figurer dans le compte des redevances annuelles de la Banque de France, sur lequel les avances auraient été imputées.

La caisse régionale avait donc une responsabilité matérielle et un contrôle moral. A ce dernier point de vue, sa mission était partagée par la Commission de répartition des avances, organisée au ministère de l'agriculture, par l'article 5 du projet. Cette Commission rappelait celle qui avait été prévue par la loi de 1899, mais sa composition était quelque peu modifiée. A côté des fonctionnaires chargés de soutenir, devant la Commission, les rapports techniques préparés par leurs services respectifs, se trouvaient des représentants des sociétés coopératives agricoles, au même titre que ceux des sociétés de crédit agricole.

Comme on voulait, en principe, favoriser seule-

ment les sociétés qui méritent le nom de coopératives, c'est-à-dire celles dont les bénéfices sont répartis, non aux capitaux rémunérés par un intérêt fixe, mais aux coopérateurs, sous forme de ristournes, il importait de prendre certaines précautions. C'était l'objet des articles 4, 6 et 7, qui indiquaient comment les demandes d'avances devaient parvenir au gouvernement, déterminaient les principes généraux qui devaient régir les coopératives agricoles pour leur permettre de recevoir des avances, précisaient les pouvoirs de la Commission de répartition et prévoyaient les règlements d'administration publique pour organiser une surveillance sur l'emploi des fonds répartis. Etant donnée l'importance de ces trois articles, nous croyons devoir les reproduire textuellement :

ART. 4. — *Les demandes d'avances émanant des Sociétés coopératives agricoles devront indiquer, d'une manière précise, l'emploi des fonds sollicités ; elles seront présentées au Gouvernement par l'intermédiaire des caisses régionales de crédit agricole mutuel.*

Pourront seules recevoir les avances prévues à l'article premier de la présente loi, quel que soit d'ailleurs leur régime juridique, les sociétés coopératives agricoles constituées par tout ou partie des membres d'un ou de plusieurs syndicats professionnels agricoles, en vue d'effectuer ou de faciliter toutes les opé-

rations concernant, soit la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles, soit l'exécution de travaux agricoles d'intérêt collectif, sans que ces sociétés aient pour but de réaliser des bénéfices commerciaux.

ART. 6. — *Un décret rendu après avis de la Commission de répartition des avances, sous le contre-seing des ministres de l'Agriculture et des Finances, déterminera limitativement la nature des opérations que pourront entreprendre les sociétés coopératives agricoles susceptibles de recevoir des avances de l'Etat.*

La Commission de répartition déterminera la durée de chaque prêt, ainsi que le montant de l'avance qui ne pourra excéder le double du capital de la société coopérative agricole versé en espèces.

ART. 7. — *Des règlements d'administration publique détermineront, pour les sociétés coopératives agricoles qui demanderont des avances par l'intermédiaire et avec la garantie des caisses régionales de crédit agricole, en vertu de la présente loi, la procédure à suivre, les dispositions éventuelles que devront contenir les statuts, le mode et la forme des enquêtes préliminaires d'ordre économique et technique à ouvrir par les services intéressés du ministère de l'Agriculture, la surveillance à exercer sur l'emploi des avances qui ne devront pas être détournées de leur affectation,*

les garanties d'ordre général à prendre pour assurer le remboursement des prêts, ainsi que les moyens de contrôle à exercer sur ces sociétés coopératives agricoles pour sauvegarder les intérêts du Trésor.

Il n'était donc point imposé aux coopératives agricoles de régime juridique spécial, les fondateurs avaient le choix entre le type de la société civile ou ceux de la société en nom collectif, de la société en commandite, de la société anonyme simple ou à capital et personnel variables.

Les réserves de l'article 4 n'avaient qu'un but : sauvegarder les intérêts des petits commerçants. Ces derniers, en effet, ne devaient pas manquer d'élever de véhémentes protestations qui eurent leur écho à la Commission d'agriculture. Cette dernière ajouta une disposition qui accentuait encore les dispositions prises en faveur du commerce. Après les mots « en vue d'effectuer et de faciliter toutes les opérations concernant soit la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles », la nouvelle rédaction ajoutait : « provenant exclusivement des exploitations des sociétaires ». Une triple garantie était donc assurée aux commerçants : seules pouvaient profiter des avantages de la nouvelle loi les coopératives constituées *uniquement* par des agriculteurs membres d'un ou de plusieurs syndicats agricoles, pour produire, transformer, conserver ou vendre des

produits *purement agricoles*, lesquels produits devront provenir *exclusivement* des exploitations agricoles des coopérateurs.

Jugeant cette garantie suffisante, la Chambre adopta la rédaction de la Commission, malgré quelques critiques formulées à la tribune, soit contre le principe même de la loi, à ce point de vue particulier, soit contre le texte même de l'article 4 (1).

Les articles 6 et 7 furent maintenus tels quels par la Commission, et le premier seul fut amendé par la Chambre, sur la proposition de M. Cazeneuve, qui demandait d'ajouter le paragraphe suivant :

« Cette avance spéciale deviendra immédiatement remboursable en cas de violation des statuts ou de modifications à ces statuts qui diminueraient les garanties de remboursement. »

Il est à remarquer que c'était là une précaution inutile, puisque ce texte se trouve dans la loi de 1899, encore en vigueur.

Le second paragraphe de l'article 6 donna cependant lieu à une discussion des plus intéressantes pour

(1) V. *Journal Officiel*, Débats parlementaires, Chambre des Députés, p. 3831, séance du 11 décembre 1905, discours de M. Fabien Gesbron, et p. 276, séance du 29 janvier 1906, discours de M. Cazeneuve.

V. aussi *supra*, Introduction.

certaines coopératives. M. Fernand David proposait d'ajouter la disposition suivante :

« Toutefois, ce versement préalable ne sera pas exigé des coopératives qui se constitueront en engageant la responsabilité solidaire de leurs membres, de celles qui prendront la forme d'associations syndicales régies par les lois des 21 juin 1865, 22 décembre 1888 et le règlement d'administration publique du 7 mars 1894, ainsi que celles qui offriront des garanties hypothécaires suffisantes. »

Il était singulier, en effet, que dans une loi qui avait pour objet de venir en aide pécuniairement aux coopératives manquant de ressources, on stipulât que l'avance ne pourrait, en aucun cas, dépasser le double du capital de la société coopérative agricole, versé en espèces. « Si vous exigez, dit M. Fernand David, qu'une société verse préalablement son capital, avant de lui consentir une avance, elle vous répondra que, du moment que son capital sera constitué, elle n'aura pas besoin de solliciter un prêt (1). » Il est des cas où ce versement peut devenir impossible et cela peut s'appliquer à des sociétés qui offriront des garanties sensiblement plus importantes qu'un versement de capital effectué

(1) V. *Journal Officiel*, Débats parlementaires, Chambre des Députés, p. 281, séance du 29 janvier 1906.

dans des conditions non définies. L'auteur de l'amendement estimait, en un mot, qu'une garantie hypothécaire pouvait être, dans certains cas, suffisante, et qu'il n'y avait pas besoin d'exiger un versement en espèces.

Après les observations du rapporteur et du président de la Commission, se basant sur ce que les immeubles industriels ont une valeur toute relative et montrant qu'une garantie hypothécaire ferait courir de grands risques aux caisses régionales responsables de l'avance, l'amendement fut retiré. La question cependant aurait mérité un examen approfondi, mais cela eut retardé le vote de la loi, et c'est en réalité pour cette seule raison qu'on passa outre.

L'article premier du projet Ruau, qui prévoyait qu'un intérêt de 1 % serait payé à l'Etat sur les avances qu'il ferait aux caisses régionales, avait été modifié une première fois par la Commission de l'agriculture et, dans le rapport distribué à la Chambre, il était dit que cet intérêt serait de 2 %. Avant l'ouverture de la discussion, le rapporteur, M. Vigouroux, annonça à la tribune que le texte des deux premiers articles devait, à la suite d'un accord intervenu entre la Commission et le ministre des finances, subir quelques modifications. L'Etat ne percevait plus d'intérêt, les avances spéciales remises aux caisses régionales étaient *gratuites* et, par suite, ces dernières gardaient

l'intégralité des intérêts que devaient leur payer les sociétés emprunteuses, intérêts fixés par l'article 3 à 2 % sur les sommes prêtées.

Ce chiffre de 2 %, maintenu par la Commission, souleva d'ailleurs, à la Chambre, de vives discussions. Les uns le trouvaient trop élevé, d'autres prétendaient qu'il était arbitraire de fixer ainsi à l'avance un taux que les circonstances pouvaient rendre par la suite ou trop fort ou trop faible. Le rapporteur, au contraire, soutenait qu'il était absolument indispensable de stipuler un taux d'intérêt dans la loi. « J'ai déjà vu, disait-il, que la rédaction de l'article premier, déjà voté, était inexactement interprétée par de nombreuses personnes ; on a cru que nous avions adopté un texte permettant d'avancer de l'argent aux coopératives sans leur faire payer un centime d'intérêt. Pour ceux qui combattent le projet de loi, cet argument sera en apparence très frappant, ils pourront en user contre nous de mauvaise foi ; ils nous accuseront de favoriser la concurrence contre le petit et le moyen commerce, si nous stipulons qu'aucun intérêt ne sera réclamé aux coopératives (1). » Une deuxième considération militait en faveur de cette thèse : l'unification du taux pour toutes les coopératives que l'on voulait

(1) V. *Journal officiel*, Débats parlementaires, Chambre des députés, séance du 29 janvier 1906.

encourager. « Je crois qu'il y aurait avantage à ce que les coopérateurs que vous encouragerez, sur tous les points du territoire, soient tous soumis par vous aux mêmes conditions (1). »

Ces arguments, appuyés par M. le Président de la Commission, ne triomphèrent point, et la Chambre, tout en décidant qu'en principe les coopératives paieraient un intérêt annuel, accepta un amendement de M. Codet, tendant à ce que le taux en soit fixé par les caisses régionales et approuvé par le gouvernement après avis de la Commission prévue à l'article 5.

Le projet du gouvernement ainsi modifié dans quelques-unes de ses parties essentielles n'échappait point à toute critique.

On avait émis la crainte, dans les milieux agricoles, que le nouveau crédit à long terme, en empiétant sur le crédit individuel à court terme, n'arrivât à le faire disparaître. L'article premier n'indiquait point quelle était la part des redevances annuelles qui devait être affectée à l'un ou à l'autre crédit ; n'y avait-il pas à craindre que les 2 ou 3 millions versés annuellement par la Banque de France ne fussent consacrés entièrement aux prêts à consentir aux coopératives agricoles ? Ce sentiment avait été exprimé à la Chambre des Députés, lors de la discussion générale de la loi,

(1) V. *Journal officiel*, Débats, Ch., séance du 29 janvier 1906.

mais le rapporteur avait répondu qu'il valait mieux ne pas limiter le prélèvement qui serait fait en faveur des associations agricoles, « de peur de provoquer une poussée de demandes ». Il restait d'ailleurs entendu que la plus grande partie des redevances annuelles serait réservée aux caisses locales telles qu'elles fonctionnent aujourd'hui. Malgré cette assurance, il était préférable de recourir à un texte précis, et lors de la discussion au Sénat, M. le Ministre de l'Agriculture accepta l'adjonction, au texte de l'article premier, de la phrase suivante :

« Ces avances ne pourront dépasser le tiers des redevances versées annuellement par la Banque de France dans les caisses du Trésor en vertu de la convention du 31 octobre 1896, approuvée par la loi du 17 novembre 1897. »

On pouvait encore faire d'autres reproches au texte voté par la Chambre ; M. Fortier, président de la Caisse régionale de la Seine-Inférieure, les a très bien exposés à la tribune du Sénat. Après avoir fait ressortir les conséquences graves de la loi au point de vue de la responsabilité des caisses régionales et de leurs administrateurs, aussi bien que des aléas résultant de prêts faits à des associations dont on pouvait ignorer l'avenir, l'honorable sénateur ajoutait, non sans raison, que le projet de loi tel qu'il se présentait modifiait les bases mêmes de la loi de 1899, qui met entre la

caisse régionale et l'emprunteur l'intermédiaire nécessaire de la caisse locale.

Comme conséquence, M. Fortier proposait, sur l'article premier, un amendement tendant à supprimer les mots « gratuitement aux caisses régionales ». L'intermédiaire était supprimé et le gouvernement devait remettre directement les avances aux coopératives agricoles. Le but de l'amendement était donc de dégager la responsabilité des caisses régionales, dans le cas où on ne laisserait pas fonctionner à côté d'elles la caisse locale. Après entente avec le ministre de l'Agriculture, il fut décidé que les coopératives, pour bénéficier des prêts à long terme, devraient être « régulièrement affiliées à une caisse locale de crédit mutuel régie par la loi du 5 novembre 1894 » (art. 2).

« Il s'agit de rattacher les coopératives par un lien effectif, tel que la souscription d'une part au moins à la caisse locale ; c'est là ce que veulent dire ces mots : « régulièrement affiliées ».

« ... Mais nous mettons de côté la responsabilité de cette caisse locale, qui serait véritablement illusoire (1). »

Telles sont les deux modifications apportées par le

(1) V. *Journal officiel*, Débats parlementaires, Sénat, p. 1094, séance du 6 décembre 1906. Explication donnée par M. le Ministre de l'Agriculture.

Sénat ; la Chambre des Députés les a maintenues sans rien ajouter, à la séance du 28 décembre dernier, et la « loi autorisant des avances aux sociétés coopératives agricoles » a été promulguée le 30 décembre 1906.

Cependant les critiques ne s'arrêtaient pas là.

Sans contester à l'Etat un droit de contrôle sur les opérations des caisses coopératives de crédit, on pouvait regretter que la Commission de répartition des avances renfermât trop de représentants du Parlement et de l'Administration, relativement à ceux des caisses de crédit agricole et des coopératives. Ces dernières en effet ne comptent que huit représentants sur quarante membres ! La loi, d'autre part, aurait pu déterminer elle-même certaines clauses essentielles à insérer dans les statuts des coopératives sans renvoyer pour cela à des règlements d'administration publique.

Le 13 mars 1906, l'assemblée générale des agriculteurs de France « émettait le vœu que le Sénat, tout « en adoptant le projet qui lui est soumis, augmente « la part proportionnelle des représentants des « caisses de crédit agricole et des sociétés coopé-
« tives, et indique dans la loi elle-même les disposi-
« tions essentielles à insérer dans les statuts des asso-
« ciations coopératives projetées (1). »

(1) V. *Bulletin de la Société des Agriculteurs de France*. —
Compte rendu de l'Assemblée générale de 1906.

Or, les articles 5 et 7, dont ce vœu demandait la modification, ont été votés à la Chambre et au Sénat sans discussion.

Il reste à souhaiter que, dans le règlement d'administration publique, le ministre s'inspire de ces desiderata, « qu'il spécifie les conditions dans lesquelles le contrôle sera exercé, en stipulant qu'il sera conforme aux principes édictés par l'article 5 de la loi du 31 mars 1899 », c'est-à-dire qu'il s'exercera sur les caisses régionales responsables et non sur les coopératives agricoles.

S'il en était autrement, « ce serait la mainmise possible de l'Administration sur les coopératives, les caisses de crédit et les syndicats qui les patronnent. Ce serait l'anéantissement de leur liberté et de leur indépendance (1). »

Ces réserves faites, il est incontestable que la loi nouvelle est de nature à développer l'action des syndicats professionnels et à leur donner les moyens de constituer des coopératives de vente, des distilleries, laiteries, caves coopératives, celliers, magasins à blé, etc. Mais cette tâche sera probablement assez difficile à réaliser, au moins tout d'abord. La loi, selon l'expression de M. Vigouroux, a surtout une valeur

(1) V. *Bulletin de l'Union centrale des Syndicats des Agriculteurs de France*, 1^{er} janvier 1907, p. 22.

démonstrative. Elle va permettre simplement à l'Etat de fournir à des agriculteurs qui n'en ont pas encore le moyen la possibilité d'organiser des coopératives capables de servir d'exemples et de modèles à d'autres et de faire, dans notre pays, sur tous les points du territoire, la démonstration qu'on peut placer des fonds, avec profit, dans la coopération agricole et que là est le salut de la production nationale, au regard de la concurrence étrangère (1).

(1) V. dans l'annexe le texte de la loi tel qu'il est sorti des discussions qui viennent d'être résumées.

CONCLUSION

Nous pouvons maintenant établir le bilan général de l'intervention de l'Etat en matière d'associations agricoles en France.

Protégeant d'abord l'agriculture par des mesures générales, comme le système douanier, sans prendre en considération les personnes et les propriétaires appelés à bénéficier de cette protection, le législateur français a dû, à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, se préoccuper de la propriété agricole, petite et moyenne.

Tout d'abord, dans l'esprit de quelques auteurs, le problème agricole se confondait avec l'ensemble du problème social, et cela dans deux sens : les uns s'imaginaient d'abord que l'association coopérative, par son jeu normal, par la vertu souveraine de son principe, arriverait à résoudre la question sociale en combinant dans la même harmonie le capital, le travail et le talent. Le problème agricole devrait se résoudre alors comme le problème industriel. Les autres, en s'inspirant des idées de Karl Marx, vouaient d'avance à la disparition, au nom d'une prétendue loi d'évolu-

tion, la petite et moyenne propriété, tout en faisant quelques réserves discrètes sur le maintien nécessaire de la propriété rurale, sans en indiquer les moyens précis.

De nos jours, les législateurs, en France comme à l'étranger moins ambitieux, n'entendent pas trancher le problème social dans son ensemble, mais apporter une solution précise, concrète à une situation déterminée, et c'est ainsi, qu'en s'occupant de l'organisation des associations coopératives, la dernière loi française du 29 décembre 1906 a eu à résoudre les questions suivantes :

1° Faut-il, oui ou non, donner une réglementation spéciale aux coopératives agricoles ? Elle l'a résolue par l'affirmative, en se guidant par cette considération de bon sens qu'il faut exercer un contrôle plus particulier sur les associations auxquelles on accorde des avances pécuniaires.

Le législateur, en encourageant la constitution de pareils groupements, n'a pas procédé à une mesure aussi radicale qu'elle semble l'être tout d'abord. En effet, comme l'a constaté dans son exposé des motifs M. Ruau, de tous les côtés on signalait déjà la formation d'associations agricoles appelées à la vie par la force même des choses, mais très à l'étroit dans leur cadre et réclamant impérieusement l'intervention du Parlement pour obtenir une loi plus conforme à leur

nature et au but qu'elles se proposent d'atteindre. D'autre part, la loi de 1906 n'altère pas le sens et la raison d'être de la loi de 1899 : ce sont les caisses locales et les caisses régionales organisées par cette dernière qui sont utilisées pour la constitution et le fonctionnement des associations coopératives.

2° Le législateur français avait ensuite à se poser la question de savoir quels devaient être les rapports entre l'administration centrale et les associations coopératives locales. On est obligé de constater que l'action de la caisse régionale, organe pour ainsi dire décentralisé, se trouve entièrement subordonnée au contrôle et à l'intervention de la Commission de répartition, composée pour la majeure partie de fonctionnaires et relevant du ministère de l'Agriculture. Mais on n'avait pas le choix, en France, étant donnée l'absence de ces unions solidement constituées qui, dans d'autres pays, comme en Allemagne et en Autriche, servent d'intermédiaires naturels entre les groupements locaux et le pouvoir central.

Cependant nous avons déjà signalé comment surgissent spontanément, même en France, certaines unions (1), par la force des choses. Il faut espérer qu'à la faveur de la nouvelle loi elles prendront un déve-

(1) Association centrale des laiteries coopératives des Charentes et du Poitou.

loppement de plus en plus important, constitueront bientôt une véritable force organisée et pourront mieux et plus efficacement défendre et représenter les intérêts de leurs membres, autant vis-à-vis des producteurs étrangers que de l'Etat.

D'ailleurs, ce dernier aura toujours son rôle indiqué, quand les associations coopératives plus ou moins organisées, à la faveur de l'équivoque, voudront se créer un véritable monopole. Déjà le législateur s'est préoccupé de la concurrence qui pouvait être faite au petit commerce et cette préoccupation a été trouvée toute naturelle ; il pourra intervenir aussi naturellement quand il aura à défendre le consommateur contre des accaparements possibles. En tout cas, son intervention a été, non pas inspirée mais sollicitée par tous ceux qui voyaient dans le développement des associations coopératives agricoles le meilleur moyen de combattre certaines crises qui frappaient les agriculteurs.

Comment la loi aura-t-elle rempli cette tâche ? L'intervention du législateur aura-t-elle été efficace ? Seul, l'avenir pourra répondre à ces questions. La parole est maintenant à l'expérience.

ANNEXE

Loi du 29 décembre 1906 autorisant des avances aux sociétés coopératives agricoles.

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de la loi du 31 mars 1899 est ainsi complété :

« Le Gouvernement peut, en outre, prélever sur les redevances annuelles et remettre gratuitement auxdites caisses régionales des avances spéciales destinées aux sociétés coopératives agricoles et remboursables dans un délai maximum de vingt-cinq années.

« Ces avances ne pourront dépasser le tiers des redevances versées annuellement par la Banque de France dans les caisses du Trésor, en vertu de la convention du 31 octobre 1896, approuvée par la loi du 17 novembre 1897 ».

ART. 2. — Les caisses régionales sont chargées de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole, effectuées par les sociétés coopératives agricoles, régulièrement affiliées à une caisse locale de crédit mutuel régie par la loi du 5 novembre 1894.

Elles garantissent le remboursement, à l'expiration

des délais, des avances spéciales qui leur sont faites pour les sociétés coopératives agricoles.

Toutes opérations autres que celles prévues par le présent article et par la loi du 4 mars 1899, leur sont interdites.

ART. 3. — Les caisses régionales recevront des sociétés coopératives agricoles sur les avances spéciales qu'elles auront remises à celles-ci, un intérêt qui sera fixé par elles et approuvé par le Gouvernement, après avis de la Commission prévue à l'article 5.

ART. 4. — Les demandes d'avances émanant des sociétés coopératives agricoles devront indiquer, d'une manière précise, l'emploi des fonds sollicités ; elles seront présentées au Gouvernement par l'intermédiaire des caisses régionales de crédit agricole mutuel.

Pourront seules recevoir les avances prévues à l'article premier de la présente loi, quel que soit d'ailleurs leur régime juridique, les sociétés coopératives agricoles constituées par tout ou partie des membres d'un ou de plusieurs syndicats professionnels agricoles, en vue d'effectuer ou de faciliter toutes les opérations concernant : soit la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles, provenant exclusivement de l'exploitation des associés, soit l'exécution de travaux agricoles d'inté-

rêt collectif sans que ces sociétés aient pour but de réaliser des bénéfices commerciaux.

ART. 5. — La répartition des avances aux caisses régionales de crédit agricole, tant en vertu de la présente loi que de la loi du 31 mars 1899, sera faite par le ministre de l'agriculture sur avis d'une Commission spéciale et dont les membres, à l'exception des membres de droit, sont nommés par décret pour quatre années, composée ainsi qu'il suit :

Le ministre de l'agriculture, président ;

Quatre sénateurs ;

Six députés ;

Un membre du Conseil d'Etat ;

Un membre de la Cour des comptes ;

Le gouverneur de la Banque de France ;

Le directeur général de la comptabilité publique ;

Le directeur du mouvement général des fonds ;

Un inspecteur général des finances ;

Le directeur général des eaux et forêts ;

Le directeur de l'agriculture ;

Le directeur du secrétariat du personnel central et de la comptabilité ;

Le directeur de l'hydraulique et des améliorations agricoles ;

Le directeur des haras ;

Le chef du service des caisses régionales de crédit agricole mutuel ;

Six inspecteurs généraux ou inspecteurs du ministère de l'agriculture ;

Trois membres du Conseil supérieur de l'agriculture ;

Huit représentants choisis parmi les membres des caisses de crédit agricole mutuel, régionales ou locales, ou des sociétés coopératives agricoles.

En dehors des membres permanents de la Commission, les inspecteurs généraux et inspecteurs de l'agriculture, les inspecteurs des améliorations agricoles et les inspecteurs des caisses de crédit agricole mutuel chargés de rapports sont appelés à les soutenir devant la Commission avec voix consultative.

Est abrogé l'article 4 de la loi du 31 mars 1899.

ART. 6. — Un décret rendu après avis de la Commission de répartition des avances, sous le contre-seing des ministres de l'agriculture et des finances, déterminera limitativement la nature des opérations que peuvent entreprendre les sociétés coopératives agricoles, susceptibles de recevoir des avances de l'Etat.

La Commission de répartition déterminera la durée de chaque prêt, ainsi que le montant de l'avance qui ne pourra excéder le double du capital de la société coopérative agricole versé en espèces.

ART. 7. — Des règlements d'administration publique détermineront, pour les sociétés coopératives

agricoles qui demanderont des avances par l'intermédiaire et avec la garantie des caisses régionales de crédit agricole, en vertu de la présente loi, la procédure à suivre, les dispositions éventuelles que devront contenir les statuts, le mode et la forme des enquêtes préliminaires d'ordre économique et technique à ouvrir par les services intéressés du ministère de l'agriculture, la surveillance à exercer sur l'emploi des avances qui ne devront pas être détournées de leur affectation, la garantie d'ordre général à prendre pour assurer le remboursement des prêts, ainsi que les moyens de contrôle à exercer sur les sociétés coopératives agricoles pour sauvegarder les intérêts du Trésor.

Vu :
Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu :
Le président de la thèse,
A. SOUCHON.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	5
INTRODUCTION	7
PREMIÈRE PARTIE. — <i>L'Etat et les coopératives</i>	
<i>jusqu'à nos jours</i>	39
Chapitre premier. — De l'idée coopérative de 1830 à 1851.	39
Chapitre II. — Du régime juridique des sociétés coopératives jusqu'à la loi de 1867. — Ses inconvenients. — Les coopératives et l'opinion vers 1867	49
Chapitre III. — De la loi du 24 juillet 1867. . .	59
Chapitre IV. — De la situation juridique des coopératives agricoles après la loi de 1867 . .	70
Chapitre V. — De l'intervention pécuniaire de l'Etat en faveur des coopératives agricoles . .	82
DEUXIÈME PARTIE	89
Chapitre premier. — Législation comparée . .	89
Chapitre II. — Mouvement de réforme en France	121
§ I. — Etat actuel des coopératives agricoles	121
§ II. — Projets de réformes antérieurs à 1905	133
Chapitre III. — Loi du 29 décembre 1906 . . .	153
CONCLUSION	173

LA ROCHELLE, IMPRIMERIE NOUVELLE NOEL TEXIER.





